

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS D'AUBAGNE ET DE L'ETOILE

Date de Publication : 16/02/2021

N° : 2021/194

SOMMAIRE

 <u>Conseil de Territoire du 29 juillet 2020</u>	page 3
 <u>Conseil de Territoire du 14 octobre 2020</u>	page 36
 <u>Conseil de Territoire du 18 novembre 2020</u>	page 68
 <u>Conseil de Territoire du 15 décembre 2020</u>	page 100

Les Délibérations
Conseil du 29 juillet 2020

CT4/290720/1

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Délégations de compétences du Conseil de
territoire au Président du Conseil de territoire**

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 II et IV, le Conseil de la Métropole a approuvé par plusieurs délibérations la délégation de l'exercice de certaines compétences au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de l'article L. 5218-7 II, à compter du 1er janvier 2020, le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° dudit article.

Suite à l'approbation à l'identique par le Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 des délégations de compétences du Conseil de la Métropole au profit du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Conseil de territoire est invité à se prononcer sur les délégations de fonction au Président du Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, telles que définies ci-après :

- Donner en application de l'article L.324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis du territoire préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier,
- Accorder les prêts de matériel divers (barrières, etc) pour les communes membres du Territoire,
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres qui peuvent être passés sans formalités préalables, toute décision concernant leurs avenants, ainsi que l'approbation de l'ensemble des actes connexes liés, lorsque les crédits sont inscrits à l'état spécial, dans les cas et conditions suivants :
 - Pour les marchés de fournitures et services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 209 000 € HT,
 - Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil de 1 000 000 € HT.
- Demander toutes subventions auprès de partenaires,
- Déposer tous dossiers d'autorisation d'urbanisme concernant le territoire,

- Déposer toutes demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement relevant de l'exploitation des compétences déléguées au territoire
- Autoriser l'occupation du domaine public ou privé des biens immobiliers situés sur le périmètre géographique du Conseil de Territoire,
- Conclure toutes conventions de location et de domiciliation en pépinières d'entreprises situées sur le territoire,
- Approuver des baux pour des biens situés sur le territoire, et conclure toutes conventions de mise à disposition y afférentes,
- Conclure toutes conventions de partenariat relatives à l'organisation de manifestations sur le territoire,
- Conclure toutes conventions de partenariat relatives à la mise en œuvre du service public relevant des compétences du territoire,
- Décider de l'ouverture et de la modification des structures intercommunales relevant des compétences du territoire.
- Approuver des conventions individuelles d'attribution de l'aide financière dans le cadre des dispositifs relevant des compétences déléguées au territoire,
- Approuver et autoriser la signature de conventions et de contrats,

Il est précisé que toute question n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Président relèvera de la compétence du Conseil de territoire.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, il convient d'autoriser un vice-président, dans l'ordre du tableau, à remplacer le Président dans l'exercice des fonctions qui lui ont été déléguées par le Conseil de territoire et à signer les décisions.

Enfin, conformément à la délibération du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020, le Président est autorisé à subdéléguer aux vice-présidents par arrêté les attributions qui lui ont été confiées. Il peut également, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer sa signature par arrêté aux directeurs et responsables de services placés sous son autorité.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de territoire du 13 juillet 2020 portant élection du Président de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de renouveler les délégations de fonction au Président afin de garantir l'efficacité du service public.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Que le Président est chargé pour la durée du mandat, d'exercer les délégations ci-dessus désignées.

Article 2 :

Que les décisions prises par le Président, par délégation, sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil de territoire.

Article 3 :

Qu'en cas d'absence, de suspension ou de tout autre empêchement du Président, les délégations sont exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations, et, à défaut, par un conseiller du territoire désigné par le Conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau.

Article 4 :

Que lors de chaque réunion de Conseil de territoire, le Président rendra compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de territoire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/290720/2

Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO Budget Etat Spécial de Territoire (EST) – Adoption de la décision modificative n° 1 de l'exercice 2020

La décision modificative N° 1 de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire (EST) du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est équilibrée en dépenses et en recettes de la manière suivante :

Fonctionnement	0,00 €
Investissement	0,00 €

La dotation de gestion du Territoire de l'exercice 2020 est donc modifiée de la manière suivante :

	Budget voté 2020	Décision Modificative N°1 de 2020	Dotation 2020
Dotation fonctionnement	5 920 894 €	0,00 €	5 920 894€
Dotation d'investissement	8 060 000€	0,00 €	8 060 000 €

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le budget primitif 2020 adopté en décembre 2019 ;
- Le projet de décision modificative N° 1 de 2020 de l'Etat Spécial de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'Etat Spécial de Territoire, prévu à l'article L. 5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses ;
- Que l'Etat Spécial de Territoire est voté par chapitre en fonctionnement et en opérations sous mandats en investissement.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la décision modificative N° 1 de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de

l'Etoile, arrêtée au montant suivant, équilibrée par section :

Fonctionnement	0,00 €
Investissement	0,00 €

Article 2 :

Le budget Etat Spécial du Territoire au Pays d'Aubagne et de l'Etoile est assujéti à la TVA à compter du 1er janvier 2020.

L'activité salles de spectacles imputée sur le budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est assujettie à la TVA à compter du 1er janvier 2020. Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe sur le code gestionnaire 140 444, le compte de TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

Article 3 :

L'activité « immobilier d'entreprises » imputée sur le budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est assujettie à la TVA à compter du 1er janvier 2020. Les recettes et les dépenses seront enregistrées sur les comptes budgétaires pour leur montant hors taxe sur le code gestionnaire, le compte de TVA étant tenu par le Receveur des Finances.

Le reste du dit budget reste hors du champs d'assujettissement à la TVA.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

CT4/290720/3

Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO Budget Etat Spécial de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption du Compte de Gestion relatif à l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, le Compte de Gestion de l'Etat spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après s'être fait présenter le budget primitif, et les décisions modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer,

Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés, et qu'il a procédé à toutes

les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,
Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019,

Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Général des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice 2019 du Compte de Gestion de l'EST du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, qui n'appellent ni observation, ni réserve de la part du Receveur, comme suit :

ETAT SPECIAL DE TERRITOIRE

Section d'investissement 0,00 €
Section de fonctionnement 0,00 €
Solde 0,00 €

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Non-participation au vote : Serge PEROTTINO et Michel LAN

CT4/290720/4

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption des Comptes de Gestion de l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

En application de l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est constitué par un vote du Conseil de la Métropole sur le Compte Administratif de chacun de ses budgets annexes présenté par Madame la Présidente.

Conformément à l'article L.5217-10-10 de ce même Code, préalablement à l'adoption du Compte Administratif, le Conseil de la Métropole doit arrêter le Compte de Gestion de chacun de ces budgets annexes de l'exercice clos établi et transmis par Monsieur le Receveur Principal des Finances Publiques.

Le Compte de Gestion du Comptable Public constitue un document de synthèse qui présente les résultats de l'exercice et retrace l'évolution du patrimoine de la Métropole entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Monsieur le Receveur principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence a remis, à fin d'approbation, les Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

- Budget annexe « Assainissement » ;

- Budget annexe « Régie de traitement des déchets ».

Les identités de valeur entre ces Comptes de Gestion et les Comptes Administratifs de chacun des budgets annexes listés ci-avant ont été vérifiées.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à l'adoption des résultats de clôture de l'exercice 2019 des Comptes de Gestion des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

BUDGET ANNEXE « ASSAINISSEMENT » :

Section d'investissement 2 573 273,03 euros
Section de fonctionnement 3 955 691,29 euros
Solde 6 528 964,32 euros

BUDGET ANNEXE « RÉGIE DE TRAITEMENT DES DÉCHETS » :

Section d'investissement -224 191,97 euros
Section de fonctionnement 686 344,16 euros
Solde 462 152,19 euros

Article 2 :

Déclare que les Comptes de Gestion des budgets annexes de « Assainissement » et « Régie de

traitement des déchets » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dressés par le Receveur pour l'exercice 2019, visés et certifiés conforme par l'Ordonnateur, n'appellent ni observation, ni réserve de sa part.

Article 3 :

De donner un avis favorable à l'approbation des Comptes de Gestion.

AVIS FAVORABLE

Non-participation au vote : Serge PEROTTINO et Michel LAN

CT4/290720/5

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Budget Etat Spécial de Territoire de la Métropole
Aix-Marseille-Provence – Adoption du Compte
Administratif relatif à l'exercice 2019 du
Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans le Compte de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans le Compte Administratif de l'exercice 2019 pour ce budget de l'Etat Spécial de Territoire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2005-1661 du 27 décembre 2005 modifiant le Code Générale des Collectivités Territoriales (partie réglementaire) et relatif aux règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés ;
- L'ordonnance n°2005-1027 du 26 août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Sont approuvés les résultats de clôture de l'exercice 2019 du Compte Administratif de l'Etat Spécial de Territoire.

Pour un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de	30 195 180,47 euros
Reprise des résultats antérieurs	0,00 euros
En dépenses de	30 195 180,47 euros
Solde	0,00 euros

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

Non-participation au vote : Serge PEROTTINO et Michel LAN

CT4/290720/6

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Budgets Annexes de la Métropole Aix-Marseille-
Provence – Adoption des Comptes
Administratifs de l'exercice 2019 du Territoire du
Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

Monsieur le Président soumet au Conseil de territoire pour avis les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile suivants :

- Budget annexe « Assainissement » ;
- Budget annexe « Régie de Traitement des déchets » ;

Les résultats de clôture ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice, tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion de Monsieur le Receveur des Finances sont identiques à ceux constatés dans les Comptes Administratifs de l'exercice 2019 pour ces budgets annexes.

Un rapport de présentation des Comptes Administratifs 2019 est annexé à la présente délibération qui décrit l'exécution du budget.

Le Conseil de territoire en pleine connaissance de l'ensemble des documents budgétaires relatifs à l'exercice considéré, décide après examen des opérations consignées dans les Comptes Administratifs précités, de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18CM du 20 septembre 2018 portant élection de la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice 2019 relatifs à ces budgets annexes ;
- Les Comptes de Gestion 2019 produits par Monsieur le Receveur des Finances ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire et les Décisions Modificatives de l'exercice considéré, les titres définitifs de créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à payer de chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Après s'être assuré que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures ;
- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019 ;
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 :

Sont arrêtés, pour chacun des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les résultats de clôture de l'exercice inscrits dans le Compte Administratif 2019.

Article 2 :

Est donné acte à Monsieur le Président de la présentation faite des Comptes Administratifs de

l'exercice 2019 des budgets annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile listés ci-avant.

Article 3 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Assainissement, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 4 018 585,88 euros
 Reprise des résultats antérieurs : 6 853 131,34 euros
 En dépenses de 4 342 752,90 euros
Solde 6 528 964,32 euros

Article 4 :

Est constaté, pour le Compte Administratif du Budget Annexe Régie de traitement des déchets, un total d'opérations budgétaires pour l'exercice 2019 :

En recettes de 460 333,10 euros
 Reprise des résultats antérieurs 309 560,09 euros
 En dépenses de 307 741,00 euros
Solde 462 152,19 euros

Article 5 :

Est reconnue l'adéquation parfaite entre les écritures comptables et les écritures administratives. Les résultats de clôture, ainsi que l'ensemble des opérations constatées au cours de l'exercice tels qu'ils apparaissent dans les Comptes de Gestion 2019 de Monsieur le Receveur des Finances sont en tous points analogues à ceux constatés dans les Comptes Administratifs 2019.

Article 6 :

De donner un avis favorable à la clôture au 31 décembre 2019 du Budget Annexe « Régie de Traitement des déchets » et de son intégration au 1er janvier 2020 au Budget Annexe « Collecte et Traitement des déchets CT1 » (SIRET : 20005480700108).

Article 7 :

De donner un avis favorable à l'adoption du présent rapport et sont déclarées tenues pour lues les annexes aux Comptes Administratifs des budgets annexes susvisés.

AVIS FAVORABLE

Non-participation au vote : Serge PEROTTINO et Michel LAN

CT4/290720/7

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
 Approbation d'une convention de mandat d'encaissement des recettes de billetteries pour l'Espace de la Confluence à Auriol**

Dans le cadre de sa compétence culturelle, le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile assure la construction et l'exploitation d'un équipement

culturel polyvalent : l'Espace de la Confluence, salle de spectacles et des festivités d'Auriol, située quartier des Artauds. Le Territoire propose une programmation culturelle pluridisciplinaire qui préfigure la vocation culturelle de l'établissement et son rayonnement à l'échelle territoriale mais aussi métropolitaine. L'ensemble des événements qui se dérouleront sur ce site jusqu'au 31 décembre 2021 sera regroupé dans le Festival des Confluences.

Pour permettre d'organiser ce festival des Confluences et d'encaisser les recettes billetterie qui en découlent, le territoire a lancé une consultation. Le titulaire du marché encaissera l'intégralité des recettes perçues dans le cadre exclusif du marché et restituera l'intégralité des recettes commerciales encaissées à l'acheteur public.

Après la notification de ce marché, il convient de prendre une convention emportant mandat donné au titulaire d'encaisser les recettes de billetterie pour l'Espace de la Confluence au titre du Festival des Confluences à Auriol.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La consultation du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour l'organisation du festival des Confluences à Auriol ;
- L'avis conforme du comptable public ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de confier à un organisme public ou privé l'encaissement des recettes de billetterie pour l'Espace de la Confluence au titre du Festival des Confluences à Auriol par le biais d'une convention de mandat ;
- Que l'offre de la SEM Agora a été retenue pour l'organisation du festival des Confluences à Auriol.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la convention de mandat d'encaissement des recettes de billetterie de l'Espace de la Confluence au titre du Festival des Confluences à Auriol entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SEM Agora.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Présidente ou son représentant est autorisé à signer la convention de mandat et tous les documents afférents.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits en recettes sur le budget primitif 2020 de l'Etat Spécial du Territoire du CT4 au compte 75888.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/8

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Approbation de la revalorisation de
l'autorisation de programme pour l'opération de
rénovation du centre de congrès Agora à
Aubagne**

La Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a décidé de lancer l'opération de rénovation du système de chauffage/climatisation/désenfumage du centre de Congrès Agora à Aubagne. Cette opération permet, d'une part, de mettre en conformité le système de désenfumage avec les normes de sécurité actuelles et, d'autre part, de moderniser le système de chauffage/climatisation obsolète, en privilégiant une production d'énergie économique. L'opération permettra ainsi d'assurer la sécurité et le confort des usagers et de tendre vers une diminution des coûts de fonctionnement du bâtiment par la mise en place de technologies économes en énergie. Une Autorisation de Programme (AP) a été ouverte à cette fin d'un montant de 755 000 €.

Le projet s'est déroulé en deux phases afin d'étaler les interventions, permettant le maintien en activité de la structure, par la réalisation des travaux principalement sur les périodes de fermeture du centre des congrès. La deuxième phase des travaux s'est déroulée sur l'exercice 2019/2020 et permet la finalisation de l'opération.

Lors de cette dernière phase, des tourelles d'extraction ont été mises en place en toiture pour assurer le désenfumage de la grande salle d'exposition. Lors de leur mise en service, deux d'entre elles ont été endommagées suite à une surtension due à une anomalie sur l'alimentation électrique centrale, anomalie indépendante du chantier. Il a alors été nécessaire de les remplacer, engendrant une dépense financière supplémentaire.

Cette difficulté induit une augmentation du montant des travaux et donc de l'enveloppe financière du projet.

L'incidence financière se décompose comme suit :

Montant initial de l'Autorisation de Programme : 755 000 € TTC
Augmentation de la part affectée aux travaux : + 30 000 € TTC
Nouveau montant de l'Autorisation de Programme : 785 000 € TTC

L'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement de la rénovation du système de chauffage/climatisation/désenfumage du centre de Congrès Agora à Aubagne pour un montant de 30 000 € porte ainsi le nouveau montant de l'opération à 785 000 €.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°FAG 035-2693/17/CM de création affectation de l'opération du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la revalorisation et l'affectation de l'opération afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à l'approbation de la revalorisation et l'affectation de l'opération d'investissement de la rénovation du système de Chauffage/Climatisation/Désenfumage d'un montant

de 30 000 euros TTC portant ainsi le montant total de l'opération à 785 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le cadre de la décision modificative de l'exercice 2020 en dépenses d'investissement - Opération 2017403500 – chapitre 45 Nature 4581174035

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/9

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 35 logements collectifs sociaux dénommé Les Loges de Bacchus située Rue de la Cave à Auriol**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 35 logements sociaux dénommée « Les Loges de Bacchus » située Rue de La Cave à Auriol.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 4 323 875 euros est financée par un emprunt de 3 351 300 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 1 843 215 euros, et de la commune d'Auriol, co-garante, à hauteur de 45 % soit 1 508 085 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 102007 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 3 351 300 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 35 logements sociaux à Auriol ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 351 300 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et

Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 102007.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 35 logements collectifs locatifs sociaux située Rue de La Cave à Auriol.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de quatre logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

De donner un avis favorable à l'approbation de la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est

autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/10

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA
HLM Unicil pour le financement de l'opération
d'acquisition en VEFA de 5 logements collectifs
sociaux dénommé Les Loges de Bacchus PLS
située Rue de la Cave à Auriol**

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux dénommée Les Loges de Bacchus PLS située Rue de La Cave à Auriol.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 618 636 euros est financée par un emprunt de 476 773 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 262 225,15 euros, et de la commune d'Auriol, co-garante, à hauteur de 45 % soit 214 547,85 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 102025 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 476 773 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 5 logements sociaux à Auriol ;
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 476 773 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N°102025.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 5

logements collectifs locatifs sociaux située Rue de La Cave à Auriol.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

De donner un avis favorable à l'approbation de la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/11

Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO Engagement de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique et demande d'ouvertures d'enquêtes conjointes préalables et parcellaires nécessaire au projet d'aménagement du parc d'activités de Camp de Sarlier à Aubagne

Dans le cadre de stratégie en matière de développement économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par délibération n° ECO 001-1775/17/CM du Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 l'Agenda du Développement Economique, dont l'ambition est de répondre aux besoins des entreprises et ainsi contribuer au développement de l'emploi pour assurer l'attractivité de son territoire. L'objectif fixé est la production de 1450 hectares de foncier dédié à l'accueil d'activité économique productive d'ici à 2030.

Sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été identifiés des secteurs pouvant contribuer à la production de foncier à vocation économique, notamment sur la commune d'Aubagne, ainsi dans le document d'urbanisme de communal approuvé en novembre 2016 sont inscrites plusieurs « zones à urbaniser à vocation économique », dont celle dite « Camp de Sarlier ».

Cette zone «à urbaniser» a été ouverte à l'urbanisation et a fait l'objet d'une Orientation d'Aménagement et de programmation (OAP) avec la modification n° 3 du PLU approuvée par le Conseil de Métropole le 24 octobre 2019. Cette procédure a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 19 juin au 19 juillet 2019.

Elle est située entre le centre-ville d'Aubagne et les zones commerciales de la Martelle et la zone d'activités des Paluds. Elle bénéficie d'une bonne desserte en matière de transport en commun, desserte qui sera améliorée dans sa partie nord avec la mise en place du Chronobus.

Proche du pôle économique majeur d'Aubagne (ZI des Paluds et zone commerciale de La Martelle) et bien desservie par les infrastructures routières et autoroutières (A52, RD2 et RD43A), elle réunit les conditions permettant de développer l'accueil d'activités, notamment artisanales, tertiaires, productives et village d'entreprises étant relativement isolé des espaces résidentiels,

Ce site Camp de Sarlier compte une vingtaine hectares parmi lesquels environ 10 hectares mutables dans la continuité du Centre d'Affaire ALTA ROCCA qui a permis de développer 17 600 m² de surface de plancher d'activités tertiaires et de services.

Ces 10 hectares mutables constituant le futur « Parc d'activité de Camp de Sarlier » représentent un potentiel de 40 à 50 000 m² de surface de plancher dédiée à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois. Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements,

Camp de Sarlier doit être aménagé de façon à optimiser son effet vitrine.

La présence du « Fauge/Maire », affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole (haies...) constitue à la fois un enjeu de préservation des continuités écologiques et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu est de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Il s'agira notamment de mettre en œuvre une gestion globale et innovante des eaux de pluie s'appuyant sur le cours d'eau traversant le site :

- Création de systèmes végétalisés pour gérer les eaux de pluies participant également à l'amélioration du cadre de vie des futurs salariés de la zone ;
- Création de paysage et de biodiversité par la gestion des eaux ;
- Création de sols vivants ;
- Valorisation du cours d'eau, le « Fauge/Maire » en le rendant exutoire naturel des eaux pluviales régulées.

Une démarche de projet globale visant à développer un parc d'activités durable performant, préservant et valorisant le paysage a été mise en place.

Dans ce contexte, le secteur de Camp de Sarlier visé au Plan local d'Urbanisme de la Commune d'Aubagne a été adapté en conséquence par la modification n°3 du PLU de la commune.

Au vu de ces éléments, la Métropole et le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH) entendent réaliser le programme de construction suivant pour intégrer la gestion optimisée et durable de l'eau dans la conception du projet :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noue pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du ruisseau « le Fauge Maire ».

Pour financer le programme des équipements publics, la Métropole a instauré un périmètre de Projet Urbain Partenarial pour une durée de 15 ans.

Des conventions ont été signées avec des opérateurs et délibérées lors du Conseil de Métropole du 13 décembre 2019.

En parallèle, au titre du L103-2 du Code de l'Urbanisme, une concertation préalable a été

organisée à partir du 9 juillet jusqu'au 13 septembre 2019.

Une réunion publique a été organisée ainsi qu'une mise à disposition du dossier de présentation du projet d'aménagement accompagné d'un registre permettant de consigner les observations du public. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 13 décembre 2019.

Aujourd'hui afin de mettre en œuvre le projet d'aménagement du parc d'activités de Camp de Sarlier dans un calendrier compatible avec la mise en œuvre du PUP, la Métropole doit s'assurer de la maîtrise foncière des emprises nécessaires à la réalisation du programme des équipements de l'opération.

Ces équipements relatifs à la voirie et à l'aménagement des cours d'eaux impliquent l'acquisition d'environ 2 hectares de terrain nu. L'ensemble du foncier sur le secteur est constitué de terrains privés.

Une partie de ce foncier doit être maîtrisé dans le cadre d'apports fonciers conclus au travers des PUP.

Néanmoins, une partie conséquente de l'emprise impactée concerne aujourd'hui environ quarante parcelles pour 15 000 m2 environ sur lesquelles les discussions amorcées n'ont pas encore abouti à ce jour.

Aussi, tout en privilégiant les procédures amiables, il est préférable de sécuriser ces acquisitions par la mise en œuvre d'une procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) ayant pour objectif de pouvoir réaliser des expropriations si les négociations à l'amiable avec les propriétaires venaient à échouer.

Il est nécessaire par conséquent, d'approuver le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique de ce projet.

En application des articles L121-1 et suivants et de l'article R131-1 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, il y aura lieu de solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet et de l'enquête publique parcellaire visant à déterminer la cessibilité des propriétés impactées.

Lesdites enquêtes publiques pourront être sollicitées conjointement conformément à l'article R 131-14 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant du périmètre du Projet Urbain Partenarial "Parc d'activités Camp de Sarlier" sur la commune d'Aubagne ;
- Les délibérations du Bureau de Métropole du 19 décembre n° URB 023-7394/19/BM, n° URB 024-7395/19/BM, n° URB 025-7396/19/BM ; n° URB 022-7393/19/BM et n° URB 021-7392/19/BM approuvant les conventions de PUP avec les différents opérateurs ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'ouverture conjointe de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique et celle relative à l'enquête parcellaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence permettront de déclarer l'utilité publique du programme des équipements publics du projet de Parc d'activités de Camp de Sarlier à Aubagne en lien avec la voirie et l'aménagement de cours d'eaux et ainsi contribuer au développement économique de la Métropole ;
- Que parallèlement, il est nécessaire de poursuivre toutes démarches et négociations en vue d'obtenir par voie amiable la maîtrise foncière des terrains impactés par le programme des équipements.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à l'approbation du lancement de la procédure de déclaration d'utilité

publique du projet d'aménagement du parc d'activités de Camp de Sarlier à Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux destinés à l'aménagement du Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à solliciter auprès de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône l'ouverture de l'enquête parcellaire postérieurement ou conjointement à l'ouverture de l'enquête susvisée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer tous les actes nécessaires à l'engagement des procédures et à prendre toutes dispositions y concourant.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/12

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Constitution d'une servitude de passage à titre gratuit sur une parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, sise à Auriol, au profit d'une parcelle à céder à la Société ESCOTA**

Par délibération n° URB 005-6589/19/BM du 26 septembre 2019, le bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la cession de plusieurs parcelles à la société ESCOTA.

Toutefois, dans l'attente de la cession de ces parcelles, une convention d'occupation temporaire a été signée permettant la réalisation de travaux préparatoires en amont des travaux d'élargissement de la l'autoroute A52. Dans ce cadre, il convient de constituer une servitude de passage à titre gratuit, sur la parcelle HL n°94.

Cette servitude doit permettre la réalisation d'une conduite siphon en tréfonds sur la parcelle HL n°94 à Auriol. La canalisation sert à transiter les eaux de l'autoroute dans un bassin qui se trouve de l'autre côté de la RD560 dans les emprises autoroutières.

La société ESCOTA s'est engagée à réaliser les travaux d'aménagement de cette servitude.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 005-6589/19/BM du bureau de la Métropole du 26 septembre 2019 portant cession à titre onéreux de parcelles à la société ESCOTA sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en vue de la réalisation de l'élargissement de l'A52 sur la section Pas-de-trets-Pont de l'Etoile ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit servir à faire transiter les eaux de l'autoroute dans le cadre des travaux préparatoires à l'élargissement de l'autoroute A52 que la société ESCOTA doit acquérir auprès de la Métropole.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la constitution d'une servitude de passage à titre gratuit sur une parcelle cadastrée HL n°94 appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence et devant être cédée à la société ESCOTA.

Article 2 :

Les travaux d'aménagement de la servitude sont à la charge de la société ESCOTA, ainsi que tous les frais inhérents à la constitution de cette servitude.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'acte authentique et tous documents inhérents à la constitution de cette servitude.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/13

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Retrait de la délibération n°URB 006-7109/19/CM du 24 octobre 2019 portant arrêt du projet de la révision générale du Règlement Local de Publicité et arrêt du bilan de la concertation de la commune d'Aubagne

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par délibération cadre n°URB007-3565/18/CM en date du 15 février 2018, le Conseil de la Métropole a défini la répartition des compétences relatives à l'élaboration et à la révision des Règlements Locaux de Publicité (RLP) entre le Conseil de la Métropole, les Conseils de Territoire et leurs présidents respectifs.

La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, dans son article 22, titre III dispose : *« Les dispositions du titre V du livre 1^{er} du code de l'urbanisme relatives au périmètre du plan local d'urbanisme et à l'autorité compétente en la matière, les dispositions du même titre V relatives aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de grande taille ainsi que les dispositions de l'article L. 134-12 du même code relatives aux plans locaux d'urbanisme intercommunaux de la métropole d'Aix-Marseille-Provence sont applicables aux procédures d'élaboration et de révision du règlement local de publicité initiées avant la publication de la présente loi dans les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernés par une création, une fusion ou une modification de périmètre prononcées en application de l'article 35 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dans ceux devenus compétents en matière de plan local d'urbanisme en application de l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dans les établissements publics territoriaux de la métropole du Grand Paris ainsi que dans la Métropole d'Aix-Marseille-Provence. »* ;

Aussi, la Métropole Aix-Marseille-Provence est désormais compétente pour la poursuite de toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Règlement Local de Publicité initiée avant la publication de cette dite loi.

Par délibération n°004-260917 du 26 septembre 2017, le Conseil Municipal de la ville d'Aubagne a prescrit la révision de son Règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 5 juillet 1985.

Dans le cadre de la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence et en application du Code de l'Urbanisme et notamment

des articles L.153-14 et R. 153-3 suivants, et au regard du bilan de la concertation le Conseil de la Métropole a arrêté le projet de RLP après avis favorable du conseil municipal de la ville d'Aubagne en date du 24 octobre 2019.

Au travers de l'exercice de son contrôle de légalité, le Préfet des Bouches-du-Rhône a formulé une lettre d'observation, adressée à Mme la Présidente de la Métropole du 17 janvier 2020. Il rappelle qu'en l'absence d'une prescription d'un Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPi) sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, conformément aux dispositions de l'article L. 581-14 du Code de l'Environnement, la Métropole ne pouvait légalement poursuivre la procédure de révision du RLP d'Aubagne en cours et par conséquent demande le retrait de la délibération relative à l'arrêt du projet dudit document.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La prescription de la procédure de révision générale du RLP d'Aubagne du 26 septembre 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole 24 octobre 2019 relative à l'arrêt du projet de RLP et de son bilan de la concertation ;
- La délibération N°HN 007-8079/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » ;
- La lettre d'observation du Préfet des Bouches-du-Rhône du 17 janvier 2020 ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La lettre d'observation du Préfet des Bouches du Rhône du 17 janvier 2020 ;
- Qu'il convient de retirer la délibération du 24 octobre 2019 relative à l'arrêt du projet

de RLP d'Aubagne et de son bilan de la concertation.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable au retrait de la délibération du Conseil de la Métropole du 24 octobre 2019 relative à l'arrêt du projet de Règlement Local de Publicité d'Aubagne et de son bilan de la concertation.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/14

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Plan Local d'Urbanisme de Cadolive – Délibération rectificative de la délibération n°URB 020-7912/19/CM du 19 décembre 2019 relative au bilan de la mise à disposition et de l'approbation de la procédure de modificative simplifiée

Par délibération du Conseil n° URB 020-7912/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a procédé au bilan de la mise à disposition ainsi qu'à l'approbation de la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Cadolive.

Plusieurs erreurs matérielles sont intervenues dans le corps du rapport susvisé ; n'ayant toutefois aucune conséquence sur le sens de la décision, ces erreurs matérielles peuvent être corrigées dans le cadre d'une délibération rectificative.

Il convient que le Conseil de la Métropole adopte une délibération rectificative relative aux points suivants :

- **Erreurs de dates :**

Il faut lire :

« La mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Cadolive s'est déroulée du mercredi 16 octobre 2019 à 8h30 au lundi 18 novembre 2019 à 18h soit 34 jours consécutifs », « s'est déroulée du lundi 4 novembre 2019 à 8h30 au jeudi 5 décembre 2019 à 18h soit 32 jours consécutifs. »

En lieu et place de :

*« le projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Cadolive a été notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme ainsi Personnes Publiques Consultées (PPC) concernées, en date du ***** 2019 », « en date du 10 octobre 2019 »*

Il faut lire :

« Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'Edition de « La Provence » le 28 octobre 2019 et de « La Marseillaise » du 26

octobre 2019, et a été publié par voie d'affichage à l'hôtel de ville de Cadolive et au siège du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 8 jours avant le début de la mise à disposition du public. »

En lieu et place de :

« Un avis au public est paru dans la rubrique des annonces légales de l'Edition de « La Provence » et de « La Marseillaise » du 8 octobre 2019, et a été publié par voie d'affichage à l'hôtel de ville de Cadolive et au siège du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile 8 jours avant le début de la mise à disposition »,

• **Nouvelle formulation de paragraphe :**

Il faut lire :

« Dans le cadre de la mise à disposition du dossier les services ont constaté plusieurs consultations du dossier, notamment via l'outil du registre numérique. Toutefois la contribution de la population est restée relativement faible dans la mesure où les observations formulées n'ont porté que sur des éléments ne relevant ni du fond ni de la procédure de modification simplifiée, et ne nécessitant de ce fait aucune modification du dossier. »

En lieu et place de :

« Dans le cadre de la mise à disposition du dossier de modification simplifiée n° 1 du PLU de Cadolive » jusqu'à « Rapport de présentation : XXX » ;

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) ;
- La loi n°2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives (SVE) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération cadre n°002-3560/18/CM du 15 février 2018 du Conseil de la

Métropole de répartition des compétences relatives à la modification simplifiée des documents d'urbanisme (PLU et POS) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;

- La délibération N°HN 007-8079/20/CM du 17 juillet 2020 « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » ;
- La délibération n° URB 020-7912/19/CM du 19 décembre 2019, relative au bilan de la mise à disposition ainsi qu'à l'approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Cadolive ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que par une délibération n° URB 020-7912/19/CM en date du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a acté le bilan de la mise à disposition et a approuvé la modification simplifiée n°1 du PLU de Cadolive ;
- Que des erreurs matérielles ont été constatées dans le rapport susvisé ;
- Qu'il convient de corriger ces erreurs par une délibération rectificative dans la mesure où elles n'ont pas eu d'effet sur le sens de la décision.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

De donner un avis favorable à la rectification de la délibération n° URB 020-7912/19/CM du 19 décembre 2019, relative au bilan de la mise à disposition ainsi qu'à l'approbation de la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Cadolive.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/15

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Exonération de deux mois de loyers et de redevances des entreprises et associations

La rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner à compter du 17 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues. Si ces mesures étaient indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se sont traduites par un arrêt quasi-total des activités économiques, impactant fortement l'ensemble des entreprises et associations sur

l'ensemble du territoire de la Métropole. Ainsi, plusieurs petites et moyennes entreprises et associations n'ont pu exercer leurs activités dans leurs locaux loués à la Métropole. Ces locataires ont alors sollicité la Métropole, en invoquant la force majeure, afin de bénéficier d'une exonération de loyers couvrant la période du confinement.

Au regard de l'intensité et des conséquences des mesures administratives prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, ces dernières constituent un cas de force majeure ayant permis de suspendre l'exécution des obligations des locataires, les loyers. En outre, le ministre de l'Économie a appelé dès le 15 avril 2020 les propriétaires à annuler, et non simplement suspendre, les loyers pour les très petites et petites entreprises qui ont été obligées de fermer pendant le confinement.

L'analyse des différents cas rencontrés a conduit à soumettre au Conseil de la Métropole, sur proposition des territoires, une liste de très petites et petites entreprises, et associations pouvant bénéficier d'une exonération de loyers, hors charges, taxes et impôts, situées sur les territoires de Marseille-Provence, du pays d'Aubagne et d'Istres Ouest Provence.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 28 juillet 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 29 juillet 2020 ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la rapidité de propagation de l'épidémie de Covid-19 dans notre pays ainsi que le taux de létalité de cette maladie ont conduit le Président de la République à ordonner, le 16 mars 2020, des mesures de confinement extrêmement fermes et étendues.
- Que si ces mesures sont indispensables pour protéger la santé et la vie de nos concitoyens, elles se traduisent malheureusement par un arrêt quasi-total des activités économiques et sociales, impactant fortement l'ensemble des entreprises et associations du territoire de

la Métropole,

- Que les conséquences économiques de l'épidémie du COVID-19 ont été très importantes pour de très petites et petites entreprises, et associations occupant le patrimoine métropolitain,
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a été sollicitée afin de renoncer au paiement de loyers par des petites et très petites entreprises ou des associations rendues fragiles par les mesures d'urgence sanitaire décrétées, leur fermeture pendant le confinement.
- Que ces mesures constituent un cas de force majeure ;
- Que le ministre de l'Économie a appelé dès le 15 avril 2020 les propriétaires non seulement à suspendre mais à annuler les loyers des petites entreprises ayant fermé pendant le confinement ;
- Que compte tenu du caractère exceptionnel de la situation économique, de son impact particulier sur ces entreprises et de l'urgence à intervenir, il est proposé d'exonérer de deux mois de loyer/redevance, hors charges, impôts et taxes, pour la période couvrant les mois d'avril et mai 2020, les petites entreprises et associations locataires de la Métropole rendues fragiles par les mesures d'urgence sanitaire, leurs fermetures.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable au principe d'une exonération de deux mois loyer/redevance, hors charges, taxes et impôts, couvrant les mois d'avril et mai 2020, pour les très petites et petites entreprises et associations hébergées au sein du patrimoine Métropolitain et dont la liste figure en annexe I, en annexe 2 et en annexe 3 au présent rapport.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits :

- Au budget principal centralisé de la Métropole, nature 752, fonction 75, sous-politique A 130, s'agissant de LA FABRIQUE PAPER-BACK, entreprise listée en annexe 1.
- Au budget principal centralisé de la Métropole, recettes R1, nature 752, fonction 20, sous-politique A 130, gestion 5DPGI s'agissant de Cash Auto/Cash Immo et Idri AMAR, entreprises listées en annexe 1.
- Au budget principal centralisé de la Métropole recettes R1, nature 752, fonction 60, sous-politique A 130, gestion 900 000 s'agissant de MAJELIS Provence, entreprise listée en annexe 1.

- Au budget principal de la Métropole, sous-politique B330, nature 752, fonction 68, chapitre 75 s'agissant du village d'entreprises de St-Henri et SCOPTI, entreprises listées en annexe 1.
- Au budget principal de la Métropole, R1, sous-politique A130, nature 752, fonction 62, service URBA4, s'agissant de SDVD/Marestel, entreprise listée en annexe 2.
- Au budget principal de la Métropole (nature 752), s'agissant des entreprises listées en annexe 3a.
- Au budget annexe entreprises CT5 n° 75054 s'agissant des entreprises listées en annexe 3b.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/16

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement – Travaux divers forêt

La stratégie de prévention des incendies repose sur les objectifs majeurs suivants :

- Eviter les départs de feux,
- Faciliter l'intervention des secours sur feu (naissant ou déclaré),
- Limiter la propagation des incendies,
- Gérer les risques subis.

Aujourd'hui le solde de l'OP correspondant à l'opération travaux divers forêt ne permet pas d'engager la globalité des travaux prévus en 2020.

L'opération d'investissement 2017404600, travaux divers forêt, d'un montant de 368 000 euros TTC inscrite au budget EST enregistrée dans l'autorisation de programme AP 174232BP du programme 23 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 132 000 euros TTC selon le budget EST.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017404600 de 368 000 euros TTC à un montant révisé de 500 000 euros TTC.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 035-2693/17/CM de création affectation de l'opération du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de cette opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017404600 Travaux Divers Forêts d'un montant 132 000 euros portant le montant total de l'opération à 500 000 euros TTC selon le budget EST rattaché au programme 23 Agriculture Forêts Paysage Code AP 174232BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans la décision modificative n°1 de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement suivant :

Mandaté antérieur : 295 355,30 euros TTC.

CP 2020 : 110 000 euros TTC.

CP sur exercices suivants : 94 644,70 euros TTC.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/17

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement – Travaux conservatoires de la forêt méditerranéenne

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est chargé d'entreprendre des opérations de Défense de la Forêt Contre l'Incendie (DFCI) sur les massifs forestiers situés en son périmètre. Ces travaux sont réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des Plans de Massifs de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PMPFCI). La stratégie de prévention des incendies repose sur les objectifs majeurs suivants :

- Eviter les départs de feux,
- Faciliter l'intervention des secours sur feu (naissant ou déclaré),
- Limiter la propagation des incendies,
- Gérer les risques subis.

Les opérations prévues au programme comprennent les travaux forestiers de prévention incendie, les études préalables à leur mise en œuvre ainsi que les missions de maîtrise d'œuvre et d'assistance technique permettant la réalisation des programmes pluriannuels de travaux définis dans les plans de massifs.

Il s'agit d'une part de réaliser des opérations de Restaurations de Terrains Incendiés (RTI), le cas échéant, suite aux incendies qui se dérouleraient dans les massifs de la Métropole : études préalables, maîtrise d'œuvre et travaux ; et d'autre part de favoriser la valorisation des espaces forestiers par la connaissance de son potentiel en terme de gisement et de dessertes forestières afin de poursuivre le développement de la filière bois et de répondre ainsi à la demande constante des besoins aussi bien en bois industrie, qu'en bois énergie et en bois pour la construction, dans le respect des enjeux et des spécificités du territoire forestier de la Métropole.

L'opération d'investissement 2017404500, conservatoire de la forêt méditerranéenne d'un montant de 982 000 euros TTC, inscrite au budget EST enregistrée dans l'autorisation de programme 174232BP du programme 23 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 218 000 euros TTC selon le budget EST.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017404400 de 982 000 euros TTC à 1 200 000 euros TTC.

Ces travaux peuvent bénéficier toutefois de subventions publiques à hauteur de 80% de leur montant HT.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017404500 travaux Conservatoire forêt méditerranéenne d'un montant de 218 000 euros TTC selon le budget EST rattachée au programme 23 Agriculture forêt paysage Code AP 174232BP portant le montant total de l'opération à 1.200.000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans la décision modificative n°1 de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Mandaté antérieur : 657 714 euros TTC.

CP 2020 : 310 000 euros TTC.

CP sur exercices suivants : 232 286 euros TTC.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/18

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement – Travaux d'amélioration de la forêt communale

Chaque année le service forêt du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile met en œuvre des chantiers forestiers sur des parcelles communales. Ces travaux de génie forestier visent à améliorer et à valoriser les peuplements situés sur ces parcelles. Aujourd'hui le solde de l'opération correspondante ne permet pas d'engager les travaux prévus en 2020.

L'opération d'investissement 2017404400, travaux amélioration forêt communale, d'un montant de 142 000 euros TTC, inscrite au budget EST, enregistrée dans l'autorisation de programme 174 232 BP du programme 23 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 78 000 euros TTC.

Cette révision porte le montant de l'opération 2017404400 d'un montant avant révision de 142

000 euros TTC à un montant révisé de 220 000 euros TTC.

Ce type de dépenses est subventionnable à hauteur de 60% par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, au titre de l'aide aux communes.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Métropole ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la révision et l'affectation de l'opération d'investissement 2017404400 d'un montant de 78 000 euros TTC selon le budget EST attachée au programme 23 Agriculture Forêt et Paysage Code AP 174232 BP, portant le montant total de l'opération à 220 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée comme suit :

Mandaté antérieur : 97 567,88 euros TTC.
CP 2020 : 84 000 euros TTC.
CP sur exercices suivants : 38 434,12 euros TTC.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/19

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement d'Assistant à Maitrise d'Ouvrage (AMO) sur les plans des massifs Sud Régagnas et Ouest Sainte Baume

Cette création et affectation de l'opération d'investissement concerne une assistance technique dans le cadre de la mise en œuvre des travaux de prévention incendie sur les massifs forestiers Sud Régagnas et Ouest Sainte Baume.

Dans le cadre de la mise en œuvre des travaux plusieurs types de missions techniques pourront être confiées au titulaire, il peut s'agir de missions liées à des opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI), Restauration des Terrains Incendiés (RTI), ou sylviculture.

L'opération d'investissement 2020400100, AMO PLAN DE MASSIFS SUD REGAGNAS ET OUEST SAINTE BAUME, 160 000 euros TTC inscrite au budget EST enregistrée dans l'autorisation de programme 204232BP du programme 23-Agriculture Forêts et Paysage de la Métropole doit être affectée.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 160 000 euros T.T.C. selon le budget EST de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 3 :

De donner un avis favorable à la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2020400100 AMO Plan de Massifs Sud Regagnas et Ouest Sainte Baume pour un montant de 160 000 euros T.T.C selon le budget EST rattaché au programme 23 Agriculture Forêts Paysage Code AP 204232BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget Primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile selon l'échéancier prévisionnel établi comme suit :

CP 2020 : 40 000 T.T.C.
CP 2021 : 40 000 T.T.C.
CP 2022 : 40 000 T.T.C.
CP 2023 : 40 000 T.T.C.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/20

**Sur le rapport de Véronique MIQUELLY
Etat Spécial de Territoire du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement « Transfert Temporaire de Maitrise d'Ouvrage – Carrefour des Lagets sur la commune d'Auriol »**

L'opération d'investissement n° 2019400800, TTMO Carrefour des Lagets pour la participation à l'aménagement de cette nouvelle desserte de la Zac du Pujol, d'un montant de 250 000 € TTC, inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 194082BP du programme 08 2 Espace Public infrastructure de la Métropole doit être révisée pour un montant de 30 000 € TTC.

Le montant révisé de cette autorisation est justifié par la création d'un réseau d'éclairage public pour mettre en conformité l'éclairage des nouvelles infrastructures constituées du giratoire et de la nouvelle voie d'accès à la Zac ainsi que de l'extension de réseau d'assainissement qui n'était pas inclus dans les études préalables du Département des Bouches-du-Rhône dans son projet initial.

Cette révision porte le montant de l'opération N° 2019400800 de 250 000.00 € TTC avant révision à 280 000,00 € TTC.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

**Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,
Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération VOI 006-6513/19/CM du 20 juin 2019 de création affectation de l'opération ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2019400800, TTMO Carrefour des Lagets sur la commune d'Auriol, d'un montant de 30 000 euros TTC portant le montant total de l'opération à 280 000 euros. Programme 08 2 Espace Public infrastructure – Code AP 194082BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la décision modificative de l'exercice 2020, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement et suivant :

CP 2020 : 250 000 euros TTC.
CP 2021 : 30 000 euros TTC.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/21

**Sur le rapport de Danielle MENET
Etat Spécial de Territoire du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Mise en place de circuits touristiques »**

Dans le cadre de ses actions de développement touristique, le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile met en place des circuits touristiques visant à diversifier l'offre des activités de pleine nature et à valoriser le patrimoine

historique et naturel du territoire. L'aménagement de ces circuits nécessite l'implantation d'un balisage et d'une signalétique touristique qui sont des outils indispensables pour matérialiser les itinéraires, valoriser les points d'intérêt touristique, renseigner et orienter les touristes.

L'opération d'investissement n°2018401000, « mise en place de circuits touristiques » d'un montant de 30 000 € TTC inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 184035BP du programme 03 Développement économique de la Métropole doit être affectée.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 30 000 euros T.T.C. à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2018401000, « mise en place de circuits touristiques » pour un montant de 30 000 euros T.T.C inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire, enregistrée dans l'autorisation de programme 184035BP du programme 03 Développement Economique et du sous-programme 35 Tourisme.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en section investissement en dépenses au chapitre 45, nature 4581184010 selon l'échéancier prévisionnel des crédits de paiement établi comme suit :

CP 2020 : 30 000 euros T.T.C

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/22

Sur le rapport de Danielle MENET

Etat Spécial de Territoire du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile – Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement « Projets Touristiques Divers »

L'opération d'investissement n° 2017403600, "Projets Touristiques Divers", d'un montant de 1.676.400 € TTC, inscrite sur l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme AP 174035BP du programme 03. Développement Economique – tourisme doit être révisé pour un montant de 150 000 € TTC.

Le montant révisé de cette autorisation est justifié par les opérations de travaux suivantes :

- Valorisation touristique des abords des différents sites patrimoniaux du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en particulier le Petit monde de Marcel Pagnol, et notamment accessibilité, scénographie, signalétique ;

- Etude faisabilité d'une liaison piétonne et d'un ascenseur entre le centre ancien d'Aubagne et le Petit monde de Marcel Pagnol.
Cette liaison verticale, entre le bas du Cours Voltaire et l'esplanade haute du parking des Terres Rouges sera de type ascenseur et passerelles. Des actions de réaménagement des cheminements seront également menées afin de proposer au piéton un parcours sécurisé, facilité et identifiable. Les abords de l'îlot des Terres rouges seront requalifiés afin de redonner de l'attractivité au site. Les différents volumes de l'ouvrage seront analysés afin de déterminer leur réaffectation possible en lien avec les équipements publics alentours. Les niveaux de stationnement du parking du centre ancien, ses accès et les différentes liaisons seront étudiés en vue d'optimiser l'utilisation et le fonctionnement de cet équipement, d'augmenter la fréquentation et l'attractivité et de sécuriser les déplacements ;

- Mise en place d'un totem au niveau des Lignières à Aubagne :

Dans le cadre de la valorisation du patrimoine et du développement du tourisme local sur le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, il est proposé d'installer à proximité du rond-point des Lignières, qui est une des entrées principales de la commune

d'Aubagne, un totem touristique afin de mettre en valeur l'attrait touristique de la ville et son offre culturelle ;

Cette révision porte le montant de l'opération N° 4581174036 de 1 676 400 € TTC avant révision à 1 826 400 € TTC.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération VOI 006-6513/19/CM du Conseil de Métropole du 20 juin 2019 de création de l'opération ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n° 2017403600, Projets Touristiques, pour un montant de 150 000 euros TTC rattachée au programme 03. Développement Economique – tourisme – Code AP 174035BP, portant le montant total de l'opération à 1 826 400 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la décision modificative de l'exercice 2020, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée établi comme suit :

CP 2020 : 385 000 euros TTC
CP 2021 : 370 465 euros TTC

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/23

Sur le rapport de Sophie ARTARIA-AMARANTINIS

Université du Temps Libre (UTL) – Tarifs inscriptions et activités pour la rentrée 2020/2021

L'Université du Temps Libre (UTL), créée en 1995 par la ville d'Aubagne, a été transférée au Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL n'a cessé d'étoffer son offre très éclectique avec une programmation de septembre à juin de plus de 70 conférences, 20 ateliers, 11 séminaires, 31 stages proposés et 80 sorties à la journée. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage. « *Apprendre, stimuler, partager, transmettre* » c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'UTL du Pays d'Aubagne et de l'Etoile connaît un succès grandissant avec un record d'inscriptions de 1000 adhérents à la rentrée 2019/2020, soit 1 % de la population du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile. (Répartition : 65 % Pays d'Aubagne et de l'Etoile et 35 % hors territoire et villes partenaires).

Pour procéder aux inscriptions de la rentrée 2020/2021, il est nécessaire de délibérer sur les tarifs des inscriptions et activités de l'UTL.

Afin d'indexer les tarifs sur l'augmentation du coût de la vie, une augmentation des tarifs est appliquée à hauteur de 2,5% tous les trois ans.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les tarifs proposés dans le cadre des inscriptions à ces différentes activités sont fixés annuellement ;
- Que depuis 2012, l'UTL a opté pour une tarification restant inchangée pendant 2 années, la 3^{ème} année une augmentation est appliquée à hauteur de 2,5% par an ;
- Qu'afin d'indexer les tarifs de l'inscription aux activités de l'UTL à l'augmentation du coût de la vie, les tarifs sont modifiés.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la fixation des barèmes afin de pouvoir procéder aux inscriptions de la rentrée 2020/2021 qui interviendront en septembre pour les adhérents.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en recettes de fonctionnement du budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/24

Sur le rapport de Sophie ARTARIA-AMARANTINIS

Université du Temps Libre (UTL) – Tarifs des sorties pour la rentrée 2020/2021

L'Université du Temps Libre (UTL), créée en 1995 par la ville d'Aubagne, a été transférée au Pays d'Aubagne et de l'Etoile en juillet 2012.

L'UTL met à la disposition des adhérents un dispositif leur permettant d'acquérir des compétences, de s'initier à de nouvelles disciplines ou de renforcer des connaissances pour le plaisir d'apprendre. Ouverte à tous sans critère d'âge, l'UTL n'a cessé d'élargir son offre très éclectique avec une programmation de septembre à juin de plus de 70 conférences, 20 ateliers, 11 séminaires, 31 stages proposés et 80 sorties à la journée. Son offre de formation est toujours renouvelée parmi des activités intellectuelles, artistiques et physiques variées. L'UTL est un lieu d'échanges, de rencontres et de partage. « *Apprendre, stimuler, partager, transmettre* » c'est la devise de l'Université du Temps Libre en Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Plus de 600 adhérents sont inscrits dans les 4 thématiques de sorties proposées à l'UTL : Archéologie-Patrimoine, Culture & découvertes, Sciences naturelles et Randonnées. Ce sont 9 cars de 25 à 50 personnes qui partent chaque mois en sorties.

Il est nécessaire de délibérer, chaque année, pour définir les tarifs des sorties à la journée de l'Université du Temps Libre et fixer les barèmes pour la période 2020/2021.

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire de délibérer, chaque année, les tarifs des sorties de l'Université du Temps Libre ;
- Que les tarifs restent identiques à ceux de l'année 2019/2020.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à la fixation des barèmes relatifs aux sorties à la journée, pour la période 2020/2021.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en recettes de fonctionnement du budget primitif 2020 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/25

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Demande de subvention d'investissement relative à l'étude préalable de programmation économique concernant l'aménagement du secteur du terminus Val Tram sur la commune de La Bouilladisse

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certaines de ces opérations traduisent des politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part

des partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'Agenda de la Mobilité Métropolitaine approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence le 15 décembre 2016, place l'innovation et la complémentarité entre les modes de transports au cœur de sa première phase d'actions des années 2017 à 2020.

Il décrit un projet de réalisation en une vingtaine d'années d'un système de transport intégré pour la deuxième métropole française et se donne pour objectif, d'ici 2025, de doubler l'usage des transports en commun d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux.

Au niveau métropolitain, le développement de l'intermodalité passe par la mise en œuvre d'études d'opportunité et de faisabilité d'opérations de restructuration d'offre de transport. Dans l'optique de recherche de co-financements pour la bonne réalisation de ces études, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Caisse des Dépôts et Consignations.

La Caisse des Dépôts et Consignations remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduite par l'Etat et les collectivités locales. Pour rendre les territoires attractifs et compétitifs, et au travers la Banque des Territoires, des solutions de financement sont apportées aux projets des collectivités territoriales.

Le cofinancement octroyé par la Banque des Territoires s'inscrit dans un cadre dérogatoire à son offre d'ingénierie de droit commun et a été autorisé spécialement au regard :

- De l'importance de la thématique mobilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Du projet de cette étude citée en objet cofinancée, qui contribue à améliorer la desserte de territoires excentrés et la solidarité territoriale au sein de la Métropole, tout en s'inscrivant dans une démarche de transition écologique du territoire métropolitain ;
- De la crise sanitaire actuelle, suite à laquelle la Banque des Territoires va mettre en œuvre un plan de relance multisectoriel, dont l'un des axes stratégiques portera sur la mobilité.

L'étude préalable de programmation économique du secteur du terminus du Val Tram à La Bouilladisse s'inscrit dans le cadre des études menées lors de l'élaboration du PLUI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à la suite du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). Elle doit permettre de préciser la rédaction de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) prévue par le projet de PLUI dans ce secteur ; d'alimenter les opérations d'aménagement en cours ou à venir et de les inscrire dans la démarche de transition écologique du territoire métropolitain.

La desserte à venir par le Val Tram de ce territoire l'inscrit, de fait, dans une cohérence urbanisme-transports propre à un aménagement durable. Pas loin de 30 ha ont ainsi été ciblés dans le PADD pour le développement du secteur « Etoile-Merlançon » qui viendra équilibrer le nord du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile à la fois en terme résidentiels, d'équipements mais aussi d'activités économiques, sujet de l'étude programmée.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette étude préalable est estimé à 15 000 € HT :

Caisse des Dépôts / Banque des Territoires	50%	7 500 €
Métropole Aix-Marseille-Provence	50%	7 500 €
Total	100%	15 000 €

Au vu de qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'étude préalable de programmation économique concernant l'aménagement du secteur du terminus du Val Tram.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé

à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, La Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, la Banques des Territoires, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépenses sur le budget de l'Etat Spécial de Territoire 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 4581194005 – Fonction 515 / opération 2019400500 – Sous politique C120.

La recette correspondante sera constatée en section d'investissement sur le budget Principal 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Chapitre 13 – Fonction 515- Sous politique C120 – code gestionnaire URBA4.

AVIS FAVORABLE

CT4/290720/26

Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO Subvention d'équilibre à la SA d'HLM Famille Provence – Cœur de village – Construction de 7 logements sociaux sur la commune de Peypin

Le Conseil de territoire s'est doté, à travers son Programme Local de l'Habitat (PLH), d'une politique ambitieuse en matière d'offre nouvelle de logements sociaux qui affirme sa volonté de solidarité et de cohésion sociale à travers une production mieux répartie et équilibrée sur tout le territoire. Sur la commune de Peypin l'objectif triennal (2017-2019) retenu est très ambitieux. Le contrat de mixité sociale a défini pour objectifs la création de 68 logements pour répondre aux besoins de décohabitation, de desserrement des ménages, et de croissance démographique.

La commune de Peypin mène une politique volontariste en matière de rééquilibrage d'offre de logements. Son territoire est très contraint et son centre-ville offre des possibilités de renouvellement urbain. Elle a souhaité valoriser un terrain situé au cœur du village pour offrir aux seniors et familles modestes de se rapprocher des aménités qu'offrent le centre-ville.

Il s'agit d'une opération mixte collective, en R+ 2, de 15 logements dont l'architecture s'inscrit dans l'architecture du village, elle permettra la création de 7 logements sociaux répartis comme suit : 4 PLUS, 3 PLAI, soit 3 T2 et 4 T3.

Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre cette opération a reçu une décision de financement en décembre 2019.

Afin de mener à bien cette opération de qualité prenant en compte les objectifs de développement soutenable à un niveau de loyer compatible avec les revenus des familles, avec un objectif de label

énergétique RT 2012 avec - 10%, la SA d'HLM Famille & Provence a sollicité une subvention d'équilibre d'un montant de 35 000 euros.

Cette subvention sera assortie conformément à l'article R441-5 du Code de la construction et de l'Habitation, à droits de réservation.

Elle fera l'objet d'une convention avec le bailleur notifiant les contreparties : droits de réservation, obligation en matière de clauses d'insertion, réponse aux besoins en logements des jeunes, logements adaptés aux personnes à mobilités réduites (PMR) charte Handitoit, gestion de proximité, qualité urbaine et environnementale.

Le Conseil de territoire en tant que délégataire des aides à la pierre récupère une partie des prélèvements SRU des communes carencées. Ces montants sont à réinvestir dans les communes qui souhaitent produire du logement social, les communes carencées étant prioritaires.

Cette opération s'inscrit dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) qui intervient en subvention d'équilibre dans une logique de projet prenant en compte l'équilibre de l'opération, les objectifs qualitatifs et sociaux : mixités urbaine et sociale, renouvellement urbain, maîtrise des charges des locataires.

Cette subvention sera versée en 2 fois sur justificatifs de l'avancement, du montant définitif des travaux et de la production de la grille des loyers définitive conforme.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° 14-0214 du Conseil de territoire du 26 février 2014 relative à l'approbation du Programme Local de l'Habitat.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'opération s'inscrit pleinement dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) et à la volonté de la commune de développer une offre locative sociale conformément à ses engagements inscrits dans le contrat de mixité sociale.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'attribuer à la SA d'HLM Famille & Provence une subvention d'équilibre pour un montant de 35 000 euros, et d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents y afférents.

Article 2 :

Les crédits afférents sont inscrits dans l'état spécial de territoire 2020 en dépense d'investissement au chapitre 45 opération n°4581174048.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/290720/27

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Subvention d'équilibre à la SA d'HLM Logis Méditerranée – Caserne des pompiers –
Construction de 19 logements sociaux sur la
commune de Roquevaire**

Le Conseil de territoire s'est doté d'une politique de l'Habitat ambitieuse afin d'accompagner l'attractivité de son territoire et d'offrir une gamme diversifiée de logements permettant de répondre aux besoins de tous, tout au long de sa vie. En matière d'offre nouvelle, elle se doit de soutenir les communes dans leur effort de production de logements sociaux conformément aux objectifs de la loi de Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) et affirme sa volonté de solidarité et de cohésion sociale à travers une production mieux répartie et équilibrée sur tout le territoire.

La commune de Roquevaire mène une politique volontariste pour répondre au mieux aux besoins des habitants, elle s'est dotée d'un PLU qui permet d'offrir une mixité sociale sur tous ses programmes, il prend en compte les besoins de décohabitation, de desserrement des ménages, et de renouvellement urbain. L'objectif triennal (2017-2019) retenu était très ambitieux (174 logements sociaux) la commune a signé un contrat de mixité social avec l'Etat qui a défini un programme d'actions foncier afin d'atteindre cet objectif.

La SA HLM Logis Méditerranée a acquis l'ancienne caserne municipale des Pompiers, amenée à être déplacée à l'entrée de ville en 2021. Ce foncier a fait l'objet d'une désaffectation puis d'un déclassement en vue de la cession.

Le bâtiment en tant que tel ne présente pas d'intérêt à être conservé. C'est une ancienne station-service, garage qui a été transformée en caserne des pompiers. Le terrain d'assiette dégagé par la démolition permet de réaliser un programme collectif de 19 logements locatifs et un local en rez de chaussée d'une surface de 250 m² env.

Il s'agit d'une opération immobilière mixte en R+2, composée d'un local commercial en rez de chaussée et de 19 logements sociaux répartis comme suit : 13 PLUS, 6 PLAI, décomposés en 11 T2 dont 4 PLAI, 4 T3, 4 T4 dont 2 en PLAI.

La production de petits logements permet de répondre aux besoins de décohabitation des jeunes, des personnes âgées, ainsi qu'aux familles monoparentales.

La diversité des financements favorise la mixité sociale au sein du parc de logements social.

Afin de mener à bien cette opération de qualité prenant en compte les objectifs de développement soutenable à un niveau de loyer compatible avec les revenus des familles, avec un objectif de label RT 2012 avec - 20% NF Habitat HQE, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité une subvention d'équilibre d'un montant de 95 000 euros.

Cette subvention sera assortie conformément à l'article R441-5 du Code de la construction et de l'Habitation, à droits de réservation.

Elle fera l'objet d'une convention avec le bailleur notifiant les contreparties : droits de réservation, obligation en matière de clauses d'insertion, réponse aux besoins en logements des jeunes, logements adaptés aux Personnes à Mobilités Réduites (PMR) respect de la charte Handitoit, gestion de proximité, qualité urbaine et environnementale.

La Communauté d'agglomération en tant que délégataire des aides à la pierre récupère une partie des prélèvements SRU des communes carencées. Ces montants sont à réinvestir dans les communes qui souhaitent produire du logement social, les communes carencées étant prioritaires.

Cette opération s'inscrit dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) qui intervient en subvention d'équilibre dans une logique de projet prenant en compte l'équilibre de l'opération, les objectifs qualitatifs et sociaux : mixités urbaine et sociale, renouvellement urbain, maîtrise des charges des locataires.

Cette subvention est inscrite en investissement en 4581174048 sur l'Etat Spécial de territoire et sera versée en 2 fois sur justificatifs du montant définitif des travaux et de la production de la grille des loyers définitive conforme.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération n° 14-0214 du Conseil de territoire du 26 février 2014 relative à l'approbation du Programme Local de l'Habitat.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'opération s'inscrit pleinement dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) et à la volonté de la commune de développer une offre locative sociale conformément à ses engagements inscrits dans le contrat de mixité sociale.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'attribuer à la SA d'HLM Logis Méditerranée une subvention d'équilibre pour un montant de 95 000 euros, et d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents y afférents.

Article 2 :

Les crédits afférents sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire 2020 en dépenses d'investissement au chapitre 45 opération n°4581174048 ils seront versés en 2 fois aux vues des pièces justificatives de l'avancement du chantier le solde étant versé sur présentation de la déclaration de mise ne service de la résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/290720/28

**Sur le rapport de Monsieur Serge PEROTTINO
Subvention d'équilibre à la SA d'HLM Logis Méditerranée – Côté Moulin – Construction de 33 logements sociaux sur la commune de La Destrousse**

Le Conseil de Territoire s'est doté d'une politique de l'Habitat ambitieuse afin d'accompagner l'attractivité de son territoire et d'offrir une gamme diversifiée de logements permettant de répondre aux besoins de tous, tout au long de sa vie. En matière d'offre nouvelle, elle soutient les communes dans leur effort de production de logements sociaux à travers une production mieux répartie et équilibrée sur tout le territoire et affirme sa volonté de solidarité et de cohésion sociale.

La commune de La Destrousse n'est pas assujettie à la loi de Solidarité et du renouvellement urbains (SRU), elle mène une politique volontariste pour répondre au mieux aux besoins de ces habitants, dans ce cadre elle a inscrit dans son PLU des servitudes de mixité sociale. Elle a signé une convention multi-sites avec l'EPFR Paca. Le terrain est situé en cœur de village à proximité de la future station du Vat tram. Cette opération est issue d'une consultation lancée par l'EPF PACA fin 2017. Le lauréat de ce concours est l'opérateur COTE SUD Promotion. La Sa HLM Logis Méditerranée M

faisait partie du groupement lauréat, au titre du bailleur social.

Il s'agit d'une opération immobilière mixte de 70 logements en R+2, composée de locaux commerciaux en rez de chaussée et de 33 logements sociaux répartis comme suit : 14 PLUS, 8 PLAI, 5PLS, 6 PLI, décomposés en 12 T2, 17 T3 et 4 T4.

La production de petits logements permet de répondre aux besoins de décohabitation des jeunes, des personnes âgées, ainsi qu'aux familles monoparentales.

La diversité des financements favorise la mixité sociale au sein du parc de logement social.

Afin de mener à bien cette opération de qualité prenant en compte les objectifs de développement soutenable à un niveau de loyer compatible avec les revenus des familles, avec un objectif de label RT 2012 avec - 10% NF Habitat HQE, la SA d'HLM Logis Méditerranée a sollicité une subvention d'équilibre d'un montant de 176 000 euros.

Cette subvention sera assortie conformément à l'article R441-5 du Code de la construction et de l'Habitation, à droits de réservation.

Elle fera l'objet d'une convention avec le bailleur notifiant les contreparties : droits de réservation, obligation en matière de clauses d'insertion, réponse aux besoins en logements des jeunes, logements adaptés aux Personnes à Mobilités Réduites (PMR) respect de la charte Handitoit, gestion de proximité, qualité urbaine et environnementale.

Cette opération s'inscrit dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) qui intervient en subvention d'équilibre dans une logique de projet prenant en compte l'équilibre de l'opération, les objectifs qualitatifs et sociaux : mixités urbaine et sociale, renouvellement urbain, maîtrise des charges des locataires.

Cette subvention est inscrite en investissement en 4581174048 sur l'Etat Spécial de territoire et sera versée en 2 fois sur justificatifs du montant définitif des travaux et de la production de la grille des loyers définitive conforme.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 14-0214 du Conseil de territoire du 26 février 2014 relative à l'approbation du Programme Local de l'Habitat.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'opération s'inscrit pleinement dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat (PLH) et à la volonté de la commune de développer une offre locative sociale pour répondre aux besoins des habitants.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'attribuer à la SA d'HLM Logis Méditerranée une subvention d'équilibre pour un montant de 176 000 euros, et d'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents y afférents.

Article 2 :

Les crédits afférents sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire 2020 en dépense d'investissement au chapitre 45 opération n°4581174048 ils seront versés en 2 fois aux vues des pièces justificatives de l'avancement du chantier le solde étant versé sur présentation de la déclaration de mise ne service de la résidence.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/290720/29

Sur le rapport de Yves MESNARD

Délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques en faveur de l'habitat – Approbation de l'avenant n° 4 à la convention Etat-Métropole 2017-2022 et de l'avenant n° 4 à la convention ANAH-Métropole 2017-2022

L'Etat a délégué à la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour une durée de 6 ans (2017-2022), la compétence pour décider de l'attribution des aides publiques en faveur du logement locatif social (à l'exception des aides de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ANRU) et de la réhabilitation de l'habitat privé dans le cadre de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Trois conventions fixent les conditions de cette délégation : la convention cadre avec l'Etat, une convention de gestion avec l'Agence Nationale de l'Habitat et une convention de mise à disposition du personnel de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer.

Les aides publiques déléguées concernent donc principalement la construction et l'acquisition de

logements locatifs sociaux, ainsi que l'amélioration de l'habitat privé relevant des aides de l'ANAH.

Concernant le logement social, la Métropole assure elle-même l'engagement et le paiement des aides. Pour l'habitat privé, l'ANAH continue, sous l'autorité de la Métropole, d'assurer l'engagement et le paiement des subventions.

Bilan 2019 de la délégation de compétence

- Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2019 étaient les suivants :

5 000 logements locatifs sociaux en objectif de base, et une tranche complémentaire de 1 210 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décomposait comme suit :

- 2 304 logements PLUS,
- 1 673 logements PLAI, dont 72 PLAI adaptés,
- 1 023 logements PLS.

Les financements et agréments 2019 représentent 2 968 logements sociaux financés, dont 1 034 logements PLUS, 1 084 logements PLAI (dont 35 PLAI adaptés) et 850 logements PLS.

Dans le détail, les 2 968 logements locatifs sociaux financés et agréés se répartissent de la manière suivante :

- 1 034 PLUS familiaux,
- 1 084 PLAI, dont 684 PLAI familiaux et 400 PLAI en logements-foyers (298 en résidences sociales, 102 en pensions de familles),
- 850 PLS, dont 766 PLS familiaux et 84 PLS en logements-foyers destinées à des personnes âgées.

L'Etat a notifié des droits à engagement à hauteur de 14 811 460 euros. 11 536 423 euros ont été engagés par la Métropole. Le solde des droits à engagement est de 3 275 037 euros.

- Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2019 étaient les suivants :

- 903 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 168 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
 - 380 logements au titre de la précarité énergétique,
 - 355 logements au titre de l'autonomie,
- 177 logements de propriétaires bailleurs, dont 2 en maîtrise d'ouvrage d'insertion
- 503 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires, dont :
 - 47 logements en copropriétés fragiles,
 - 456 logements en copropriétés en

difficulté,

soit 1583 logements à réhabiliter.

Pour 2019, ont été subventionnés :

- 1 173 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 37 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
 - 895 logements au titre de la précarité énergétique,
 - 290 logements au titre de l'autonomie,
- 70 logements de propriétaires bailleurs, dont 2 en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 1 515 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétaires, dont :
 - 48 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés fragiles,
 - 1467 logements traités dans le cadre d'aides aux syndicats de copropriétés en difficulté,

soit 2 758 logements subventionnés.

Etait prévue une enveloppe de droits à engagement de 12 960 140 euros (travaux et ingénierie). Ont été engagées des subventions à hauteur de 10 522 980 euros. Afin de répondre aux besoins formulés par le délégataire en fin d'année, les droits et les engagements ANAH destinés au parc privé ont été portés à 16 473 950 euros.

Objectifs 2020 de la délégation de compétence

- Concernant le développement, l'amélioration et la diversification de l'offre de logements sociaux, les objectifs 2020 sont les suivants :

Un objectif de base de 5 000 logements locatifs sociaux, et une tranche complémentaire de 2 600 logements locatifs sociaux.

L'objectif de base se décompose comme suit :

- 2 335 logements PLUS,
- 1 665 logements PLAI, dont 75 PLAI adaptés,
- 1 000 logements PLS.

Les droits à engagements que l'Etat délègue à la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvent à 17 355 051 euros (16 317 000 euros pour les PLAI, 973 550 euros pour les PLAI adaptés et 64 501 euros pour le financement de MOUS relogement).

Deux enveloppes régionales complémentaires de 1 502 600 euros pour l'acquisition-amélioration et de 200 000 euros pour l'utilisation de matériaux biosourcés peuvent également être mobilisées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- Concernant la requalification du parc privé, les objectifs 2020 sont les suivants :

- 627 logements occupés par leurs propriétaires, dont :
 - 40 logements concernés par l'éradication de l'habitat indigne ou très dégradés,
 - 356 logements au titre de la précarité énergétique,
 - 231 logements au titre de l'autonomie,
- 92 logements de propriétaires bailleurs dont 2 propriétaires bailleurs en maîtrise d'ouvrage d'insertion,
- 1 779 logements ou lots traités dans le cadre d'aides aux syndicats de propriétaires pour les copropriétés en difficulté,

soit un total de 2 498 logements.

L'intégralité des logements des propriétaires bailleurs aidés est conventionnée (sauf exceptions précisées dans le règlement des aides de l'Anah).

A cet effet, une enveloppe de droits à engagements est prévue à hauteur de 14 459 191 euros.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'appuie sur ses différents dispositifs, tels que les Programmes d'Intérêt Général, Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et dispositifs de traitement des copropriétés pour atteindre ces objectifs.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, et ses articles L.301-3, L.301-5-1, L.301-5-2, L.321-1-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment le XIII de l'article 61 ;
- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion notamment son article 28 ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, notamment son article 122 ;
- La loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des

chances économiques, notamment son article 72 ;

- Le plan local d'action pour l'hébergement et le logement des personnes défavorisées (PDHALPD) approuvé le 17 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 001-672/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant le lancement de la démarche du Programme Local de l'Habitat (PLH) métropolitain du 30 juin 2016 ;
- La délibération DEVT 008-1843/17/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 mars 2017 approuvant les conventions de délégation de compétence en matière d'attribution des aides publiques à l'habitat 2017-2022 ;
- La convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat ANAH 2017-2022 du 20 juillet 2017 et ses avenants ;
- La convention de mise à disposition des services de l'Etat pour l'exercice de la compétence en matière d'attribution des aides publiques au logement 2017-2019 du 20 juillet 2017 et son avenant ;
- L'avis du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) du 3 mars 2020 ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les conventions de délégation de compétence en matière d'aides publiques en faveur de l'habitat ont été signées pour 6 ans (2017 – 2022) ;
- Qu'il est nécessaire de réajuster les objectifs et les moyens de ces conventions pour l'année 2020 et d'adapter celles-ci aux dernières évolutions réglementaires.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable à l'approbation de l'avenant n°4 à la convention de délégation de compétence entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etat 2017-2022, ci-annexé.

Article 2 :

De donner un avis favorable à l'approbation de l'avenant n°4 à la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'agence nationale de l'habitat

ANAH 2017-2022, ci-annexé.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole : Sous-politique D210 – opération 2016104500 – chapitre 20 – fonction 552.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/290720/30

Sur le rapport de Yves MESNARD

Crise sanitaire et solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les Familles des Gens du voyage

Aix-Marseille-Provence n'a pas été épargnée par l'onde de choc économique, sociale et environnementale provoquée par la pandémie du COVID-19 et par les effets liés à la période de confinement. Pour y faire face, la Métropole a répondu à l'urgence et a déployé de nombreuses mesures notamment pour garantir la continuité du service public, pour la santé, la solidarité et le soutien aux entreprises fragilisées.

La présente délibération participe à un ensemble de démarches prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de limiter les impacts multiples de la crise.

Afin de faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence exceptionnelles pour limiter la propagation de la maladie. Ces mesures ont un impact sans précédent sur les acteurs économiques, notamment les familles de Voyageurs qui sont confrontées à un arrêt de leurs activités depuis la date de mise en œuvre du confinement.

Dans ce contexte, la Métropole a souhaité contribuer de manière volontaire à la protection des plus démunis que sont notamment les Familles de Gens du Voyage par la prise en charge des coûts de la consommation des fluides, eau et électricité, pendant la période de confinement, soit du 17 mars au 10 mai inclus.

A ce titre, les responsables des structures d'accueil exploitées en régie métropolitaine et les deux gestionnaires des aires d'accueil exploitées en Délégation de service public et en marché public de service ont transmis à la Métropole Aix-Marseille-Provence un état détaillé des consommations des fluides pour chaque Structure d'Accueil.

Le montant du coût global de ces consommations de fluides est estimé approximativement à 34 000 euros.

La répartition par Territoire est détaillée ci-dessous.

Marseille Provence	3 260 €
Pays d'Aix (DSP)	20 700 €
Pays Salonais (DSP)	3 100 €
Pays d'Aubagne et de l'Etoile	820 €
Istres Ouest Provence	1 950 €
Pays de Martigues	4 030 €
TOTAL	33 860 €

Sont concernées 9 structures d'accueil de la Métropole suivant le tableau ci-après, gérées selon 3 modes différents : régie métropolitaine, marché public et délégation de service public.

C'est pourquoi, il est proposé d'adopter deux dispositifs distincts afin de mettre en œuvre la prise en charge des coûts de consommation des fluides, payés directement par les gestionnaires des structures d'accueil et refacturés à prix coûtant aux familles stationnaires, selon le mode de gestion spécifique à chaque :

1^{er} dispositif : la remise gracieuse des montants dûs, ayant pour conséquence l'annulation des créances après accord du Trésor Public, pour les Régies Métropolitaines, qui devra faire l'objet d'une prochaine délibération (5 Structures d'Accueil : Mazargues, Saint Menet, Vallon des Vaux, Les Molières et Le Bargemont)

- 2^{ème} dispositif : un protocole adapté, le cas échéant, pour le contrat de Délégation de Service Public (4 structures d'accueil : Le Réaltor, La Malle, Rives Hautes et La Garenne) pour indemniser le préjudice subi par le délégataire.

Pour les structures d'accueil des Gens du Voyage qui pratiquent un forfait global journalier sans distinction des coûts des fluides, il sera pris en compte pour ces derniers la moitié du forfait global.

Il convient de donner un avis favorable à ce principe de solidarité afin de pouvoir décliner territorialement sa mise en œuvre.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole en date du 13 juillet 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La nécessaire solidarité de la Métropole dans la période de confinement, pour les Familles de Voyageurs sur l'ensemble des Structures d'Accueil ;
- La nécessaire mise en œuvre de deux dispositifs distincts de prise en charge des coûts des consommations des fluides, adaptés aux modes de gestion des équipements publics.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

De donner un avis favorable au principe de la solidarité de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les familles des Gens du Voyage selon les dispositifs exposés ci-dessus, ce qui a pour conséquence la gratuité de la consommation des fluides, pour les Familles de Voyageurs pendant la période du confinement, du 17 mars au 10 mai inclus, soit 55 jours.

Article 2 :

Ce principe de gratuité fera l'objet d'une déclinaison par chaque Conseil de Territoire.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Les Délibérations
Conseil du 14 octobre 2020

CT4/141020/1**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-
Provence – Affectation des résultats de
l'exercice 2019 du Territoire du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile**

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 31 juillet 2020.

Il a permis d'une part de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à la couverture du besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut, soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire, soit être maintenu à la section de fonctionnement.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FBPA 014-8286/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Compte Administratif 2019 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

Après en avoir délibéré,

DECIDE**Article unique :**

Sont approuvés comme suit, les résultats de l'exercice 2019 pour le budget annexe Assainissement :

Budget Annexe Assainissement :

La section de fonctionnement présente un résultat de clôture de 3 955 691,29 euros qui sera reporté au compte 002 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de 2 573 273,03 euros qui sera porté au compte 001 du budget supplémentaire 2020 en recettes.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/2**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-
Provence – Adoption du budget supplémentaire
2020 du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

Dans le cadre des dispositions des instructions budgétaires et comptables M 57 et M 49, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

• Budget Annexe Assainissement :

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La délibération FAG 021-7677/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 des Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 du Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile au Budget Supplémentaire.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 du Budget Annexe Assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile tel que présenté et annexé.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/3

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budgets annexes de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Adoption du budget supplémentaire 2020 du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues**

Dans le cadre des dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M 57, le Budget Supplémentaire a pour objet principal de reprendre les résultats ainsi que les restes à réaliser de la section d'investissement constatés à la clôture de l'exercice précédent lors de l'approbation du Compte Administratif.

Il permet également de réajuster, en cours d'exercice, les prévisions et / ou les affectations budgétaires du Budget Primitif.

Dans l'objectif d'un budget unique dédié à la gestion des déchets de l'ensemble de la Métropole prévu à partir du 1er janvier 2021, l'ensemble des dépenses et des recettes liées à la gestion des déchets des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ont été regroupées, depuis le 1er janvier 2020, au sein du budget historiquement dévolu au seul Territoire Marseille Provence.

Ainsi, ce budget représente une vision consolidée des activités de ces trois territoires en matière de gestion des déchets.

Le budget supplémentaire détaillé figure en annexe.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 018-7674/19/CM en date du 19 décembre 2019 approuvant le Budget Primitif 2020 du budget annexe de la collecte et du traitement des déchets des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
- La délibération FBPA 020-8292/20/CM du 31 juillet 2020 approuvant la Décision Modificative n°1 pour 2020 du budget annexe de la collecte et du traitement des déchets des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020,
- L'avis du Conseil de Territoire Aubagne Pays de l'Etoile du 14 octobre 2020
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont intégrés les restes à réaliser ainsi que les reprises de résultats 2019 du Budget Annexe de la Collecte et du Traitement des Déchets du Territoire Marseille Provence au Budget Supplémentaire.

Article 2 :

Est adopté le Budget Supplémentaire 2020 du budget annexe Collecte et Traitement des Déchets

des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues tel que présenté et annexé.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/4

Sur le rapport de Danielle MENET

Approbation du principe d'une délégation de service public pour le Centre de congrès à Aubagne

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente sur le développement économique.

Par délibération n°12-0111 en date du 21/01/2011, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a confié la gestion du centre des congrès Agora à Aubagne, dans le cadre d'un contrat de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 10 ans, à la société d'économie mixte Agora. Ce contrat a été notifié le 31/12/2011 et s'achèvera le 31 décembre 2021.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui s'est substituée depuis le 1^{er} janvier 2016 à la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, souhaite relancer une procédure de délégation de service public sous la forme d'un affermage d'une durée de 5 ans, pour la gestion du Centre de congrès Agora. Ce nouveau contrat permettra d'assurer la continuité de service public.

En outre, le recours à la délégation de service public permettrait à la Métropole Aix-Marseille-Provence de faire appel aux compétences techniques et commerciales d'un professionnel qui apporterait son savoir-faire en matière d'exploitation de centre de congrès, tout en bénéficiant de la souplesse d'une gestion privée mieux adaptée à une activité commerciale. L'autorité délégante maintiendra un contrôle étroit sur l'exécution du service.

Le rapport de présentation joint en annexe a pour objet d'éclairer le Conseil de la Métropole sur les modes de gestion envisageables et de soumettre à votre approbation le principe d'une exploitation dans le cadre d'une délégation de service public, conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce rapport analyse les différents modes de gestion possibles et expose les raisons pour lesquelles il est proposé de recourir à la délégation de service public sous la forme d'une délégation de service public, solution qui paraît la mieux adaptée pour des raisons qui peuvent se résumer ainsi :

- L'intérêt de recourir à un professionnel en bénéficiant de son savoir-faire et de son expertise technique et commerciale pour assurer un service performant ;

- La possibilité de confier des travaux d'entretien et de réparation au délégataire ;
- La motivation de l'exploitant pour une finalité de service optimal du fait qu'il se rémunère directement sur les usagers ;
- La responsabilité de l'exploitant qui est chargé de la gestion à ses risques et périls ;
- Un contrôle permanent, technique, comptable et financier de l'autorité délégante.

Compte tenu des prestations confiées au délégataire et des investissements qui seront mis à sa charge, il est préconisé de déléguer ce service sous la forme d'un affermage d'une durée 5 ans,

Les caractéristiques des prestations que devrait assurer le délégataire sont décrites dans le rapport précité.

Le futur délégataire sera désigné au terme d'une procédure préalable de publicité et de mise en concurrence définie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et par les dispositions du Code de la Commande Publique relatives aux concessions.

La Commission Consultative des services publics locaux a été saisie pour avis conformément aux dispositions de l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de la Commande Publique ;
- La délibération n°12-0111 du 21/01/2011 portant approbation du choix du délégataire et du contrat de délégation de service public pour la gestion du centre de congrès Agora ;
- Vu l'avenant n°17/0143 au contrat de délégation de service public pour l'exploitation du centre de congrès Agora ;

- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 12 octobre 2020 ;
- Le rapport de présentation joint en annexe ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente concernant le développement économique
- Que le contrat de délégation de service public pour la gestion du centre de congrès Agora arrivera à échéance le 31/12/2021 ;
- Qu'au vu du rapport de présentation annexé et après analyse des différents modes de gestion, la délégation de service public sous la forme d'un affermage apparaît la solution la mieux adaptée aux objectifs de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le principe de gestion du centre de congrès AGORA situé à Aubagne dans le cadre d'une délégation de service public sous la forme d'un affermage, pour une durée de 5 ans.

Article 2 :

Sont approuvées les caractéristiques principales de la délégation de service public et des prestations demandées au délégataire telles que décrites dans le rapport de présentation annexé, qui seront détaillées et précisées dans le dossier de consultation devant être remis aux candidats admis à présenter une offre.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à engager et à conduire à son terme la procédure de consultation régie par les articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, ainsi que par les dispositions du Code de la Commande Publique relatives aux concessions.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/5

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Demande de subvention d'investissement relative à l'opération « Réhabilitation de l'ovoïde – Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile »

La Métropole Aix-Marseille-Provence est engagée dans la réalisation de nombreux projets au sein de ses territoires. Certains de ces investissements traduisent les politiques publiques métropolitaines et peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers ou privés. Il importe en conséquence de solliciter leur participation dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement.

L'ovoïde, ouvrage datant de 1935, collecte les eaux usées de neuf communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, St Sournin, Roquevaire) et de trois communes du Territoire de Marseille-Provence (Gémenos, Carnoux-en-Provence, Roquefort-la-Bédoule) pour les acheminer jusqu'à la station d'épuration Géolide. Le caractère structurant de cet ouvrage implique la réalisation d'un diagnostic de son état. Or, une partie du linéaire reste à l'heure actuelle inaccessible, ce qui nécessite la création de nouveaux regards d'accès pour visiter ces tronçons.

La Métropole souhaite mettre en œuvre les programmes de travaux des schémas directeurs et réaliser les actions suivantes : Travaux de création d'accès sur l'ovoïde ; Travaux de mise en conformité du déversoir d'orage des Escourtines ; Finalisation du diagnostic ; Travaux d'urgence sur les secteurs dégradés ; Etude portant sur la stratégie de réhabilitation de l'ouvrage.

Il s'agit de l'opération n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde eaux usées Aubagne/Marseille », créée par délibération du Conseil de la Métropole le 19 octobre 2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de tout organisme susceptible d'apporter sa contribution financière, et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Le coût prévisionnel de cette opération est estimé à 3 000 000,00 euros HT.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 035-2693/17/CM du 19 octobre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération n°2017407500 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réhabilitation de l'ovoïde – Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ».

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

Article 2 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépenses sur le budget annexe assainissement 2020 et suivants du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Code opération père : n°2017407500.

La recette correspondante sera inscrite dans la prochaine Décision Modificative du budget annexe assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement – Opération n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde - Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. » - Nature 1311 et 1313 – sous politique F130 – Code gestionnaire ASSA14.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/6

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Modalités d'écêtement (cas d'incendie) et de dégrèvement (cas de service non rendu en assainissement) des factures d'eau hors dispositif « Warsmann »

Afin de répondre au mieux aux attentes des usagers, il est proposé d'instaurer une réduction de la facture d'eau par écêtement du volume consommé pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure ou par dégrèvement de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu quel que soit le type d'immeuble concerné. Ces modalités s'inscrivent pour des cas n'étant pas éligibles à la Loi Warsmann.

Rappel cadre Loi Warsmann :

La loi dite « Warsmann » encadre les modalités d'écêtement de la facture d'eau pour des fuites de canalisation d'eau potable après compteur pour des immeubles de locaux d'habitation, à l'exclusion des fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage. Les autres catégories d'abonnés et notamment les abonnés non domestiques ou assimilés domestiques, les locaux utilisés à des fins professionnelles sont exclus. Lorsque les conditions précisées dans le décret d'application de la loi Warsmann sont remplies et notamment la justification de la réparation de la fuite dans un délai d'un mois, la facture d'eau pour la part consommation du service de l'eau potable est plafonnée au double de la consommation moyenne sur la période identique des 3 dernières années. Les volumes d'eau imputables aux fuites d'eau sur canalisation après compteurs éligibles à la loi Warsmann n'entrent pas dans le calcul de la redevance d'assainissement dans les conditions prévues à l'article R2224-19-2 du CGCT.

Cas Incendies :

Dans le cadre de volume d'eau utilisé chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la

protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure, il est proposé d'écarter la facture d'eau (sur l'ensemble des parts : eau potable, assainissement, redevances et taxes) et de ne facturer à l'abonné que le volume réel moyen consommé sur la période identique des 3 années précédentes. Le demandeur devra fournir sous 2 mois une attestation des autorités compétentes précisant qu'il y a bien eu un incendie mentionnant le périmètre géographique de l'incendie ainsi que la date dudit sinistre.

Cette disposition aura un impact négligeable sur les recettes de surtaxe des budgets annexes Eau potable et Assainissement des Territoires, la diminution des recettes est estimée à 10 000 € par an pour l'ensemble de la Métropole, soit de l'ordre de 0,02% des recettes de surtaxes. Il est par ailleurs rappelé que l'eau utilisé par les services de secours est gratuitement mise à disposition par les services d'eau.

Cas de service non rendu en assainissement :

Pour les abonnés non éligibles au dispositif de la Loi Warsmann, dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu dans les cas de fuite puisque l'eau s'écoule dans le sol et qu'elle ne nécessite donc pas de collecte ni de traitement, il n'est pas justifié de leur facturer totalement le service de l'assainissement.

Pour les abonnés non éligibles au dispositif de la Loi Warsmann, en cas de fuite accidentelle et non décelable sur le réseau intérieur de l'abonné, dûment constatée et réparée, avec infiltration des eaux dans le sol et non pas dans le réseau public de collecte des eaux usées, ayant entraîné une consommation réelle de plus de deux fois supérieure à la consommation moyenne réelle de la période identique des 3 années précédentes, la part de consommation ne donnera pas lieu à facturation en assainissement au-delà de deux fois la « consommation habituelle » sur présentation des justificatifs adéquats. On entend par consommation habituelle la moyenne des consommations mesurées pour la même période au cours des trois années précédentes ou à défaut le volume d'eau moyen consommé dans la zone géographique de l'abonné dans des locaux de taille et de caractéristiques comparables. Les fuites dues à des appareils ménagers et des équipements sanitaires ou de chauffage sont exclues. Les services pourront procéder à tout contrôle nécessaire.

L'abonné devra fournir les justificatifs suivants :

- Attestation d'une entreprise de plomberie qui indique que la fuite a été réparée en précisant la localisation de la fuite et la date de la réparation ;
- Attestation d'absence d'assurance fuite sur canalisation après compteur de la part de son assureur, couvrant les surconsommations d'eau induite par la fuite

Il est précisé qu'un délai d'un mois est à respecter entre la date d'information de la fuite à l'abonné (par courrier spécifique ou par la facture d'eau) et la date de transmission de l'attestation de réparation au service de l'eau et l'attestation d'absence d'assurance fuite. Lorsqu'il constate une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'occupant susceptible d'être causée par une fuite, le service de l'eau n'est pas tenu d'informer sans délai les abonnés d'un local qui n'est pas à usage d'habitation. L'abonné sera alors informé de sa consommation par le relevé de la facture d'eau.

Cette disposition aura un faible impact financier global de l'ordre de 50 000 € par an, avec une baisse de recette estimée à 0,16% pour l'ensemble des recettes de surtaxe des budgets annexes Assainissement des Territoires.

L'impact financier sera suivi annuellement et un bilan sera présenté afin de valider la poursuite ou non de la mise en œuvre de cette mesure.

Ces modalités seront applicables par les exploitants (délégataires, SPL ou régies) dès que la présente délibération sera rendue exécutoire. Afin d'assurer la transmission de l'information et la transparence pour les abonnés, les règlements de service de l'eau et de l'assainissement en vigueur sur la Métropole seront modifiés en conséquence.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article R 2224-19-2 ;
- La loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, dite loi Warsmann et son décret d'application n°2012-1078 du 24 septembre 2012 relatif à la facturation en cas de fuites sur les canalisations d'eau potable après compteur ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'instaurer une réduction de la facture d'eau pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure.
- Qu'il convient d'instaurer une réduction de la facture d'eau par diminution de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu en cas de fuites de canalisation d'eau potable après compteur pour des immeubles de locaux utilisés à des fins professionnelles et pour les autres catégories d'abonnés et notamment les abonnés non domestiques ou assimilés domestiques.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus instaurant une réduction de la facture d'eau par écrêtement du volume consommé pour l'usage d'eau potable puisé après compteur chez un abonné pour l'intérêt général afin de participer à la protection contre un incendie de forêt ou de garrigue d'envergure.

Article 2 :

Sont approuvées les modalités de mise en œuvre précisées ci-dessus instaurant une réduction de la facture d'eau par dégrèvement de la part assainissement dès lors qu'aucun service d'assainissement n'est rendu.

Article 3 :

Les recettes seront constatées aux budgets annexes Eau et Assainissement des six Conseils de Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section de fonctionnement – Nature 70611.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/7

Sur le rapport de Bernard DESTROST

Approbation de l'évolution du tarif à l'abonnée pour le réseau de chaleur de Terre de Garance à Aubagne et approbation de l'avenant type à la police d'abonnement

La Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains depuis le 1^{er} janvier 2018. A ce jour, la Métropole porte 5 réseaux de chaleur publique dont celui d'Aubagne, qui est géré en régie et qui dessert l'opération « Terre de Garance ».

Le réseau de chaleur de Terre de Garance a été mis en service en mars 2015. Par délibération du 2 mars 2015, le coût de chaleur 100% bois a été fixée sur la base :

- d'une prime fixe (R2) qui comprend les charges fixes du réseau (contrat d'exploitation, télécom, fluides, charge salariale et amortissement de l'investissement), répartie sur l'assiette des puissances souscrites par abonné
- d'une prime variable (R1) relative à la consommation d'énergie mesurée.

Tarifs initiaux en 2015 : R1 = 37,82 € HT/MWh ;
R2 = 68,43 € HT/kW souscrit

Suite aux difficultés rencontrées à la réception du process de production de chaleur 100% bois, difficultés qui se sont étalées sur 3 ans, il a été décidé de sécuriser l'installation par la diversification du mix énergétique et le passage en bi-énergie (bois & fioul). Cette modification du mix énergétique permet de garantir à minima 85% de bois pour la production de chaleur, le fioul étant cantonné à l'appoint en période de grand froid et au secours en cas de défaillance du bois. Ceci a conduit à modifier la tarification du réseau par délibération ENV005-5213/18/CM du 13 décembre 2018 :

Tarif nouvelle mixité 2018 : R1 = 42,01 € HT/MWh ; R2 = 68,43 € HT/kW souscrit

Dans un même temps, cette du mix énergétique a également induit une modification de la formule de révision de la prime R1 de manière à intégrer la composante relative au prix du fioul.

Formule de révision du R1 2018 :

$$P1 = P1o \times \left(0,10 + 0,9 \times \left(0,86 \times \frac{CEEB - PFC2}{CEEB - PFC2o} + 0,14 \times \frac{dn}{d0} \right) \right)$$

avec

IT : moyenne *prorata temporis* sur la période de facturation de l'indice synthétique CNR régional 40 tonnes, publié par le CNR

CEEB-PFC2 : moyenne *prorata temporis* sur la période de facturation de l'indice du Centre d'Etudes de l'Economie du Bois, mélange C2 « moyenne granulométrie, humidité entre 30 et 40 % »

dn = dernier indice DGEC H.T.T. connu à la date de facturation

d0 = dernier indice DGEC H.T.T. connu au 01/11/2018

IT₀, CEEB-PFC2₀ sont les valeurs des indices précédents, connus à la date de remise des prix du marché.

Le marché initial d'exploitation maintenance et fourniture de combustible étant arrivé à échéance au 30 septembre 2020, une consultation a été lancée pour le renouveler. Suite à la notification du nouveau marché, il convient d'ajuster la tarification du service à son nouveau coût réel. Les tarifs de vente de chaleur aux abonnés du réseau de chaleur Terre de Garance à Aubagne à compter d'octobre

2020 sont donc amenés à évoluer de la façon suivante :

- R1 (consommation) : 47,98,19 € HT /MWh (au lieu de 42,01 € HT/MWh en 2019)
- R2 (abonnement) : 70,96 € HT /kW souscrit (au lieu de 68,43 € HT/kW en 2019)

Cette hausse du tarif répercute l'augmentation des charges réelles d'exploitation selon le principe d'équilibre du budget annexe entre ses charges et les recettes perçues auprès des usagers du service.

Conformément à l'article 13.3 de la police d'abonnement au réseau, il convient de signifier ces modifications par avenant à la police d'abonnement afin de les répercuter aux abonnés du réseau.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n°17-0214 du 26 février 2014 de la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'étoile portant création du budget annexe réseau de chaleur urbain ;
- La délibération n°19-0315 du 3 mars 2015 de la communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'étoile fixant le tarif à l'abonné et la police d'abonnement ;
- La délibération ENV 005-5213/18/CM du 13 décembre 2018 portant Approbation de l'évolution du tarif à l'abonné pour le réseau de chaleur de Terre de Garance à Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée à l'EPCI pré-existante

dans la gestion du réseau de chaleur public Terre de Garance à Aubagne.

- Qu'il convient de garantir l'équilibre du budget annexe des réseaux de chaleur et de répercuter sur les tarifs aux abonnés les coûts réels de fourniture du service public de chaleur.
- Qu'il convient de formaliser les évolutions tarifaires par un avenant à la police d'abonnement afin de pouvoir les appliquer.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs de vente de chaleur aux abonnés du réseau de chaleur Terre de Garance à Aubagne sur la base des prix unitaire suivants :

- R1 (consommation) : 47,98 € HT /MWh
- R2 (abonnement) : 70,96 € HT /kW souscrit

Article 2 :

Est approuvé le modèle ci-annexé d'avenant à la police d'abonnement pour l'application des évolutions tarifaires.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer avec chacun des abonnés l'avenant à venir.

AVIS FAVORABLE

1 abstention : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/8

Sur le rapport de Michel LAN

Approbation de l'avenant n°1 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2020 relative à l'attribution d'une subvention

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille Provence exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de tous ses territoires.

L'article L121-3 du Code de l'Urbanisme pose le principe de partenariat de l'Etat avec les collectivités territoriales au sein des agences d'urbanisme dans la mesure où ces structures ont pour vocation de permettre la conduite en commun des politiques publiques dans un but d'intérêt général.

L'activité de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) est reconnue en termes de conseils et d'appui à l'élaboration de documents stratégiques.

Par délibération URB 079-7450/19/BM du 19 décembre 2019, le Bureau de la Métropole a attribué une subvention à l'AGAM d'un montant de 4 013 000 euros pour l'année 2020.

Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a été prescrit le 28 février 2019 par le Conseil de Métropole.

L'AGAM a la charge d'une majeure partie de son élaboration au travers de missions définies au sein de son programme de travail :

- Appui à la coordination et aux supports de concertation public et institutionnel ;
- Travaux règlementaire et zonage ;
- Définition et rédaction des Orientations d'Aménagements et de Programmation (OAP) sectorielles et thématiques.

Les missions qui lui sont confiées se renforcent au cours de l'année 2020, notamment au regard des enjeux et des objectifs que s'est fixé le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, particulièrement autour de la spécificité de la thématique de « l'eau ». En effet le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est donné comme ambition d'être modèle et pilote sur la gestion intégrée du cycle de l'eau en matière d'aménagement et de planification urbaine.

Le programme de travail 2020 s'est étoffé et un surcroît d'activités est nécessaire autour de :

- L'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique « Eau » pour laquelle le Pays d'Aubagne et de l'Etoile se donne l'ambition d'être innovant, pilote et exemplaire. L'AGAM a en charge la définition du périmètre et de son contenu qui s'articulera autour de plusieurs axes :
 - a. L'eau ressource ;
 - b. L'eau écologie et paysage ;
 - c. L'eau et la ville perméable ;
 - d. L'eau patrimoine.

Ces travaux relatifs à l'eau et la planification feront également l'objet d'une déclinaison sur deux secteurs tests d'aménagement que sont le Terminus Val'tram et le secteur intercommunal de Pont-de-Joux.

L'ensemble de ces missions font l'objet d'un pilotage et de partage élargi avec plusieurs acteurs présents sur ces sujets sur le territoire, notamment avec l'Agence de l'Eau, la Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, le département des Bouches-du-Rhône, ou encore le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune (SMBVH).

Aussi, il convient d'augmenter de 200 000 euros la subvention versée par le Pays d'Aubagne et de l'Etoile en la portant à 700 000 euros.

Par ailleurs, il convient également de corriger l'imputation budgétaire de la subvention versée par le Pays Salonais et de la passer d'investissement en fonctionnement.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n°URB079-7450/19/CM du 19 Décembre 2019 approuvant la convention entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) relative à l'attribution d'une subvention ;
- La délibération HN001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020.
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le partenariat en cours avec l'association sur l'ensemble des objectifs inscrits dans la convention annuelle.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée par le Pays d'Aubagne et de l'Etoile à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) une subvention supplémentaire de 200 000 euros au titre de l'exercice 2020.

Article 2 :

Est corrigée l'imputation budgétaire de la subvention versée par le Pays Salonais, à inscrire sur la ligne budgétaire : Nature 65748 -C110-518.

Article 3 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé conclu avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents y afférents.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 2 568 000 euros - Nature 65748 - C110 - 518

EST CT1 : 755 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518

EST CT3 : 190 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518

EST CT4 : 700 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518

AVIS FAVORABLE

2 abstentions : Magali GIOVANNANGELI et José MORALES

CT4/141020/9

Sur le rapport de Michel LAN

Approbation de l'avenant n°9 à la convention conclue avec l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), relatif à l'attribution d'une participation financière complémentaire pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille)

En vertu de l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les agences d'urbanisme sont des organismes de réflexion, d'études et d'accompagnement des politiques publiques des établissements publics de coopération intercommunale qui en composent notamment leurs conseils d'administration.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération marseillaise (AgAM) et l'Agence d'Urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA) sont appelées à intervenir sur des missions d'étude tant sur des projets de territoire, des documents de planification et des observatoires qui s'inscrivent sur des échelles de territoire différentes et sur des durées dépassant le cadre annuel.

Les rapports entre les parties et les modalités de fixation et de versement de la subvention à chacune des agences sont définis dans une convention annuelle.

Par délibération du 19 octobre 2017, la Métropole a approuvé la mise en place d'un dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la

Métropole (hors Marseille, cette dernière ayant son propre dispositif) et mandaté l'AGAM et l'AUPA pour sa réalisation.

Par délibération du 18 octobre 2018, la Métropole a approuvé l'avenant n°7 à la convention annuelle déterminant les missions d'accompagnement spécifiques mises en œuvre par l'AgAM, en collaboration avec l'AUPA, pour bâtir un outil d'observation des copropriétés fragilisées, outil destiné à être compatible avec le dispositif mis en œuvre sur les copropriétés marseillaises.

Cet observatoire s'inscrit dans le dispositif national de Veille et d'observation des copropriétés (VOC) piloté par l'ANAH. Il s'articule finement avec les outils opérationnels existants et en devenir des différents conseils de territoire et associe partenaires et collectivités.

Cette action s'inscrit dans le cadre des actions complémentaires au programme partenarial qui peuvent être demandées aux agences.

L'action des agences d'urbanisme est évaluée à 120 092 euros sur une période de trois ans (2018-2020). La Métropole perçoit une participation de l'ANAH à hauteur de 60 000 euros, ramenant ainsi la participation de la Métropole à 60 092 euros. Les précédentes modalités de financement des actions réalisées par l'AGAM et l'AUPA ont été définies pour les années 2018 et 2019. Il convient donc de déterminer la répartition de la subvention pour l'année 2020.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération URB 6/567/CC du 10 octobre 2003, approuvant la modification des statuts de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) ;
- La délibération DEVT 004-2802/17/CM du 19 octobre 2017 portant approbation du dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération URB 038/4384/18/CM du 18 octobre 2018 approuvant l'avenant n°7 à la convention annuelle avec l'AGaM visant à mettre en œuvre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le Territoire de la Métropole ;
- La délibération URB 050-6634/19/BM du 26 septembre 2019 approuvant l'avenant n°8 à la convention avec l'AGAM visant à poursuivre le dispositif de veille et d'observation des copropriétés sur le territoire de la Métropole.
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les missions confiées aux agences d'urbanisme contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient de préciser les modalités de financement de la mission confiée aux agences pour l'année 2020.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise une participation financière complémentaire exceptionnelle de 20 046 euros pour l'année 2020.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n°9 à la convention conclue entre la Métropole et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AgAM) pour la mise en œuvre du dispositif de veille et d'observation des copropriétés (VOC) sur le territoire de la Métropole (hors Marseille).

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-Politique C111 – Nature 65748 – Fonction 518.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/10

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession Centre Ville Aubagne – « Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or »

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne ». Cette délibération avait permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du « Bras d'or » un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle, en partenariat avec la Métropole et la Région visant à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études ont confirmé les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et la requalification du secteur du Bras d'or à l'ouest du centre-ville.

Ainsi, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM, par délibération n° URB 043-4201/18/CM du conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018.

Le programme de la concession porte :

- sur la requalification de deux îlots du centre-ville d'Aubagne permettant la réalisation d'un programme de construction d'environ 38 000 m² de surface de plancher dédié en majorité à du logement et des commerces de proximité.
- Sur la requalification d'espaces publics : cours Barthélémy, espace Grimaud, création de mail, chemin du bras d'or notamment.

Dans le cadre du traité de concession, le concessionnaire est chargé de :

- Acquérir le foncier nécessaire à la réalisation du programme de construction ;
- Procéder à toutes études opérationnelles nécessaires à la réalisation du projet ;
- Démolir les bâtiments existants le cas échéant nécessaire pour la réalisation de l'opération d'aménagement ;
- Réaliser tous les équipements concourant à l'opération globale d'aménagement, intégrés au programme de l'opération en conformité avec le bilan prévisionnel de l'opération ;

- Commercialiser le foncier aménagé ;
- Assurer l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

La SOLEAM assure donc la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Des instances de suivi ont été mises en place afin d'assurer le bon suivi de cette opération par le concédant : il s'agit du comité technique de l'opération, et du comité de pilotage.

Par ailleurs, le concédant exerce un contrôle technique, financier et comptable sur l'opération notamment grâce à la production d'un compte-rendu annuel conforme à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme

Ainsi, l'article 15 du traité de concession prévoit qu'indépendamment des divers documents élaborés dans le cadre de l'opération, le concessionnaire adresse chaque année un compte-rendu pour examen et approbation du compte rendu financier comportant notamment en annexe :

1. Le « bilan » prévisionnel global actualisé, faisant apparaître, d'une part, l'état des réalisations en recettes et en dépenses et, d'autre part, l'estimation des recettes et dépenses restant à réaliser ;
2. Le plan global de trésorerie actualisé, faisant apparaître l'échéancier des recettes et des dépenses de l'opération ;
3. Un tableau des acquisitions et cessions immobilières réalisées pendant la durée de l'exercice écoulé visé ;
4. Une note de conjoncture sur les conditions physiques et financières de réalisation de l'opération au cours de l'exercice écoulé comparées aux prévisions initiales et sur les prévisions de l'année à venir ;
5. Le cas échéant le bilan de la mise en œuvre des conventions d'avances de trésoreries ;
6. Le cas échéant, le compte rendu d'utilisation des subventions versées par les autres personnes publiques, de l'échéancier de ces subventions et de leur encaissement effectif.

Synthèse du Compte Rendu Annuel à la Collectivité

Compte rendu de l'année 2019

L'année 2019 a principalement été consacrée :

- aux travaux sur le Cours Barthélémy, à la réalisation d'un diagnostic archéologique sur l'emprise du projet et à la gestion des terres polluées qui y ont été détectées,
- à la réalisation d'un cahier de recommandations de l'AGAM sur les espaces publics du centre-ville d'Aubagne ainsi qu'une étude phytosanitaire des arbres du cours Barthélémy,
- à l'acquisition des terrains appartenant à l'EPF,
- à la notification des marchés de maîtrise d'œuvre des espaces publics à la société STOA et du marché « d'assistance pour la concertation autour du projet du centre-ville d'Aubagne » à la société Artkom.

La notification du marché d'étude de programmation urbaine, initialement prévu en 2019, a été notifié aux prestataires retenus AREP Ville et ATM qu'en février 2020. Ce qui n'a pas permis le déclenchement des autres prestations initialement programmées en 2019, ces dernières ne pouvant être réalisées que sur la base du plan masse produit dans le cadre de l'étude conduite par l'urbaniste et l'hydraulicien.

Le montant des dépenses prévues en 2019 était de 1 684 512 € TTC, le montant des dépenses réalisées est de 1 863 419 € TTC, soit un écart de 178 907 € TTC. Cet écart est principalement dû :

- au règlement des frais d'acquisitions et de la TVA sur marge à l'EPF qui n'avait pas été prévu pour 2019, pour un montant de 118 550 € TTC, dans le cadre de l'acquisition foncière réalisée en décembre 2019,
- à un surcoût de 6% sur la réalisation des travaux du cours Barthélémy, liée à la gestion des terres polluées qui y ont été détectées, la réalisation d'un diagnostic de l'ovoïde accueillant le Merlançon, et au versement d'une redevance archéologique dans le cadre de ces travaux générant une dépense supplémentaire de 91 185 € TTC,
- à une rémunération sur dépenses du concessionnaire plus élevée de 45 749 € que prévu suite à la réalisation d'une nouvelle estimation de la répartition annuelle de cette rémunération.

Les diminutions de 50900 € TTC des dépenses initialement prévues pour les études et de 17 511 € TTC pour les frais divers ne suffisent pas à compenser totalement les surcoûts et dépenses non anticipées sur les acquisitions foncières, travaux et rémunération sus-mentionnés.

En terme de recettes, il était prévu en 2019 un versement de participation à l'équilibre du bilan de la part de la Métropole pour un montant de 976 000 € par la Métropole. Ce versement a bien pu être effectué. Il n'y a donc aucun écart constaté sur les recettes.

Evolution du bilan prévisionnel de l'opération

Le bilan prévisionnel recalé au 31/12/2019 fait apparaître des dépenses inférieures de 362 186 € TTC ainsi que des recettes inférieures de 334 706 € TTC par rapport au bilan prévisionnel approuvé dans le cadre du CRAC 2018. Le budget global s'élève donc à 31 624 648 € TTC.

La réduction des dépenses prévisionnelles s'explique essentiellement par la baisse des frais d'acquisition du foncier suite à des estimations initialement trop hautes, aussi bien auprès de l'EPF et de la Ville d'Aubagne que des privés, qui fait plus que compenser l'augmentation des dépenses liées aux travaux sur le cours Barthélémy (travaux supplémentaires nécessaires et mesures générées par la crise du Covid) et à la généralisation des référés préventifs à l'ensemble des chantiers.

La diminution des recettes prévisionnelles s'explique par l'application d'abattements à hauteur de 2,5% sur les cessions, en anticipation d'un contexte peu favorable.

Concernant la participation du Concédant, la participation globale fixée à 13 101 713 € TTC reste inchangée. Seule son affectation diffère entre le montant de la participation aux équipements et le montant de la participation à l'équilibre du bilan.

Perspectives 2020

En 2020, les principaux objectifs sont :

- en matière de travaux, la finalisation des travaux sur le cours Barthelemy,
- en matière foncière, la poursuite des acquisitions à l'amiable et la cession des parcelles sorties du périmètre de la concession,
- en matière de programmation urbaine, la réalisation des études réalisées par l'urbaniste conseil et l'hydraulicien ; engager le partenariat avec les services de l'Etat dans le cadre du Plan de Prévention du Risque Inondation impactant fortement le centre-ville d'Aubagne, ainsi que le lancement de la mission d'appui à la concertation.

Les bilans établis par la SOLEAM reprennent le réalisé à fin 2019, le prévisionnel pour les années à venir, et le nouveau bilan prévisionnel actualisé de l'opération sont annexés au CRAC.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or » ci-joint ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la concession d'aménagement de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune/Bras d'Or » remis par la SOLEAM.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2019 de la SOLEAM relatif à l'opération d'aménagement « Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or ».

AVIS FAVORABLE

1 contre : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/11

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation de l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune Bras d'Or » à Aubagne - SOLEAM

Par délibération n° URB 032-647/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a déclaré d'intérêt métropolitain l'opération d'aménagement « Interface Vallée de l'Huveaune/commune d'Aubagne ». Cette délibération avait permis initialement, d'engager la restructuration de l'îlot du « Bras d'or ». Un mandat d'étude a été confié à la SOLEAM pour dans un premier temps réaliser des études hydrauliques spécifiques, et dans un second temps des études pré-opérationnelles, visant à dégager les potentialités urbaines, techniques et financières de la restructuration de l'îlot Bras d'Or.

En parallèle, la commune a lancé une étude pré-opérationnelle, en partenariat avec la Métropole et la Région visant à définir les modalités d'urbanisation autour du pôle d'échanges afin de développer « un quartier de Gare » participant à la redynamisation du centre-ville d'Aubagne.

Ces études confirment les enjeux de requalification et de redynamisation du centre-ville en articulation avec le développement d'un quartier de gare innovant et la requalification du secteur du Bras d'or à l'ouest du centre-ville.

Ainsi, une concession d'aménagement a été confiée à la SOLEAM, par délibération n° URB 043-4201/18/CM du Conseil de Métropole en date du 28 juin 2018.

En application de l'article L300-5 du Code de l'Urbanisme, la concession fixe dans son article 14.4, le montant prévisionnel de la participation du concédant à

- 3 235 512 euros TTC au titre de la participation d'équilibre à l'opération

- 9 866 201 euros TTC au titre de la participation à la réalisation des équipements publics.

Soit un montant un budget global pour la Métropole de 13 101 713 euros TTC.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, l'aménageur adresse chaque année à la collectivité concédante pour examen et approbation un compte rendu financier.

Le premier compte-rendu financier a donné lieu à la révision du bilan prévisionnel échelonné, ce qui a induit une modification de l'échéancier de versement de la participation du concédant. Un avenant n°1 modifiant l'échéancier de versement de la participation au concédant avait donc été approuvé par la délibération n°URB 040-7932/19/CM du 19 décembre 2019 afin de mettre en cohérence le bilan prévisionnel transmis par le concessionnaire et le traité de concession. Faute d'obtention des crédits demandés au BP 2020 conformément à l'avenant n°1, cet avenant n'a été ni signé, ni mis en œuvre. En conséquence, il est proposé à l'approbation de l'assemblée délibérante l'abrogation de la délibération n°URB 040-7932/19/CM du 19 décembre 2019.

Un bilan actualisé au 31 décembre 2019 a été établi en fonction des objectifs visés et des missions confiées à l'opérateur.

Le budget de l'opération est évalué à 31,6 millions TTC d'euros sur 8 ans. Les recettes escomptées portent :

- essentiellement de la vente d'immeubles, de surfaces à bâtir et de locaux, et représentent 17,3 millions d'euros ;
- sur le versement de participations du concédant pour un montant global 13,1 millions d'euros (1,5 Millions de participation à l'équilibre et 11,6 millions de participation à la réalisation des équipements publics) ;
- d'apport en foncier sous forme de participation en nature, ceci pour 1,1 millions d'euros.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2019, annexé au présent avenant, prend en compte notamment une réévaluation du montant des travaux sur le cours Barthélémy et une valorisation des charges foncières.

Ce qui permet à montant constant de réaffecter le montant de la participation du concédant de la manière suivante :

- La participation à l'équilibre s'établit à 1 547 844 euros TTC.
- La participation aux équipements et aménagements publics (dépenses d'investissements) d'un montant de 11 553 869 euros TTC.

Soit un montant global inchangé pour la Métropole de 13 101 713 euros TTC.

En conséquence, il est proposé à l'approbation de l'assemblée délibérante le présent avenant n°1, ci-annexé, modifiant l'article 14.4 de la concession d'aménagement portant sur la participation du concédant. Il s'agit de mettre en cohérence le bilan prévisionnel inscrit au CRAC arrêté au 31 décembre 2019 approuvé par le Bureau de Métropole du 15 octobre 2020 et le traité de concession d'aménagement : mise à jour de la répartition de la participation et de son échéancier de versement. Il est à noter que le montant de cette participation est globalement inchangé.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°URB 043-4201/18/CM du 28 juin 2018 confiant une concession d'aménagement à la SOLEAM pour la réalisation de l'opération « Interface Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or » à Aubagne ;
- La délibération URB 40-19/12/2019 CM approuvant l'avenant n°1 au traité de concession d'aménagement Interface Vallée de l'Huveaune / Bras d'Or ;
- Le projet d'avenant n° 1 à la concession d'aménagement ci annexé ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de modifier l'article 14.4 du traité de concession relatif à la répartition de la participation prévisionnelle du concédant et à l'échéancier de versement suite à l'approbation du bilan prévisionnel de l'opération mis à jour au 31 décembre 2019, par le Bureau de Métropole du 15 octobre 2020.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est abrogée la délibération n°URB 040-7932/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant l'avenant n°1 modifiant l'échéancier de paiement initialement prévu dans le cadre du traité de concession « Interface Vallée De L'Huveaune / Bras d'Or ».

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 au traité de concession d'aménagement relatif à l'opération « interface Vallée de l'Huveaune / Ilot Bras d'Or » à Aubagne, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SOLEAM ci-annexé.

Article 3 :

Est approuvé le calendrier de versement de la participation suivant :

- Le versement de la participation à l'équilibre d'un montant de 1 547 844 € TTC s'établit comme suit :
 - 2019 : 976 000 €
 - 2020 : 571 844 €
- Le versement de la participation aux équipements d'un montant de 11 553 869 € TTC s'établit comme suit :
 - 2020 : 1 428 156 €
 - 2021 : 4 894 207 €
 - 2022 : 5 231 506 €

Article 27 :

Les crédits sont prévus au budget principal Opération 2016102100.

Article 28 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 1 ainsi que tout document y afférent

AVIS FAVORABLE

1 contre : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/12

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Acquisition d'une emprise foncière appartenant à Monsieur MONTALBO pour la réalisation d'équipements publics – 110 chemin du Camp de Sarlier à Aubagne – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

La Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière de développement économique, s'est engagée à produire du foncier à destination des entreprises dans un objectif de création d'emplois. Dans ce cadre, le secteur dit « Camp de Sarlier » à Aubagne, a été identifié pour accueillir un parc d'activités notamment artisanales, tertiaires, productives et villages d'entreprise.

Afin d'assurer l'accueil et l'essor de ces activités, le document d'urbanisme a fait l'objet d'une procédure

de modification relevant du Code de l'Urbanisme. La modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération le 24 octobre 2019 a ainsi permis d'ouvrir le secteur Camp de Sarlier à l'urbanisation. Cette procédure a fait l'objet d'une enquête publique qui s'est déroulée du 19 juin au 19 juillet 2019.

En parallèle, comme le prévoit le Code de l'Environnement, une réunion de concertation a été organisée le 9 juillet 2019 dans l'objectif de présenter le projet d'aménagement du futur parc d'activités économique de Camp de Sarlier.

Ces deux procédures ont permis au public de formuler ses observations et ses propositions.

L'aménagement de la zone rentre donc dans une phase opérationnelle dont l'objectif est à la fois de développer les conditions d'accueil des entreprises et de respecter les objectifs fixés par les documents de planification.

C'est pourquoi, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite acquérir une parcelle d'une superficie d'environ 3134 m² à détacher de la parcelle BK 266, afin de permettre les travaux de voirie et les aménagements le long de la berge de l'Huveaune programmés dans le cadre du développement de la zone d'activités de Camp de Sarlier. La surface à acquérir sera affinée avec le plan définitif des travaux et après réalisation du bornage contradictoire.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Montaldo, ce dernier a accepté de céder une partie de son terrain pour un montant de 22 euros/m², conforme à l'avis du 16 septembre 2019 de la Direction de l'Immobilier de l'Etat, régulièrement saisie.

Par courrier du 26 février 2020, Monsieur Montaldo a donné son accord sur les modalités de cette transaction foncière.

Il est précisé ici que l'ensemble des frais liés à cette transaction foncière est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence et comprend :

- tous frais, droits et honoraires liés à l'acquisition
- en ce inclus les frais liés au détachement parcellaire et au bornage, s'ils sont requis
- le remboursement de la taxe foncière

Ce bien sera enregistré à l'inventaire physique des équipements sous le numéro de site : 13005010.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les délibérations du Bureau de la Métropole du 19 décembre 2019 n°URB 023-7394/19/BM, n°URB 024-7395/19/BM, n°URB 025-7396/19/BM, n°URB 022-7393/19/BM, n°URB 021/7392/19/BM approuvant les conventions de PUP avec les différents opérateurs ;
- L'avis de la Direction de l'Immobilier de l'Etat en cours de réactualisation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'acquisition de cette parcelle permettra de réaliser les travaux de voirie et les aménagements le long de la berge de l'Huveaune.
- Que cette acquisition est nécessaire dans le cadre de la réalisation des équipements publics programmés dans le cadre du futur parc d'activités de Camp de Sarlier.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée l'acquisition d'une parcelle d'une superficie d'environ 3134 m² à détacher de la parcelle BK 266, sise 110 chemin du camp de Sarlier à Aubagne, propriété de Monsieur Gilbert MONTALDO pour un montant de 22 €/m² hors taxes (soixante-dix mille euros) auquel n'est pas appliquée de TVA.

Article 2 :

Le remboursement par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à l'ancien propriétaire du prorata de la taxe foncière courue de la date d'entrée en jouissance au 31 décembre suivant se fera

conformément aux dispositions contenues dans la deuxième partie de l'acte authentique notarié.

Article 3 :

Les crédits concernant l'acquisition du foncier sont inscrits en section d'investissement au budget principal 2020 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, opération 2019000300 « PUP Camp Sarlier », sous politique C141, chapitre 21.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'ensemble des actes nécessaires à l'acquisition de ces parcelles.

AVIS FAVORABLE

1 contre : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/13

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Projet Urbain Partenarial Camp de Sarlier à Aubagne – Approbation de la mise à jour du montant prévisionnel du Programme des Equipements Publics et du montant de la participation

Par délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019, un périmètre de Projet Urbain Partenarial a été instauré pour permettre le financement des équipements publics du projet de Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne.

Cette opération d'une dizaine hectares vise à développer 40 à 50 000m² de surface de plancher dédié à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine). La présence du «Fauge/Maire», affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire.

L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Ainsi la Métropole entend réaliser le programme des équipements publics suivants :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noue pour la gestion des eaux de pluies.

- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du ruisseau «le Fauge Maître».

Dans la délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre du PUP, le montant prévisionnel des travaux a été estimé à 5 136 000 € HT.

Depuis, la Direction Régionale des Finances Publiques a rendu son avis, le prix de l'assiette foncière nécessaire à la réalisation des équipements publics s'élevant à 724 000 € HT.

Le poste foncier a été mis à jour avec cette estimation ainsi qu'avec une ligne dédiée à l'élaboration du dossier de Déclaration d'Utilité Publique.

Par ailleurs ENEDIS ayant désormais établi une solution technique de raccordement et un coût induit de renforcement du réseau en amont de l'opération de Camp de SARLIER, cette solution vient impacter à la hausse les coûts d'équipement et de raccordement aux réseaux, estimée à 1 884 000,00 € HT, soit un surcoût d'environ 300 000 € HT.

Par conséquent, le montant prévisionnel du programme des équipements publics doit être mis à jour. Son montant global est estimé à 5 931 600,00 HT, décomposé dans l'annexe jointe au présent rapport.

Chaque opérateur participera au prorata des besoins générés par son opération. La base de calcul reste inchangée et se fera sur la base de la surface du terrain d'assiette de chaque opération. La surface de l'opération, hors voirie existante et emprise des futurs équipements publics est de 74 020 m².

Ainsi le montant de la participation est modifié et s'élève à 69 €/m² HT de terrain d'assiette des projets des futurs opérateurs.

Des avenants aux conventions de PUP déjà signées seront établis, conformément à l'article 4.4 des conventions de PUP, pour mettre à jour le montant de la participation.

Une demande de subvention va être déposée auprès de l'Agence de l'eau, le montant attendu est de 200 000 euros.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement les articles L.332-11-3 et L.332-11-4 et R.332-25-1 à 3 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° URB 007-7110/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant le périmètre du Projet Urbain Partenarial "Parc d'activités Camp de Sarlier" sur la commune d'Aubagne ;
- La lettre de saisine de Madame la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'un périmètre de PUP a été institué par délibération du conseil métropolitain du 24 octobre 2019.
- Que cette délibération fixe le montant prévisionnel du programme des équipements publics nécessaire à la mise en œuvre du Parc d'activités de Camp de Sarlier et qu'il convient de le mettre à jour.
- Qu'à partir de ce montant a été calculée la participation due par les opérateurs dans le cadre des conventions de PUP à venir.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la modification du montant prévisionnel du programme des équipements publics dont l'estimation est à 5 931 600 euros HT.

Article 2 :

Est approuvée la modification du montant de la participation appliquée aux opérateurs dans les conventions de PUP pour un montant de 69 euros/m² HT de terrain.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Opération 2019000300.

AVIS FAVORABLE

1 contre : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/14

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération « PUP Camp Sarlier »

Par délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019, un périmètre de Projet Urbain Partenarial a été instauré pour permettre le financement des équipements publics du projet de Parc d'activité de Camp de Sarlier à Aubagne.

Cette opération d'une dizaine hectares vise à développer 40 à 50 000m² de surface de plancher dédiée à l'accueil de filières de production artisanale et de tertiaire, génératrices d'emplois.

Du fait de son positionnement en entrée de ville et en bordure des infrastructures de déplacements, Camp de Sarlier doit être aménagé avec soin (effet vitrine).

La présence du « Fauge/Maire », affluent de l'Huveaune, aujourd'hui peu valorisé et dégradé, et de ses ripisylves ainsi que de structures végétales héritées du passé agricole constitue à la fois un enjeu d'aménagement (préservation des continuités écologiques notamment) et une opportunité pour aménager un site productif exemplaire. L'enjeu étant de s'appuyer sur ce cours d'eau pour donner une identité au projet de parc d'activités.

Ainsi la Métropole Aix-Marseille-Provence entend réaliser le programme des équipements publics suivants :

- Aménagement de voiries de desserte interne et périphérique du secteur, comprenant voie de circulation automobile, cycles et piétons, mobiliers urbains, espaces verts et éclairage public.
- Desserte et raccordement aux réseaux, d'énergie, de télécommunication, d'eau potable, de défense contre l'incendie, d'assainissement des eaux usées.
- Aménagement de noue pour la gestion des eaux de pluies.
- Réalisation de deux ouvrages d'art (ponts routiers).
- Renaturation et aménagement paysager du ruisseau « le Fauge Maire ».

Dans la délibération du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 instaurant le périmètre du Projet Urbain Partenarial de Camp de Sarlier, le montant prévisionnel des travaux a été estimé à 5 136 000 euros HT. Ainsi, à terme, le programme de travaux sera financé à hauteur de 85% par les opérateurs privés via les conventions de PUP à venir.

A ce jour 5 conventions de PUP ont été signées, représentant 52% des recettes prévisionnelles attendues.

L'autorisation de programme initiale d'un montant de 4 000 000 € TTC, approuvée en décembre 2018, a été définie au stade des études préalables sur un périmètre plus réduit.

Le montant prévisionnel des travaux arrêtés dans la délibération d'octobre 2019, correspond au

programme d'aménagement, présenté ci-dessus. Il a été conçu pour permettre la mise en place d'une gestion globale et innovante des eaux de pluies à l'échelle du Parc d'activités. Il s'agit de développer une offre qualitative et durable en termes d'aménagement.

Depuis, la Direction régionale des Finances Publiques a rendu son avis le prix de l'assiette foncière nécessaire à la réalisation des équipements publics s'élevant à 724 000 euros HT. Le poste foncier a été mis à jour avec cette estimation ainsi qu'avec une ligne dédiée à l'élaboration du dossier de Déclaration d'Utilité Publique.

Par ailleurs ENEDIS ayant désormais établi une solution technique de raccordement et un coût induit de renforcement du réseau en amont de l'opération de Camp de Sarlier, cette solution vient impacter à la hausse les coûts d'équipement et de raccordement aux réseaux estimée à 1 884 000,00 euros HT, soit un surcoût d'environ 300 000 euros HT. Le poste « missions complémentaires » a été également mis à jour et diminué de 51 500 euros HT.

Par conséquent, le montant prévisionnel du programme des équipements publics est estimé à 5 931 600,00 euros HT.

L'opération d'investissement n°2019000300 « PUP Camp Sarlier » inscrite au budget pour un montant de 4 000 000 euros TTC et enregistrée dans l'autorisation de programme 190064BP du programme 06, doit être révisée à hauteur de 3 200 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 200 000 euros TTC.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°URB 039-13/12/18/CM du 13 décembre 2018 portant création de l'opération d'investissement n°2019000300 « PUP Camp Sarlier » ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'opération d'investissement n°2019000300 doit être révisée à hauteur de 3 200 000 euros TTC.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation de cette révision pour un montant total de 3 200 000 euros TTC de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'actualiser les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019000300 « PUP Camp Sarlier », rattachée au programme 06 « Urbanisme et Foncier », code AP 190064BP, pour un montant de 3 200 000 euros TTC, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 7 200 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits aux budgets 2020 et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération s'établit comme suit :

Année 2020 :	200 000 euros TTC
Année 2021 :	1 800 000 euros TTC
Année 2022 :	1 820 000 euros TTC
Années suivantes :	3 380 000 euros TTC

AVIS FAVORABLE

1 contre : Magali GIOVANNANGELI

CT4/141020/15

Sur le rapport de Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux dénommée Avant Scène PLUS-PLAI située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux dénommée Avant Scène PLUS-PLAI située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 2 092 262 euros est financée par un emprunt de 1 624 810 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 731 164,50 euros et de la commune de Roquevaire, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 893 645,50 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106856 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 1 624 810 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux à Roquevaire.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 624 810 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106856.

Ce prêt, constitué de six lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements dénommée Avant Scène PLUS-PLAI située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion

et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/16

Sur le rapport de Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée Avant Scène PLS située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux dénommée Avant Scène PLS située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire.

Portée par la SA HLM Unicil, cette opération d'un montant total de 913 543 euros est financée par un emprunt de 738 834 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 %, soit 332 475,30 euros et de la commune de

Roquevaire, co-garante, à hauteur de 55 %, soit 406 358,70 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106638 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 738 834 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements sociaux à Roquevaire.
- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 45 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 45 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 738 834 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106638.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 6 logements dénommée Avant Scène PLS située RN 96 Traverse Saint Laurent à Roquevaire.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze

mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/17

Sur le rapport de Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Unicil pour le financement de l'opération de réhabilitation de 202 logements sociaux dénommée Les Restanques située Lieudit La Petite Candolle à La Penne-sur-Huveaune

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération de réhabilitation de 202 logements sociaux dénommée Les Restanques située Lieudit La Petite Candolle à La Penne-sur-Huveaune.

Portée par la SA HLM Unicil, l'opération d'un montant total de 249 143,14 euros est financée par un emprunt de 245 000 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 %, soit 134 750 euros et de la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social, co-garante, à hauteur de 45 %, soit 110 250 euros.

La SA HLM Unicil, a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 106008 en annexe signé entre la SA HLM Unicil et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Unicil a contracté un prêt d'un montant total de 245 000 euros

auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération de réhabilitation de 202 logements sociaux à La Penne-Sur-Huveaune.

- Que la SA HLM Unicil a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- La situation comptable bénéficiaire de la SA HLM Unicil.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Unicil.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 245 000 euros souscrit par la SA HLM Unicil auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 106008.

Ce prêt, constitué d'une ligne, est destiné à financer une opération de réhabilitation de 202 logements dénommée Les Restanques située Lieudit La Petite Candolle à La Penne-Sur-Huveaune.

Les caractéristiques financières du prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Unicil dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Unicil pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Unicil est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est

égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Unicil opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de onze logements réservés concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Unicil.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/18

Sur le rapport de Yves MESNARD

Approbation du compte rendu d'activité 2019 à la collectivité de la concession Renouvellement Urbain du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Conformément à l'article 9.1 de la Concession d'aménagement de Renouvellement Urbain Centres anciens confiée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence – Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et afin de permettre à la collectivité d'exercer son droit de contrôle, la SEM Façonéo a transmis à la collectivité le compte rendu d'activité 2019.

En application de l'article 5-3 du traité de concession, l'opération de renouvellement urbain des centres anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, concédée à la SEM Façonéo, a été reconduite pour une durée de 5 ans, portant ainsi son terme au 20 août 2022.

Par avenant n°3 au traité de concession, les missions du concessionnaire ont été réajustées pour mieux répondre à l'enjeu de revitalisation des quartiers anciens du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, comportant l'amélioration du parc de logement existant associée à l'objectif prioritaire de traiter l'habitat dégradé.

Ce compte rendu ci annexé, fait état :

- D'une part, de la situation financière de l'opération au regard de l'avancement et de l'évolution du bilan prévisionnel ;
- D'autre par, de l'avancement physique de l'opération en reprenant les principaux éléments qui ont influé sur la mise en œuvre de l'opération de renouvellement urbain et les différentes actions conduites pour répondre aux objectifs.

Au 31 décembre 2019, le montant des dépenses réglées s'élève à 6 825 000 € et les recettes se montent à 7 517 000 €. L'Anah, la Région PACA, les Départements 13 et 83 et la Caisse des Dépôts et Consignations participent à l'opération aux côtés de la Métropole.

Les engagements se sont concentrés sur les lignes suivantes :

- Poursuite du suivi des dossiers de demande de subvention déposées dans le cadre des OPAH et OPAH RU jusqu'au paiement de l'ensemble des aides
- Gestion des aides à la réhabilitation des dispositifs d'OPAH RU et d'OPAH 2012-2017
- Appui au Conseil de territoire pour le montage et le paiement de l'ingénierie des dispositifs opérationnels et le remboursement des aides à la réhabilitation auprès des différents financeurs (Anah, Département, Région, CDC)
- Montage des dossiers de demande de subvention des propriétaires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile auprès de l'Anah et de la CARSAT
- Développement des actions liées au repérage et au traitement de l'habitat indigne ou dégradé
- Accompagnement des communes dans le cadre des procédures de péril et d'insalubrité
- Assistance au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne dans le cadre de la délégation de compétence des aides à la Pierre et des études en lien avec l'habitat
- Accompagnement du territoire dans l'élaboration du nouveau dispositif : PIG « réhabiliter, valoriser, éco-habiter »

La mission de repérage et de traitement de l'habitat dégradé qui a connu une accélération en 2018, s'est poursuivie au même rythme en 2019, particulièrement dans les communes d'Aubagne et de Roquevaire.

L'assistance technique dans les procédures liées aux pouvoirs de police du maire, notamment dans la gestion des périls et l'accompagnement des habitants, a été particulièrement soutenue en 2019.

Dans le cadre de l'accompagnement du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, les actions prioritaires ont porté sur :

- La préparation de dossiers de demande subventions à présenter à la commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH)

métropolitaine et une assistance à l'élaboration des documents liés à la délégation de compétence des aides à la Pierre dans le Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- Les interventions du concessionnaire dans le domaine des procédures de péril, particulièrement dans la commune d'Aubagne et celle de Roquevaire
- L'assistance dans l'élaboration et le montage d'un nouveau dispositif en faveur de l'habitat privé : le Programme d'Intérêt Général (PIG) « Réhabiliter, Valoriser, Eco-habiter »

A l'issue de l'étude d'évaluation des OPAH et OPAH-RU, dont les conclusions ont été présentées lors d'un Comité de pilotage du 15 mai 2018, Façonéo a assisté le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans la construction de ce dispositif partenarial défini à travers une convention opérationnelle qui comporte, notamment :

- les objectifs quantitatifs et qualitatifs
- les moyens à mettre en œuvre
- les engagements réciproques de chacun des partenaires financiers que sont l'Anah, le Conseil Régional, le Conseil Départemental des Bouches du Rhône, et la Métropole.

Le PIG « Réhabiliter, Valoriser, Eco-habiter » qui couvre l'ensemble du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, privilégie la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique, l'adaptation des logements à la perte d'autonomie, la remise sur le marché locatif social de logements vacants.

La convention partenariale ainsi que la mise en œuvre du PIG ont été approuvées lors du Conseil Métropolitain du 19 décembre 2019.

Conformément à l'avenant n°3 au traité de concession, le redimensionnement des opérations, a conduit à concentrer les interventions sur les axes structurants du cœur historique et à accompagner leur mise en valeur par des micro-opérations d'aménagement portant sur des restructurations de bâtiment et /ou de parcelles ciblées comme représentatifs.

A Aubagne, les deux bâtiments 12 rue Rastègue, et 4 rue Moussard acquis par délégation du droit de préemption urbain ont été vendus en janvier 2020 à un même promoteur pour un montant de 240 000 euros. Les travaux préparatoires à la restructuration du 12 rue Rastègue ont été effectués dès le début de l'année.

Depuis l'achèvement des deux dispositifs d'OPAH RU et d'OPAH en mai 2017, l'ensemble du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est soumis aux règles du secteur diffus.

Le suivi des dossiers de demande de subvention déposés dans le cadre des deux OPAH et l'accompagnement des propriétaires se poursuit jusqu'au paiement de l'ensemble des aides (Anah, Métropole/CT4, Département, Région).

A Auriol, la réhabilitation lourde d'un immeuble stratégique conduite par un propriétaire privé dans le cadre de l'OPAH RU a été inaugurée en mai 2019.

Les projets de réhabilitation conduits dans le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, faisant l'objet d'une demande de subvention, ont concerné 57 logements occupés par leur propriétaire.

En 2019 les opérations de réhabilitations ont été centrées sur la recherche de sobriété énergétique et des aménagements permettant le maintien à domicile des personnes qui le souhaitent. L'enveloppe de crédit consommée en 2019 s'élève à 337 501 € pour les travaux et à 25 346 € pour le Programme Habiter Mieux. L'ensemble des dossiers a été déposé par propriétaires occupants, essentiellement dans le péri-urbain.

Les missions de repérage et le traitement de l'habitat dégradé très soutenues en 2018, notamment avec la recrudescence des désordres structurels touchant le bâti ancien, se sont poursuivies dans les mêmes conditions en 2019.

Dans ce contexte Façonéo coordonne les informations liées au suivi des différentes situations repérées sur le terrain par l'équipe opérationnelle et/ou signalées par le réseau des partenaires présents sur le territoire. L'équipe de projet pilote le Comité Technique de Suivi des situations (CTS) qui rassemble l'ensemble du réseau des partenaires intervenant dans le traitement de l'habitat dégradé pour analyser les différentes situations et rechercher les procédures adaptées au contexte.

En 2019, Façonéo a réalisé, dans les périmètres des centres anciens : 91 interventions concernant des logements ou des immeubles entiers.

56 accompagnements relatifs à des logements locatifs (37 visites), y compris le suivi des situations signalées antérieurement.

35 interventions globales dans les bâtiments identifiés comme présentant un potentiel danger ((29 immeuble, 28 visites à Aubagne – 6 immeubles, 1 visite à Roquevaire).

Les situations individuelles dans les cœurs historiques se répartissent comme suit : 25 à Aubagne (20 visites dont 8 avec l'ARS), 4 à Auriol (6 visites dont 1 avec l'ARS), 2 à Cadolive, 2 à Cuges les Pins (2 visites), 2 à la Destrousse (2 visites), 1 à Peypin, 19 à Roquevaire (7 visites dont 2 avec l'ARS) 1 à Saint Zacharie.

A la suite de ces actions, des travaux ont été projetés ou réalisés dans les 21 logements (13 à Aubagne, 3 à Auriol, 1 à Cuges les Pins, 4 à Roquevaire). Ces situations individuelles ont permis de relever également des désordres touchant à la structure des bâtiments et ainsi permettre la programmation et/ou l'engagement des travaux susceptibles d'assurer la pérennité des bâtiments, c'est le cas pour 7 immeubles à Aubagne.

29 bâtiments à Aubagne (28 visites) ont fait l'objet d'interventions, parfois urgentes, dans le cadre de

suspicion de périls. Ces situations étayées de rapports techniques ont fait l'objet d'accompagnement social spécifique dans la durée. Sur ces 29 immeubles, 14 nouvelles situations qui ont débouché sur des travaux projetés, en cours de réalisation ou achevés dans 21 bâtiments. Ces travaux peuvent concerner la sécurisation du bâtiment et/ou la mise en œuvre d'un chantier plus global permettant d'assurer la pérennité de l'immeuble.

A Roquevaire, sur les 6 bâtiments frappés d'arrêtés de périls, 5 ont fait l'objet de travaux.

Les missions dans ce domaine, de plus en plus structurées grâce à la mise en œuvre de nouvelles actions, ont toujours été indissociables de l'objectif de revitalisation des cœurs de ville et village

En 2019, l'accompagnement social a porté plus particulièrement sur le suivi des ménages confrontés au péril touchant leur immeuble et à la non-décence affectant leur logement. Cette année a été marquée par des situations complexes, des relogements des familles suivies dans le cadre de l'habitat dégradé à hauteur de 30%.

S'appuyant sur les outils de gestion mis en place, la SEM Façonéo a assuré la gestion administrative, financière et comptable de l'opération.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver le compte rendu d'activité présenté par la SEM Façonéo.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le compte rendu d'activité 2019 présenté par la SEM Façonéo relatif à la Concession de renouvellement urbain centres anciens.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/19

Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS

Rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité du service public de prévention et gestion des déchets sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets.

Le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015, s'inscrit dans cette loi en précisant les futures indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels sur les prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers.

Le présent rapport présente des indicateurs techniques et financiers tenant compte de cette évolution réglementaire.

Tous les indicateurs de référence sont basés sur la population INSEE en vigueur au 1^{er} janvier 2019.

Pour assurer le service de proximité à la population, ce sont 166 agents en régie, 55 véhicules et matériels techniques 4 déchèteries, 2 centres de transfert, 1 centre de tri et 2 centres de traitement des déchets résiduels qui sont mobilisés.

Au total, 72794 tonnes de déchets ménagers et assimilés sont collectés et traités au niveau du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, soit 693 Kg/hab./an (21,6% des tonnages partent en valorisation matière et organique, 5% des tonnages partent en valorisation énergétique et 62% sont enfouis en ISDND de classe II et 11,4% orientés en ISDND en classe III).

Le coût complet global de la compétence pour l'année 2019 est de 176 € TTC /hab. ou de 254 € TTC /tonne.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi du 17 août 2015, relative à la transition énergétique, a instauré de nouvelles dispositions en matière de prévention et de gestion des déchets ;
- Le décret N°2000-404 du 11 mai 2000 fixe les modalités de présentation, le contenu de ce rapport et sa mise en œuvre à partir de 1999 ;
- Le décret N°2015-1827 du 30 décembre 2015, s'inscrit dans cette loi en précisant les futurs indicateurs techniques et financiers qui doivent figurer dans les rapports annuels sur les prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers.

Ouï le rapport ci-dessus,

Considérant

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

PREND ACTE de la communication du rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets.

ADOPTEE A L'UNANIMITE

CT4/141020/20

Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS

Approbation de la démarche de réduction des déchets par le lancement d'un appel à projets prévention des déchets – réemploi / réparation / réutilisation 2020-2024 sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Par délibération du 19 décembre 2019, la Métropole a défini, en complément du schéma métropolitain de gestion des déchets, son Plan de prévention des déchets ménagers et assimilés 2019-2025 (PMPDMA).

Ce plan s'inscrit dans le Plan climat-air-énergie métropolitain et définit 4 axes de travail :

- Axe 1 : Sensibiliser à la réduction des déchets pour faire évoluer les comportements ;
- Axe 2 : Harmoniser les modalités de gestion des déchets d'activités économiques sur le territoire afin de favoriser l'émergence de solutions adaptées ;

- Axe 3 : Valoriser la ressource « biodéchets » et lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- Axe 4 : Donner une seconde vie aux produits et objets.

L'axe 4 propose d'assurer un maillage du territoire afin d'offrir aux habitants une solution de proximité pour réparer, réemployer ou réutiliser leurs objets.

Sur la Métropole Aix-Marseille-Provence, il existe à ce jour 29 points de collecte dont 14 en déchetteries, soit environ 64 000 habitants pour 1 point de collecte. L'objectif du plan de prévention est d'atteindre une solution de réemploi par commune ou regroupement de petites communes soit une solution pour 45 000 habitants en moyenne.

De plus, la loi n°2020-105 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire précise également des nouveaux objectifs en matière de réemploi/réutilisation : atteindre l'équivalent de 5% du tonnage de déchets ménagers en 2030 et équiper les déchetteries comme lieux de récupération ponctuelle et de retraitement d'objets en bon état ou réparables.

Cette délibération a pour objet d'autoriser la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets (AAP) Prévention des déchets « réemploi, réparation et réutilisation » qui concernent plusieurs territoires de la Métropole.

Les projets soutenus contribueront donc à l'objectif d'une Métropole Zéro Déchet Zéro Gaspillage à l'horizon 2035 et seront analysés à l'aune de ces enjeux pour la Métropole.

L'appel à projet se décline en 2 volets :

- Volet 1 : le candidat proposera un projet comprenant l'animation et la gestion des espaces de réemploi à minima de 23 déchetteries ;
- Volet 2 : le développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

Seules les associations et les entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire pourront candidater à cet AAP selon la procédure suivante :

- Après une publicité adéquate, les candidats intéressés par l'appel à projets devront retirer le dossier de consultation via la plateforme de l'innovation de la Métropole.
- A l'expiration du délai de réception des candidatures et des offres, la Métropole Aix-Marseille-Provence sélectionnera les candidats, dont le dossier est complet, à partir des critères techniques et financiers de sélection définis dans le dossier de consultation et analysera les propositions.
- Les candidats pourront être auditionnés par le jury.

- Après validation des candidats retenus sur les territoires concernés de la Métropole Aix-Marseille-Provence une convention type relative à l'attribution d'une subvention sera signée avec le lauréat pour une mise en œuvre sur 4 années maximum. Cette subvention sera calculée en fonction du taux applicable sur les dépenses éligibles retenues tel que précisé dans le dossier de présentation de l'appel à projet.
- La mise en œuvre de ces conventions se fera progressivement à partir du printemps 2021.

Un accompagnement via les « Packs » de la Direction de l'Economie pourra être mis en œuvre en fonction des besoins des lauréats.

Par cet appel à projets la Métropole souhaite contribuer aux objectifs cités ci-dessus, en soutenant les projets qui favorisent le maillage du territoire en solutions de réemploi/réutilisation/réparation et qui permettent ainsi d'accroître la part d'objets réemployés issus des ménages du territoire.

In fine, l'objectif visé de cet appel à projet est d'améliorer l'efficacité du réemploi, de la réparation et de la réutilisation pour atteindre 50% de réemploi/réparation/réutilisation des objets récupérés.

Cette action participe à la dynamique d'économie circulaire du territoire et permettra de :

- Baisser le volume de déchets collectés en porte à porte ou en déchetteries ;
- Participer au développement d'une filière locale du réemploi créatrice d'emplois.

Elle offrira également aux habitants la possibilité d'acquérir des objets à moindre coût, de profiter de services en déchetteries et de donner une seconde vie aux objets.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-992 « transition énergétique pour la croissance verte » du 17 août 2015 ;

- La loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
- La délibération FBPA 030-31/07/20 CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° DEA 018-2836/17/CM du Conseil de Métropole du 19 octobre 2017 approuvant les axes principaux du Schéma Métropolitain de Gestion des Déchets ;
- La délibération n° ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques ;
- La délibération n° DEA 040-19/12/19 CM du Conseil de la Métropole du 19 décembre 2019 approuvant le Plan de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés ;
- La délibération n° 17-90 du 17 mars 2017 de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur sur le Cadre d'intervention régional pour l'accompagnement du futur Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) en Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la réduction des déchets ménagers et assimilés est un enjeu pertinent pour la Métropole Aix-Marseille-Provence notamment dans le contexte de saturation des exutoires de traitement des déchets et d'augmentation des coûts.
- Qu'il convient d'approuver la démarche de réduction des déchets avec le lancement d'un appel à projets.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la démarche de réduction des déchets avec le lancement, selon la procédure énoncée, de l'appel à projets **Prévention des déchets « réemploi, réparation et réutilisation »** joint contenant les volets suivants :

- Volet 1 : animation et gestion des espaces réemploi des déchetteries concernées ;
- Volet 2 : développement d'installation et/ou de projets innovants permettant de

réemployer / réparer / réutiliser les déchets ménagers.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits à partir de 2021 sur les budgets annexes déchets des Territoires concernés.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/21

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Approbation d'un protocole indemnitaire dans le cadre de la modification unilatérale du contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation des parcs de stationnement Beaumont, Centre ancien, 8 mai, à Aubagne, portant sur la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019

Par délibération TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique », a décidé d'accompagner la période des fêtes de fin d'année 2019 en offrant des heures gratuites de stationnement au sein des parkings métropolitains concédés ou exploités en régie.

Cette disposition a été mise en œuvre dans les parcs Beaumont, Centre ancien et 8 Mai à Aubagne (parcs Potiers et Marché non concernés par le dispositif), les samedis et dimanches 14, 15, 21 et 22 décembre 2019 durant la plage horaire d'ouverture des commerces, de 10h à 19h.

Ces gratuités, non prévues contractuellement, ont occasionné un manque à gagner pour le gestionnaire de ces parcs qui en a demandé la compensation.

La Métropole a ainsi décidé de conclure un protocole indemnitaire avec la société Q-PARK afin de lui rembourser le montant de la perte financière constatée, qui s'élève à 9 343,92€ HT soit 11 212,70€ TTC.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de

compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;

- Le contrat de DSP pour l'exploitation des parcs de stationnement Beaumont, Centre ancien, 8 mai, Potiers et Marché notifié le 1er février 2002 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° TRA 015-7164/19/CM du 24 octobre 2019 portant modification unilatérale des contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains et des parcs en régie d'Istres et de Cassis ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole a décidé de mettre en œuvre des heures gratuites de stationnement dans les parcs Beaumont, Centre ancien et 8 Mai à Aubagne pendant la période des fêtes de fin d'année 2019.
- Que cette décision entraîne une modification unilatérale du contrat de délégation de service public conclu avec l'exploitant Q-PARK, causant un préjudice financier à ce dernier.
- Que la Métropole a décidé de prendre à sa charge le manque à gagner occasionné par ces gratuités.
- Qu'il convient par conséquent de conclure le protocole indemnitaire correspondant.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le protocole indemnitaire ci-annexé ayant pour objet le remboursement de la perte financière supportée par le délégataire Q-PARK consécutivement à la mise en œuvre d'heures gratuites de stationnement en décembre 2019 sur les parcs Beaumont, Centre ancien et 8 Mai à Aubagne.

Le montant du remboursement versé par la Métropole s'élève à 9 343,92 euros HT soit 11 212,70 euros TTC.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole indemnitaire et tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2020 de l'état spécial du CT4 - chapitre 011 - Nature 6288 - Fonction 518.

AVIS FAVORABLE

CT4/141020/22

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Budget Annexe des Transports – Approbation de l'augmentation de l'opération d'investissement « IRVE », Infrastructure et recharge pour véhicules électriques

La voiture particulière est le mode de déplacement le plus utilisé pour les déplacements des habitants de la Métropole (56% en 2009). Essentiellement équipés de moteurs thermiques, les automobiles représentent une source de pollution importante, avec des conséquences tant en termes de santé publique que de réchauffement climatique. Afin de répondre à ces enjeux, la loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019 a fixé à 2040 la fin des ventes de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers neufs utilisant des énergies fossiles.

C'est dans cette même perspective que le Plan de Déplacement Urbain (PDU) arrêté par le Conseil de la Métropole le 19 décembre 2019 prévoit le déploiement de plus de 1000 points de charge à l'horizon 2030, davantage si la demande le justifie (cet objectif est calculé sur la base d'une part de 10 % de véhicules électriques sur l'ensemble du parc automobile en 2030).

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur tout son territoire, par transfert de plein droit de la compétence communale.

Suite à ce transfert de compétence, la Métropole a souhaité lancer un programme ambitieux de déploiement des bornes. Le Conseil de la Métropole du 28 juin 2018 a ainsi porté approbation de la création et de l'affectation d'une opération d'investissement IRVE. Cette opération prévoit un déploiement total de 275 bornes nouvelles (550 points de charge) avec leur infrastructure de supervision pour un montant total d'investissement de 3 millions d'euros HT.

Outre la recharge occasionnelle, le rôle de ces bornes est la réassurance des usagers ce qui favorise la prise de décision pour un équipement en véhicules électriques. Il s'agit de bornes accélérées permettant une recharge d'une heure en moyenne et présentant deux points de charge par borne. Les déploiements privilégient les centres villes, les zones touristiques, les zones commerciales et les lieux attractifs peu desservis par les transports en

commun (les grands pôles générateurs de trafic comme les ZAC) avec des bornes à recharge accélérée.

Les installations de ces nouvelles bornes au sein du réseau « larecharge » se dérouleront jusqu'en 2021. Au 1er août 2020, 96 bornes sont en service et 102 bornes sont en cours de déploiement avec une mise en service planifiée d'ici la fin de l'année 2020, soit environ 400 points de charge déployée avec cette autorisation de programme fin 2020.

Suite à l'ajout d'un stickage intégral anti-tags sur les bornes ainsi que la pose de boucle de détection sur les places de stationnement sur les communes de Marseille et Aix, le coût moyen est plus élevé que prévu et il est nécessaire d'augmenter l'enveloppe budgétaire de 500 000€ HT.

Au-delà du déploiement initial de 550 points de charge qui complètent les 70 points de charge déjà existants, la Métropole devra continuer à assurer un déploiement de bornes pour répondre aux objectifs fixés au PDU.

Suite à un sourcing effectué au cours de l'été 2020, il apparaît que le territoire d'Aix-Marseille-Provence présente économiquement une attractivité pour des opérateurs souhaitant investir sur fond privé dans le domaine des IRVE publiques en voirie (déploiement et exploitation). C'est la raison pour laquelle, la Métropole souhaite lancer dès la fin de 2020 une procédure de mise en concurrence d'un futur concessionnaire de service public pour le déploiement et l'exploitation du réseau « larecharge ».

Pour cette l'opération, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage juridique, technique et financière visant à accompagner la Métropole dans la rédaction et la passation d'un contrat de concession IRVE est nécessaire. Cette mission nécessite un investissement estimé à 350 000 euros environ.

L'opération d'investissement 2018106700, IRVE – Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques, de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics enregistrée dans l'autorisation de programme 181073TP du programme 07 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 850 000€ HT supplémentaires. Cette révision porte le montant de l'opération 2018106700 de 3 000 000 H.T à 3 850 000€ H.T. Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- La délibération n° TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA 002-7840/19/CM du 19 décembre 2019 concernant l'Arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 13 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 8 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 15 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 14 octobre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence du 12 octobre 2020 ;
- L'avis du le Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 8 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole est résolument engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans l'amélioration de la qualité de l'air.
- Que la mobilité électrique est l'une des réponses identifiée pour atteindre ces objectifs environnementaux et que la promotion du véhicule électrique individuel passe notamment par le déploiement de nouveaux points de recharge, objet du programme IRVE.
- Qu'il convient de procéder à l'augmentation de l'Autorisation de Programme IRVE pour un montant total de 3 850 000 euros HT selon le budget annexe des transports publics de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire d'inscrire les crédits de paiement y afférents aux exercices budgétaires concernés.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'augmentation de l'opération d'investissement N°2018106700 « IRVE » d'un montant de 850 000 euros portant le montant total de l'opération à 3 850 000 euros HT inscrite au budget annexe des transports publics rattachée au programme 07 Code AP 181073TP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget annexe des transports publics – section d'investissement – opération N°2018106700 – Natures 217535 et 2315– sous politique C360 selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

Déjà mandaté : 349 729 euros HT

CP 2020 après BS : 1 550 000 euros HT

CP 2021 : 1 950 000 € HT (1 600 000€ pour installation et 350 000€ études)

Article 3 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à demander des subventions auprès de tout organisme ou collectivité susceptible d'apporter sa contribution à l'opération.

AVIS FAVORABLE

Les Délibérations
Conseil du 18 novembre 2020

CT4/181120/1**Sur le rapport de Serge PEROTTINO****Approbation du Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

Le Budget Primitif d'une collectivité est l'acte majeur par lequel sont prévues les dépenses et les recettes de l'année, permettant la mise en œuvre des politiques publiques décidées par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La dotation de gestion au Territoire a été notifiée le 30 octobre 2020 et permet de poser le cadre d'élaboration du budget primitif 2021.

Le Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est équilibré en dépenses et en recettes de la manière suivante :

Fonctionnement	6 362 000 €
Investissement	5 902 000 €

La dotation de gestion du territoire de l'exercice 2021 se décompose comme suit :

Dotation fonctionnement	de	5 506 000 €
Dotation d'investissement		5 902 000 €

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le projet de Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,**Considérant**

- La saisine de la Présidente de la Métropole pour la détermination du montant de la dotation de gestion du

territoire, qui comprend une dotation de fonctionnement et une dotation d'investissement, en date du 15 octobre 2020 ;

- Que l'Etat Spécial de Territoire, prévu à l'article L. 5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses ;
- Que l'état spécial de territoire est voté par chapitre.

Après en avoir délibéré,**DECIDE****Article 1 :**

D'approuver l'adoption du Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile arrêté au montant suivant, équilibré par section :

Fonctionnement	6 362 000 €
Investissement	6 602 000 €

Article 2 :

D'approuver les montants de la dotation de gestion du Territoire comme suit :

Dotation fonctionnement	de	5 506 000 €
Dotation d'investissement		6 602 000 €

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ**CT4/181120/2****Sur le rapport de Serge PEROTTINO****Approbation du rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

La loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs. L'article 73 de cette loi, et le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel du Président sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ce Rapport annuel sur le Prix et la Qualité des Services publics de l'eau et de l'assainissement collectif et non collectif (RPQS) a pour objet de préciser les missions et les objectifs du service public de l'eau potable et de l'assainissement. Il détaille un certain nombre d'indicateurs d'activité du service et prend en compte le cas échéant l'analyse des rapports annuels des gestionnaires et des rapports d'activité des délégataires :

- La SPL L'eau des collines, titulaire du contrat de gestion du service public de l'assainissement collectif et non collectif de l'ensemble des 12 communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport annuel pour l'exercice 2019 ;
- La SPL L'eau des collines, titulaire du contrat de gestion du service public de l'eau sur les communes d'Aubagne, Cuges-les-Pins, La Penne-sur-Huveaune et Saint-Zacharie (depuis le 15 juillet 2019) du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport annuel pour l'exercice 2019 ;
- La SAUR, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune d'Auriol du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport d'activité pour l'exercice 2019 ;
- VEOLIA SVAG, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune de Saint-Zacharie du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport d'activité de l'exercice 2019 (jusqu'au 14 juillet 2019) ;
- La Régie des Eaux et de l'Assainissement du bassin Minier et du Garlaban (ex Sibam) titulaire du contrat de gestion de l'eau sur les communes de Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, Saint Savournin et Roquevaire du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a remis son rapport annuel pour l'exercice 2019.

Pour l'année 2019, un RPQS de l'eau et de l'assainissement Métropolitain (document de synthèse) a été réalisé à partir des RPQS des six territoires.

Le rapport Métropolitain ainsi que le RPQS du Territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont présentés respectivement pour avis et approbation au Conseil de Territoire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté du 2 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les services publics de l'eau et de l'assainissement doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leur prix et à leur qualité ;
- Que le rapport Métropolitain ainsi que le RPQS du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sont présentés respectivement pour avis et approbation au Conseil de Territoire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile prend acte du Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service Public de l'eau potable et de l'assainissement sur son territoire pour l'exercice 2019, ci annexé.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/181120/3

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation du rapport annuel 2019 sur le Prix et la Qualité des Services Publics de l'eau potable et de l'assainissement métropolitain

La loi n°95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l'environnement, a introduit diverses réformes dans la gestion des services publics de l'eau et l'assainissement.

Cette loi s'inscrit dans une perspective de transparence vis-à-vis des élus et des consommateurs ; L'article 73 de ladite loi, et le code général des Collectivités Territoriales (CGCT) dans ses articles D2224-1 à D2224-5 et ses annexes V et VI, prévoient la réalisation d'un rapport annuel de la

Présidente sur les prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement. Pour l'année 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réalisé le rapport de synthèse Métropolitain commun sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif avec ses annexes :

- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire de Marseille-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aix ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays Salonais ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays de Martigues ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire Istres-Ouest-Provence ;
- Un rapport sur le Prix et la Qualité de Service Public de l'eau potable et de l'assainissement collectif et non collectif pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ces rapports ont pour objet de préciser les missions et les objectifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement. Ils détaillent un certain nombre d'indicateurs d'activités des services obligatoires et sont construits le cas échéant en prenant en compte l'analyse des rapports d'activité des exploitants.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1820 du 29 décembre 2015 relatif aux modalités de transmission du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable et de l'assainissement ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le service public de l'eau et de l'assainissement de la Métropole doit faire l'objet d'un rapport annuel relatif aux prix et à la qualité de ce dit service.
- Que ce rapport et ses annexes (RPQS des six Territoires) doivent être présentés au Conseil de la Métropole et mis à disposition du public.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Sont approuvés le Rapport Annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'eau potable et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses six annexes, ci-joints, pour l'exercice 2019.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/4

Sur le rapport de Serge PEROTTINO Présentation des rapports annuels 2019 des exploitants (délégataires, régies et SPL) des services publics de l'assainissement et de l'eau potable

Conformément à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Conformément à l'article R.2221-52 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Régie personnalisée transmet à la Métropole un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données techniques et financières s'y rapportant.

Ces rapports sont présentés en Commission Consultative des Services Publics Locaux.

L'examen de ces rapports est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Les exploitants des services publics de l'eau et de l'assainissement ont remis leur rapport pour l'exercice 2019, à savoir :

Sur le Territoire Marseille Provence :

- Société Eau de Marseille Métropole (SEMM), titulaire du Contrat de délégation eau potable sur les communes du Territoire Marseille-Provence à l'exception de Plan-de-Cuques et de Gémenos-centre ;
- SERAMM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone Centre du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes d'Allauch, Carnoux-en-Provence, Marseille, Le Rove, Septèmes-les-Vallons, et la Zone Industrielle de Gémenos ;
- SAEM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone est du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes de Cassis, Ceyreste, La Ciotat et Roquefort la Bédoule ;
- SAOM, titulaire du contrat de délégation assainissement de la zone Ouest du Territoire Marseille-Provence correspondant aux communes de Carry-le-Rouet, Châteauneuf-les-Martigues, Ensues-la-Redonne, Gignac-la-Nerthe, Marignane, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins.

Sur le Territoire du Pays d'Aix :

- Régie des Eaux du Pays d'Aix (REPA) en charge des services publics de l'eau potable et de l'assainissement sur les communes d'Aix-En-Provence, Gardanne, Saint-Marc Jaumegarde, Saint-Paul-Lez-Durance, Saint-Estève-Janson, Venelles et du service public de l'assainissement sur les communes de Châteauneuf-le-Rouge, Fuveau (depuis le 01/11/2019) et de Saint-Antonin-sur-Bayon ;
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Châteauneuf-le-Rouge, Coudoux, Fuveau, Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puylobier, Rousset, Saint-Antonin-Sur-Bayon, Trets, Vauvenargues, Ventabren et Vitrolles ;
- SAUR, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Eguilles et Meyreuil ;
- CEO, titulaire du contrat de délégation de service public de l'eau potable de la commune de Le Tholonet ;
- SEERC, titulaire des contrats de délégation de service public de l'eau potable des communes de Jouques, Rognes, Saint-Cannât ;
- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire des contrats de délégation de service public de l'assainissement des communes de Beaucueil, Bouc-Bel-Air, Cabriès, Coudoux, Fuveau (jusqu'au 30/10/2019), Lambesc, La Roque d'Anthéron, Le Puy-Sainte-Réparate, Les Pennes Mirabeau, Meyrargues, Peynier, Peyrolles en Provence, Puylobier, Rousset, Trets, Vauvenargues, Ventabren ;
- CEO, titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes d'Eguilles et Le Tholonet ;

- SEERC, titulaire des contrats de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Jouques, Rognes et Saint-Cannât ;

- SAUR, titulaire du contrat de délégation des services publics de l'assainissement des communes de Meyreuil et Vitrolles ;

- GER (groupement OTV SUD AFRIQUE/ SEM) titulaire du contrat de délégation de service public pour l'exploitation de la station d'épuration industrielle de Rousset.

Sur les territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, de Marseille-Provence et du Pays d'Aix :

- Régie de l'Eau et de l'Assainissement du Bassin Minier et du Garlaban (REABMG) en charge du service public de l'eau potable des communes de Belcodene, Cadolive, La Bouilladisse, mla Destrousse, Peypin, Saint-Savournin, Roquevaire et des services publics de l'eau et de l'assainissement des communes de Plan-de-Cuques, Gémenos (sauf Zone Industrielle), Gréasque, Mimet et Simiane-Collongue.

Sur le Territoire du Pays Salonais :

- Agglopolé Provence Eau (APE), titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais ;

- Agglopolé Provence Assainissement (APA), titulaire du contrat de délégation du service public de l'assainissement collectif sur les 17 communes du Territoire du Pays Salonais.

Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

- SAUR, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune d'Auriol ;

- Veolia SVAG, titulaire du contrat de délégation du service public de l'eau sur la commune de Saint-Zacharie (jusqu'au 14/07/2019) ;

- SPL Eau des Collines (EDC) en charge de l'eau potable sur les communes d'Aubagne, la Penne-sur-Huveaune, Cuges-les-Pins et Saint-Zacharie (depuis le 15/07/2019) et du service public de l'assainissement sur l'ensemble des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Sur le Territoire Istres Ouest-Provence :

- Société des Eaux de Marseille (SEM) : contrat de délégation du service public d'eau potable sur les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;

- SUEZ titulaire des contrats de délégation des services publics d'eau potable sur les communes d'Istres / Miramas, de Port-Saint-Louis du Rhône et de Fos-sur-Mer ;

- Société des Eaux de Marseille (SEM), titulaire du contrat de délégation du service public d'assainissement collectif sur les communes de Grans et Cornillon-Confoux ;

- SUEZ, titulaire des contrats de délégation des services publics d'assainissement collectif sur les communes de Fos-sur-Mer, d'Istres / Miramas, de Port-Saint-Louis du Rhône (1 contrat pour la partie collecte et 1 contrat en concession pour la station d'épuration).

Ces rapports ont pour objet de préciser les activités et travaux réalisés par les exploitants ainsi que les

résultats financiers relatifs aux contrats de délégation. Ils détaillent les indicateurs d'activités du service.

Ces rapports sont analysés et contrôlés par les services de l'eau et l'assainissement et sont pris en compte pour la rédaction du Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau et de l'assainissement (RPQS) 2019.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 et le décret n°2016-86 du 1er février 2016, spécifiant les règles relatives au contenu du rapport annuel élaboré par les délégataires de service public ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les activités des délégataires des services publics de l'assainissement et de l'eau doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les activités des Régies personnalisées et des SPL doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à leurs activités ;
- Que les rapports annuels des exploitants pour l'année 2019 ont été remis par l'ensemble des prestataires ;
- Que ces rapports doivent être présentés au Conseil de la Métropole.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est pris acte de la présentation des rapports annuels des exploitants (délégataires, régies à personnalité juridique et morale et autonomie financière et SPL) des services publics de l'eau et de l'assainissement pour l'exercice 2019, remis par les sociétés citées ci-dessus, ci-annexés.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/5

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Présentation des Comptes Rendus d'Activités de Concession de distribution publique de gaz année 2019

Au 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris, au titre de ses compétences de droit commun, la compétence de Concession de la distribution publique de gaz sur l'ensemble de son territoire, conformément à l'article L. 5217-2-I-6°-h du CGCT. Ce transfert de compétence a largement reconfiguré l'organisation de la distribution de gaz sur le territoire :

- La Métropole exerce cette compétence pour les concessions de Marseille, Marignane et Ensuès depuis 2015.

- 8 communes géraient cette compétence en direct et l'ont transférée à la métropole depuis le 1^{er} janvier 2018 (Pertuis, Port-Saint-Louis-du-Rhône, Éguilles, Vitrolles, Istres, Rognes, Les Pennes-Mirabeau, Martigues, Port-de-Bouc).

- Le SMED13 gérait la compétence pour 60 communes du périmètre métropolitain et percevait, à ce titre, les redevances associées. Cette compétence est totalement transférée à la métropole par la loi depuis le 1er janvier 2018.

Parmi ces 60 communes, il est à noter que, pour 14 communes du Conseil de Territoire Marseille Provence, la compétence AOD gaz avait déjà été transférée par la loi à la Communauté urbaine MPM en 2015 (Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La Ciotat, Plan-de-Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret, Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons). Cependant, une convention entre le SMED13 et la métropole, couvrant les années 2016 et 2017, permettait au syndicat de continuer à gérer cette compétence et à percevoir la redevance associée.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité concédante un Compte-rendu d'Activité retraçant l'exécution qualitative et financière du service.

La Métropole étant seule autorité concédante sur son territoire depuis 2018, il est proposé de réunir l'ensemble des comptes rendus d'activité des multiples concessions du territoire afin de les soumettre au Bureau de la Métropole de manière groupée pour faciliter la lecture à l'échelle du territoire métropolitain.

Les comptes rendus d'Activité des Concessions de distribution publique du gaz sur le territoire métropolitain pour l'année 2019 ont été transmis dans les délais par le concessionnaire GRDF. Les CRAC 2019 font l'objet d'une analyse en cours par les services métropolitains.

L'examen de ces comptes rendus est mis à l'ordre du jour de l'Assemblée Délibérante qui en prend acte.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 16 novembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les comptes rendus d'Activité de Concession de distribution publique de gaz naturel sur le périmètre métropolitain pour l'année 2019 ont été remis dans les délais par GRDF, titulaire des traités de Concession de distribution publique de gaz naturel correspondants.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est pris acte des comptes rendus d'Activité de la Concession de distribution publique de gaz naturel pour l'année 2019 sur le périmètre métropolitain, remis dans les délais prévus par la loi par le concessionnaire GRDF en charge de la distribution publique de gaz naturel.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/6

**Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS
Ajustement de la participation 2020 du budget principal à l'équilibre du budget annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des CT1, 4 et 6**

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1er janvier 2016, exercée par la Métropole d'Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnés en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Par délibération du 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a constaté que le produit de la TEOM ne permettait pas d'assurer l'équilibre du Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié CT 1, CT 4 et CT 6.

Il a ainsi fixé les participations pour l'exercice 2020 comme suit :

- 7 433 021,09 euros pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- 932 566,00 euros pour le Pays de Martigues ;

Depuis lors, un certain nombre d'événements ont entraîné une dégradation des perspectives financières de ce budget :

- Report de la Redevance Spéciale en 2021 ;
- Ajustement des crédits liés aux ressources humaines liés notamment à la mise en place de la prime COVID ;

Ainsi, il est nécessaire d'ajuster les participations en les fixant comme suit :

- 5 084 239,28 euros pour le Territoire de Marseille Provence – soit une augmentation de 5,08 millions d'euros environ ;
- 8 418 021,00 euros pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile – soit une augmentation de 0,99 millions d'euros environ ;
- 1 372 566,00 euros pour le Pays de Martigues – soit une augmentation de 0,44 millions d'euros environ ;

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 031-7687/19/CM du 19 décembre 2019 relative à la participation 2020 du budget principal à l'équilibre du Budget annexe "Collecte et Traitement Déchets" des territoires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Pays de Martigues ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est fixée la révision de la participation du budget principal nécessaire à l'équilibre Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié CT 1, CT 4 et CT 6 au montant maximum inscrit au Budget Principal 2020 soit 14 874 826,28 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal au chapitre 65 nature 657363 fonction 7212 sous-politique A440.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/7

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
Transfert conventionnel de la compétence Voirie
par le Département du Var - Approbation de
l'avenant n°3 à la convention de gestion relative
à la compétence voirie sur le territoire de la
commune de Saint-Zacharie**

Par délibérations concordantes, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence (n° FAG 013-1016/16/CM en date du 17 octobre 2016) et le Département du Var (n°A9 du 27 octobre 2016) se sont prononcés sur le transfert de la compétence Voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie au titre du IV de l'article L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, conformément aux dispositions de la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

Le transfert proposé par le Département du Var et accepté par la Métropole Aix-Marseille-Provence est organisé par une convention cadre annexée aux délibérations concordantes susmentionnées et porte sur les routes départementales des agglomérations qui présentent essentiellement des caractéristiques de rues ou qui répondent à des enjeux urbains

affirmés et relèvent clairement d'une gestion urbaine. Les sections de routes départementales varoises concernées, sont la RD560, la RD85 et la RD480 en limite d'agglomération sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie uniquement (soit un linéaire de 2,9 kilomètres).

Par cette convention cadre n°2017-116 signée le 27 décembre 2016, et son premier avenant qui est intervenu le 30 mars 2017, les modalités pratiques du transfert de la voirie, son évaluation financière, après avis de la CLECRT, le montant de la dotation de compensation due par le Département du Var à la Métropole Aix-Marseille-Provence ainsi que les voies proposées au transfert ont été déterminés.

En parallèle, une convention de gestion a été approuvée par délibération n° FAG 079-1359/16/CM lors du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 15 décembre 2016 qui a établi les modalités de transfert et les dispositions provisoires d'organisation de la compétence voirie durant la période transitoire initialement fixée entre le 1er janvier 2017 et le 1er janvier 2018. A cette dernière date, la Métropole devait exercer de manière effective et complète les compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « espaces publics » sur l'ensemble de son territoire.

Suite à la loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au « statut de Paris et à l'aménagement métropolitain », l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « espaces publics » au 1er janvier 2020 pour les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur ancien établissement public intercommunal. Cette prorogation a impliqué la signature, le 16 janvier 2018, d'un premier avenant à la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Département du Var afin d'y mentionner une prolongation d'égale durée soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Les voiries communales qui devaient être transférées la Métropole au 1er janvier 2020, devaient également bénéficier de modalités de gestion transitoires en étant confiées en gestion aux communes durant une année. Cette disposition avait nécessité de prolonger la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Département du Var d'une période transitoire d'égale durée soit jusqu'au 31 décembre 2020. Pour ce faire, un deuxième avenant à cette convention a été signé le 17 décembre 2019.

Cependant, par la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, l'article L. 5218-2 I du code général des collectivités territoriales a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « espaces publics » au 1er janvier 2023 pour les communes qui n'avaient pas

transféré ces compétences à leur ancien établissement public intercommunal.

Cette disposition nécessite de prolonger la convention de gestion liant la Métropole d'Aix-Marseille Provence au Département du Var afin de garantir la continuité du service public et assurer la gestion des routes métropolitaines, anciennement départementales, situées sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La délibération n°FAG 013-1016/16/CM du 17 octobre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel des compétences départementales - Département du Var sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;
- La délibération n°FAG 079-1359/16/CM du 15 décembre 2016 portant organisation de la répartition et des modalités de l'exercice par la Métropole de compétences départementales - Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Conventions relatives aux modalités de transfert et aux dispositifs transitoires d'organisation de la compétence Voirie (avenant n°1 à la convention cadre et convention de gestion) ;
- La délibération n°FAG 098-3117/17/CM du 14 décembre 2017 conclue entre le Département du Var et la Métropole Aix-Marseille Provence au titre du transfert de la compétence Voirie (avenant n°2 à la convention cadre) ;
- La délibération n°FAG 097-3116/17/CM du 14 décembre 2017 portant sur le Transfert

conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Approbation de l'avenant n°1 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;

- La délibération n° FAG 044-7082/19/CM du 24 octobre 2019 portant sur le Transfert conventionnel de la compétence Voirie par le Département du Var - Approbation de l'avenant n°2 à la convention de gestion relative à la compétence voirie sur le territoire de la commune de Saint-Zacharie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique a reporté le transfert des compétences « création, aménagement et entretien de voirie », « signalisation » et « espaces publics » au 1er janvier 2023 pour les communes qui n'avaient pas transféré ces compétences à leur établissement public intercommunal ;
- Que la convention de gestion n°17/0220, établie entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Département du Var, confie provisoirement à ce dernier la gestion des 2,9 km de voiries métropolitaines issues du transfert des voiries départementales du Var pendant une période transitoire dont l'échéance correspond à la date de transfert des compétences communales sus mentionnées ;
- Que la convention de gestion n°17/0220, arrivant à échéance le 31 décembre 2020, nécessite par conséquent d'être prolongée ;
- Que la convention cadre n°2017-116, modifiée par son avenant n°2, dispose que la convention de gestion n°17/0220 peut être renouvelée annuellement.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant à la convention de gestion n°17/0220 dont l'objet est de proroger sa durée jusqu'au 31 décembre 2021, ci-annexé.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/8

Sur le rapport de Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Famille et Provence pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux dénommée Cœur Village située 2 Avenue des Pégoulières à Peypin

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux dénommée « Cœur Village » située 2 Avenue des Pégoulières à Peypin.

Portée par la SA HLM Famille et Provence, cette opération d'un montant total de 1 042 922 euros est financée par un emprunt de 788 522 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les caractéristiques financières dudit prêt figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ce prêt est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 433 687,10 euros, et de la commune de Peypin, co-garante, à hauteur de 45 % soit 354 834,90 euros.

La SA HLM Famille et Provence a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018. Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de prêt N° 111796 en annexe signé entre la SA HLM Famille et Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Famille et Provence a contracté un prêt d'un montant total de 788 522 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements sociaux à Peypin ;
- Que la SA HLM Famille et Provence a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55% pour le service des intérêts et l'amortissement dudit prêt ;
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire ;
- L'analyse financière de la SA HLM Famille et Provence ;
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Famille et Provence.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 788 522 euros souscrit par la SA HLM Famille et Provence auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt N° 111796.

Ce prêt, constitué de cinq lignes, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 7 logements locatifs sociaux dénommée « Cœur Village » située 2 Avenue des Pégoulières à Peypin.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Famille et Provence dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Famille et Provence pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Famille et Provence est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Famille et Provence opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera d'un logement réservé concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Famille et Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/9

Sur le rapport de Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 60 logements sociaux dénommée Les Benezets située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 60 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Les Benezets » située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse.

Portée par la Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 9 079 238 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 7 698 838 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLUS-PLAI n°108867 de 6 258 838 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°108868 de 1 440 000 euros.

Les caractéristiques financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 4 234 360,90 euros, et de la commune de La Bouilladisse, co-garante, à hauteur de 45 % soit 3 464 477,10 euros.

La Société Française des Habitations Economiques a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2018.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction en VEFA et de l'Habitation ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;
- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêt N° 108867 et N° 108868 en annexe signés entre la Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Société Française des Habitations Economiques a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 7 698 838 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 60 logements collectifs locatifs sociaux à La Bouilladisse.
- Que la Société Française des Habitations Economiques a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la Société Française des Habitations Economiques.

- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la Société Française des Habitations Economiques.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 7 698 838 euros souscrits par la Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLUS-PLAI n°108867 constitué de quatre lignes, d'un montant de 6 258 838 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°108868 constitué de deux lignes, d'un montant de 1 440 000 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération « Les Benezets », située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 108867 et n° 108868 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la Société Française des Habitations Economiques pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n° 108867 et n° 108868 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de sept logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5 ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/10

Sur le rapport de Yves MESNARD

Prise en charge du coût des fluides pour les familles des gens du Voyage - Régies métropolitaines aire d'accueil des gens du voyage - Aides exceptionnelles COVID 19

Afin de faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19, le Gouvernement a pris des mesures d'urgence exceptionnelles pour limiter la propagation de la maladie. Ces mesures ont eu pendant la période de confinement, un impact sans précédent sur les acteurs économiques, notamment les familles de Voyageurs qui sont confrontées à un arrêt de leurs activités depuis la date de mise en œuvre du confinement.

Dans ce contexte, le conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a adopté, lors de sa séance du 31 juillet 2020, une délibération de principe afin de contribuer de manière volontaire à la protection des plus démunis que sont notamment les Familles de Gens du Voyage par la prise en charge des coûts de la consommation des fluides, eau et électricité, lors de leur séjour sur une aire métropolitaine et ce, pendant la période de confinement, soit du 17 mars au 10 mai inclus.

Deux dispositifs étaient préfigurés avec d'une part, la remise gracieuse des montants dus aux familles par les régies métropolitaines d'exploitation (régies de : Marseille, Miramas, Aubagne, Martigues) et d'autre part, par la mise en œuvre d'un protocole adapté avec le délégataire de la DSP Métropolitaine

(gestion aires de : Bouc Bel Air, Fuveau, Aix en Provence, Salon de Provence).

La présente délibération a pour objet l'exonération des charges d'eau et d'électricité, des familles ayant séjourné sur les aires faisant l'objet d'une régie métropolitaine pour leur exploitation.

La répartition par aire d'accueil est la suivante :

Aire de Marseille – Saint Menet Territoire Marseille Provence	3 294,94 €
Aire d'Aubagne Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	811,72 €
Aire de Miramas/Saint-Chamas Istres Ouest Provence	1 948,5 €
Aire de Martigues Territoire Pays de Martigues	3 878,45 €
TOTAL	9 933,61 €

Pour les structures d'accueil des Gens du Voyage qui pratiquent un forfait global journalier sans distinction des coûts des fluides, il est pris en compte pour ces derniers la moitié du forfait global.

Il convient d'approuver ladite délibération afin de pouvoir décliner l'exonération des familles conformément au premier dispositif.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et la citoyenneté ;
- La loi 2000-614 du 05 Juillet 2000 relative à l'Habitat et à l'Accueil des Gens du Voyage ;
- La délibération CHL 006-8386/20/CM approuvant le principe de solidarité envers les familles des gens du voyage pendant la période du confinement ;
- La délibération de délégation HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 17 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'étoile du 18 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire d'Istres-Ouest Provence du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La nécessaire solidarité de la Métropole dans la période de confinement, pour les Familles de Voyageurs sur l'ensemble des Structures d'Accueil.
- La nécessaire mise en œuvre du premier dispositif (régie) de prise en charge des coûts des consommations des fluides.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont exonérées les familles des Gens du Voyage, du coût des fluides (eau, électricité) selon les dispositifs exposés ci-dessus, pendant la période du confinement, du 17 mars au 10 mai inclus, pour les aires disposant d'une régie d'exploitation tels que présenté dans les tableaux en annexe.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer tout acte ou document afférent à la mise en œuvre de ce dispositif.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 :

-Etat spécial du Territoire Marseille-Provence – Sous-Politique D220 – Nature 60611 et 60612 – fonction 554.

-Est pris acte d'une réduction des recettes – Sous Politique D220 – Nature 7588 – Fonction 554.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/11

Sur le rapport de Sophie ARTARIA-AMARANTINIS

Modification du règlement intérieur de la salle de spectacle et des festivités "Espace de la Confluence" à Auriol - Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'Espace de la Confluence est un équipement déclaré d'intérêt métropolitain. Il s'agit d'une salle de spectacle et des festivités qui est un espace

pluriculturel dédié plus particulièrement aux spectacles vivants.

Cet équipement est un outil de développement de la politique culturelle du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. En outre, il peut être mis à disposition des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence mais également d'associations.

Par délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le règlement intérieur de cet équipement.

Ce règlement comprenait notamment les règles de fonctionnement et modalités d'utilisation de l'Espace de la Confluence. Il comportait également les conditions financières pour l'utilisation de la salle, à savoir les tarifs de la billetterie et de la mise à disposition de la salle.

Afin de dissocier les règles relatives au fonctionnement de la salle et les conditions financières, il est nécessaire de modifier le règlement intérieur de l'Espace de la Confluence afin de concentrer uniquement les règles de fonctionnement et d'utilisation de la salle.

En ce qui concerne les conditions tarifaires, celles-ci feront l'objet d'une seconde délibération du Conseil de la Métropole relative aux tarifs applicables à l'Espace de la Confluence.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
- La délibération n°06-0306 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 mars 2006 définissant l'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2015/118 déclarant d'intérêt communautaire le projet de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'une salle de spectacle et des festivités sur la commune d'Auriol au sens de la délibération du 15 mars 2006 précitée ;
- La délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation du règlement intérieur de la salle de spectacle et des festivités "Espace de la Confluence" à Auriol ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole est propriétaire d'un équipement déclaré d'intérêt métropolitain : Espace de la Confluence à Auriol ;
- Par délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le règlement intérieur de cet équipement ;
- Que ce règlement intérieur contenait les règles de fonctionnement et modalités d'utilisation de la salle ainsi que les conditions financières d'utilisation (tarifs de la billetterie, tarifs des mises à disposition) ;
- Qu'il est nécessaire de dissocier les règles relatives au fonctionnement de la salle et les conditions financières ;
- Qu'il convient de modifier le règlement intérieur de la salle afin de concentrer uniquement les règles de fonctionnement et d'utilisation de la salle.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le règlement intérieur modifié de l'Espace de la Confluence, ci-annexé.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/12

Sur le rapport de Sophie ARTARIA-AMARANTINIS

Approbation des tarifs de l'Espace de la Confluence à Auriol

L'Espace de la Confluence est un équipement déclaré d'intérêt métropolitain. Il s'agit d'une salle de spectacle et des festivités qui est un espace pluriculturel dédié plus particulièrement aux spectacles vivants.

Par délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le règlement intérieur de cet équipement.

Ce règlement comprenait notamment les règles de fonctionnement et modalités d'utilisation de l'Espace de la Confluence. Il comportait également les conditions financières pour l'utilisation de la salle, à savoir les tarifs de la billetterie et de la mise à disposition de la salle.

Afin de dissocier les règles relatives au fonctionnement de la salle et les conditions financières, il est nécessaire de modifier le règlement intérieur de l'Espace de la Confluence afin de concentrer uniquement les règles de fonctionnement et d'utilisation de la salle. Cette modification fait l'objet d'une autre délibération du Conseil de la Métropole.

Aussi, il convient, par la présente délibération d'une part, de reprendre les tarifs qui étaient auparavant intégrés au règlement intérieur, et d'autre part d'intégrer un tarif réduit 1 aux comités d'entreprises et aux agents métropolitains.

Les tarifs applicables seront les suivants :

- Billetterie (programmation culturelle métropolitaine)

La billetterie comporte un tarif A et un tarif B. La classification des spectacles en tarif A ou B est établie selon des critères de coût, de notoriété et de jaugage du spectacle.

L'abonnement à l'Espace de la Confluence est valable pour 3 spectacles et comprend la réservation de 2 spectacles en tarif B et un spectacle en tarif A.

Les billets sont numérotés, nominatifs et ne sont pas remboursables. Les possibilités d'échanges sont à la discrétion du prestataire en charge de la billetterie.

2/ Mises à disposition

L'Espace de la Confluence peut être mis à disposition à titre onéreux ou à titre gracieux. La mise à disposition à titre gracieux ne peut se faire que sur autorisation expresse de la Métropole ou de son représentant. Elle concernera uniquement des événements à caractère exceptionnel, de nature culturelle et caritative, reconnus d'intérêt général.

Les tarifs ne s'adressent pas aux particuliers, à qui l'Espace de la Confluence ne peut être mis à disposition.

Sont fixés les tarifs relatifs à une mise à disposition sur la base d'une journée, comme suit :
Ces tarifs s'entendent hors prestation de personnel.

Dans le cas d'une mise à disposition supérieure à 3 jours consécutifs, une réduction de 15% du montant de mise à disposition du bâtiment pourra être accordée.

Ces tarifs, qui initialement étaient prévus uniquement pour la saison culturelle 2019/2020, sont reconduits pour la durée de la phase transitoire de gestion directe de la salle par la Métropole.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°06-0306 du Conseil communautaire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 mars 2006 définissant l'intérêt communautaire ;
- La délibération n°2015/118 déclarant d'intérêt communautaire le projet de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'une salle de spectacles et de festivités sur la commune d'Auriol au sens de la délibération du 15 mars 2006 précitée ;
- La délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019 du Conseil de la Métropole portant approbation du règlement intérieur de la salle de spectacle et des festivités "Espace de la Confluence" à Auriol ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole est propriétaire d'un équipement déclaré d'intérêt métropolitain : Espace de la Confluence à Auriol ;
- Par délibération n° CSGE 008-7163/19/CM du 24 octobre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé le règlement intérieur de cet équipement ;
- Que ce règlement intérieur contenait les règles de fonctionnement et modalités d'utilisation de la salle ainsi que les conditions financières d'utilisation (tarifs de la billetterie, tarifs des mises à disposition) ;
- Qu'il convient, par une délibération unique, d'une part, de reprendre les tarifs qui étaient auparavant intégrés au règlement intérieur, et d'autre part d'intégrer un tarif réduit 1 aux comités d'entreprises et aux agents métropolitains.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les tarifs de l'Espace de la Confluence tels que détaillés dans la présente délibération.

Article 2 :

Les recettes seront constatées au budget de fonctionnement 2020 et 2021 de l'Etat Spécial de Territoire au chapitre 70 nature 7062.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/13

Sur le rapport de Danielle MENET

Présentation du rapport d'activité 2019 du délégataire SEMAGORA pour la gestion de service public du Centre des Congrès Agora à Aubagne

La délibération n°48-1211 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a approuvé le choix de la SEMAGORA en tant que délégataire de service public pour la gestion par affermage du Centre de Congrès Agora situé à Aubagne.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 48-1211 du Conseil Communautaire du 7 décembre 2011 de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FAG 008-1288/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°1 au contrat de Délégation de Service Public exécutoire au 20 février 2017 ;

- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Le rapport d'activité 2019 joint en annexe ;
- L'avis de la commission consultative des services publics locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les activités du délégataire doivent faire l'objet d'un rapport annuel relatif à celles-ci.
- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 a été remis par le délégataire SEMAGORA.
- Que ce rapport doit être présenté au Conseil de Métropole.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel pour l'année 2019 du délégataire pour la gestion du service public du Centre des Congrès Agora à Aubagne remis par le délégataire SEMAGORA.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/14

Sur le rapport de Danielle MENET Révision des tarifs contractuels et de la contribution forfaitaire annuelle de la délégation de service public par affermage pour le Centre des Congrès Agora à Aubagne

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié à la société SEMAGORA, l'exploitation et la commercialisation du Centre des Congrès AGORA situé sur la commune d'Aubagne par contrat d'affermage.

La durée du contrat est de 10 ans. Il a pris effet le 1^{er} janvier 2012 et prendra fin le 31 décembre 2021.

L'article 27 du contrat d'affermage stipule que les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire sont indexés au 1^{er} janvier de chaque année par la formule suivante :

$$P = P0 \frac{SYN}{SYN0}$$

Dans laquelle :

P = prix révisé des prestations exécutées,

P0 = prix prévu dans le contrat au mois "zéro" (janvier 2012),

SYN = indice SYNTEC connu au moment de la révision (août 2020) soit 270,1,

SYN0 = même indice que le précédent au mois zéro (janvier 2012) soit 238,60.

Les tarifs et la contribution forfaitaire annuelle ainsi révisés doivent recueillir l'approbation de l'assemblée délibérante avant leur entrée en vigueur. C'est l'objet de la présente délibération.

Ainsi, la nouvelle grille tarifaire usagers, avant et après révision, applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 est annexée au présent rapport.

Par ailleurs, la contribution forfaitaire annuelle au titre de la réservation des salles au profit de l'autorité affermante est fixée à 445 220 € HT en application de l'article 24-3 du contrat d'affermage (dont 84 000 € HT de compensation financière pour la mise à disposition du personnel du délégataire non indexé).

Ce contrat a fait l'objet d'un avenant N°1 ayant pour objet la modification du volume de réservation des locaux au profit de l'autorité affermante approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 15 décembre 2016, entraînant une augmentation de 71 820 € HT de la contribution annuelle.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle modifiée par l'avenant N°1 passe donc de 445 200 € HT à 517 040 € HT. La contribution forfaitaire étant indexée dans les conditions prévues à l'article 27 du contrat d'affermage précédemment énoncées, il en résulte une hausse de 57 169,99 € HT de la contribution annuelle au 1^{er} janvier 2021. La contribution actualisée au 1^{er} janvier 2021 est de 574 209,99 € HT.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le contrat d'affermage pour la gestion du Centre des Congrès AGORA à Aubagne en date du 23 décembre 2011 conclu avec la SEMAGORA ;
- L'avenant N°1 au contrat, approuvé par la délibération N° FAG 008-1288/16/CM du

Conseil de Métropole du
15 décembre 2016 ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'obligation de réviser les tarifs contractuels et la contribution forfaitaire de la délégation de service public au 1^{er} janvier de chaque année.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la révision des tarifs contractuels du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 suivant l'annexe jointe.

Article 2 :

Est approuvée la révision de la contribution forfaitaire du Centre des Congrès AGORA situé à Aubagne, applicable à compter du 1^{er} janvier 2021 pour un montant de 574 209,99 euros HT.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Primitif 2021 de l'Etat Spécial de Territoire, en section de fonctionnement, en dépenses au chapitre 011 sur la nature 611.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/15

Sur le rapport de Danielle MENET

Approbation d'une convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2021-2023 entre le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'activité touristique est un enjeu important pour le développement économique du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et son attractivité. En effet, le tourisme du Pays d'Aubagne et de l'Etoile représente annuellement 1,7 millions de nuitées touristiques, 60 € de dépense touristique moyenne par jour et par personne, 330 000 touristes, près de 105 millions d'euros de consommation touristique et 8 300 lits touristiques.

Ses principaux atouts touristiques reposent sur son riche patrimoine naturel offrant ainsi de véritables opportunités de développement en matière d'activités de pleine nature. Ils s'appuient également

sur un artisanat axé autour du travail de l'argile avec plus d'une soixantaine de potiers céramistes et santonniers et des manifestations attractives dont deux événements majeurs « Argilla » et la « Biennale de l'art Santonnier ». Son terroir est marqué par une agriculture péri-urbaine de qualité avec la marque « Les jardins du Pays d'Aubagne », une douzaine de marchés provençaux par semaine et des produits fabriqués localement (pastis, huile d'olive, fromages de chèvre, safran, vins ...). Son offre culturelle se fonde sur l'œuvre de Pagnol. Enfin, le territoire a un positionnement géographique stratégique en étant situé au cœur du triangle Marseille-Aix-Les calanques de Cassis.

Par voie de convention, l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (OTI) est l'outil de développement touristique et de mise en œuvre de la politique touristique du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Cette compétence déléguée aux différents conseils de territoire a été reconduite le 17 juillet 2020 dans le cadre de la délibération n° HN 007-8079/20/CM portant sur la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et notamment en matière de « promotion et valorisation touristique du territoire, impulsion et participation active au sein de l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ».

La précédente convention triennale (2018-2020) arrivant à son terme au 31 décembre 2020, il convient aujourd'hui de signer une nouvelle convention d'objectifs et de moyens portant sur la période 2021-2023 entre le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et son OTI.

La présente convention a pour but de définir les missions de l'OTI pour la période 2021-2023, ainsi que les moyens que le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'engage à lui attribuer pour lui permettre de réaliser l'ensemble des missions qui lui sont confiées.

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile confie à l'OTI les missions constituant le bloc des compétences obligatoires pour un office de tourisme, à savoir l'accueil et l'information des touristes, la promotion touristique et la coordination des acteurs et partenaires touristiques locaux. L'OTI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile conservera la mission de développement touristique et de mise en œuvre de la politique touristique intercommunale en cohérence avec la stratégie métropolitaine.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 007-8079/20/CM portant délégation au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la promotion et la valorisation touristique du territoire, impulsion et participation active au sein de l'OTI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° TVP 001-2841/17/CM portant sur les orientations de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les compétences liées au tourisme.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le tourisme est un enjeu pour le développement économique local ;
- Que le Conseil de Territoire approuve les missions confiées à l'OTI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que le Conseil de Territoire approuve les termes de la convention proposée ;
- Que le Conseil de Territoire approuve le soutien des actions de développement touristique confiées à l'OTI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2021-2023 entre le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et l'Office de Tourisme Intercommunal du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2021-2023 ainsi que tous actes y afférent.

Article 3 :

De donner un avis favorable au reversement en totalité du montant de la taxe de séjour issue des hébergements touristiques du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'année n-1.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/181120/16

Sur le rapport de Michel LAN

Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) - Arrêt des modalités de collaboration avec les communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

En réponse au découpage de la Métropole Aix-Marseille-Provence en Conseils de Territoire, la loi N°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique est venue préciser qu'au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chaque Conseil de Territoire élabore un RLPi dans son périmètre, et qu'il est chargé de sa préparation et du suivi de son élaboration.

La loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, a été publiée au Journal Officiel du 18 juin 2020. Son article 29 vient reporter de 6 mois l'échéance de caducité des RLP de 1^{re} génération. Cette échéance, initialement prévue au 13 juillet 2020, est donc reportée au 13 janvier 2021, laissant un délai supplémentaire de 6 mois aux communes pour achever la révision de leur RLP communal en cours.

De même, les EPCI ont désormais jusqu'au 13 janvier 2021 pour prescrire l'élaboration d'un RLP intercommunal et bénéficier ainsi du report de 2 ans de cette échéance ouvert par la loi Engagement et Proximité du 27 décembre 2019 (échéance inchangée au 13 juillet 2022), pour les RLP communaux de leur périmètre.

Le RLP de la ville d'Aubagne en cours de révision générale, est concerné par cette échéance de caducité. Afin de bénéficier du report de deux ans, la ville a sollicité de la part du Territoire, la prescription d'un RLPi à son échelle.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement, tout en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires. Conformément à l'article L. 153-8 du Code de l'Urbanisme, le Règlement Local de Publicité intercommunal doit

être élaboré « en collaboration avec les communes membres ». Il appartient au Conseil de Territoire d'arrêter les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant l'ensemble des maires des communes membres.

Par courrier en date du 23 octobre 2020, puis par courriel le 9 novembre 2020, les maires des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été conviés à la première conférence intercommunale qui s'est tenue le 18 novembre 2020, au cours de laquelle les modalités de collaboration suivantes ont été examinées et débattues :

- **Les principes généraux des modalités de collaboration sont les suivants :**

- La collaboration sera menée avec les douze communes en amont de la prescription du RLPi et jusqu'à son approbation ;
- La collaboration sera menée avec l'ensemble des communes à chacune des étapes de l'élaboration du RLPi.

- **Les modalités de collaboration sont les suivantes :**

- La conférence intercommunale des maires :

Conformément au Code de l'Urbanisme, la conférence intercommunale des maires des communes concernées doit être réunie préalablement à l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes membres et après l'enquête publique, afin que les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête y soient présentés. Outre ces deux réunions obligatoires, il est proposé de réunir la conférence intercommunale :

- préalablement à l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole ;
- préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

La conférence intercommunale pourra être sollicitée de façon supplémentaire au gré des besoins et des validations selon l'avancée du projet de RLPi.

- La saisine pour avis des conseils municipaux des communes concernées :

Conformément au Code de l'Urbanisme, l'avis des conseils municipaux sur le projet arrêté doit être recueilli.

Outre cette saisine obligatoire, il est proposé de solliciter l'avis « simple » des conseils municipaux préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

- Le « groupe de travail RLPi »

Afin de permettre aux communes et à leur Maire de participer aux travaux d'élaboration du RLPi il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, « un groupe de travail RLPi ». Il regroupera les Maires des douze communes membres - ou leurs représentants -, accompagnés, en tout état de cause, de leurs techniciens. Ce groupe de travail pourra être réuni par le Conseil de Territoire par tout moyen.

Le groupe de travail RLPi assurera notamment, le pilotage général de l'élaboration du RLPi et de la procédure.

Il appartient désormais au Conseil de Territoire, conformément aux dispositions de l'article L. 134-11 du code de l'urbanisme, d'arrêter ces modalités de collaboration avec les communes membres.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes, ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne ;
- La délibération n°HN 007-8079/20/CM du 17 juillet 2020 portant « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » ;
- La conférence intercommunale des maires en date xxx portant sur l'examen des modalités de collaboration entre le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses communes membres ;
- Les avis des communes sur la définition des modalités de collaboration avec les communes ;

- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile définissant les modalités de collaboration avec ses communes membres.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le RLPi doit être élaboré en collaboration avec les communes membres ;
- Que le Conseil de la Métropole va engager l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Qu'il convient désormais d'arrêter les modalités de collaboration présentées et discutées lors de la première conférence intercommunale qui s'est tenue le 18 novembre 2020.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Sont arrêtées les modalités de collaboration avec les communes membres du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dans le cadre de la procédure d'élaboration du RLPi du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

- **Les principes généraux des modalités de collaboration sont les suivants :**
 - La collaboration sera menée avec les douze communes en amont de la prescription du RLPi et jusqu'à son approbation ;
 - La collaboration sera menée avec l'ensemble des communes à chacune des étapes de l'élaboration du RLPi.
- **Les modalités de collaboration sont les suivantes :**
 - La conférence intercommunale des maires :

Conformément au Code de l'Urbanisme, la conférence intercommunale des maires des communes concernées doit être réunie préalablement à l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes membres et après l'enquête publique, afin que les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête y soient présentés. Outre ces deux réunions obligatoires, il est proposé de réunir la conférence intercommunale :

- préalablement à l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole ;

- préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

La conférence intercommunale pourra être sollicitée de façon supplémentaire au gré des besoins et des validations selon l'avancée du projet de RLPi.

- La saisine pour avis des conseils municipaux des communes concernées

Conformément au Code de l'Urbanisme, l'avis des conseils municipaux sur le projet arrêté doit être recueilli.

Outre cette saisine obligatoire, il est proposé de solliciter l'avis « simple » des conseils municipaux préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

- Le « groupe de travail RLPi »

Afin de permettre aux communes et à leur Maire de participer aux travaux d'élaboration du RLPi il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, « un groupe de travail RLPi ». Il regroupera les Maires des 12 communes membres - ou leurs représentants -, accompagnés, en tout état de cause, de leurs techniciens. Ce groupe de travail pourra être réuni par le Conseil de Territoire par tout moyen.

Le groupe de travail RLPi assurera notamment, le pilotage général de l'élaboration du RLPi et de la procédure.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/181120/17

Sur le rapport de Michel LAN

Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Prescription de l'élaboration - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'Environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'Environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'Environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'Environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'Environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'Environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP). Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des RLP :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité ;

- depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'appliquent (art. L. 581-14 Code de l'Environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (art. L. 581-7 du Code de l'Environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'Environnement et en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires. Elle a également fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'Environnement). Ce délai expirerait le 13 juillet 2020.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique permet dorénavant d'élaborer des Règlements Locaux de Publicité intercommunaux (RLPi) à l'échelle des Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Par ailleurs elle est venue repousser de deux ans le délai pour les EPCI de prescrire un RLPi sur leur Territoire, initialement prévue au 13 juillet 2020.

L'article 29 de la loi n° 2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire vient quant à lui reporter de 6 mois l'échéance de caducité des RLP de 1^{ère} génération. Cette échéance, initialement prévue au 13 juillet 2020, est donc reportée au 13 janvier 2021, laissant un délai supplémentaire de 6 mois aux communes pour achever la révision de leur RLP communal en cours à la condition que le Territoire auquel elles appartiennent, prescrive l'élaboration d'un RLPi.

Sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, Le RLP de la ville d'Aubagne en cours de révision générale, est concerné par cette échéance de caducité. Afin de bénéficier du report de caducité, la ville a sollicité de la part du Territoire, la prescription d'un RLPi à son échelle.

Aussi, la conférence intercommunale des douze maires du Pays d'Aubagne et de l'Etoile s'est réunie afin de débattre ensemble de l'opportunité d'engager une procédure d'élaboration d'un RLPi et de définir ensemble les modalités de collaboration, qui ont par ailleurs, été arrêtées par une délibération en Conseil de Territoire en date du 18 novembre 2020. Il convient désormais que le Conseil de la Métropole, compétent en la matière, prescrive le RLPi sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

C'est dans ce contexte juridique adapté à la Métropole Aix-Marseille-Provence que s'engage l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire du Pays de d'Aubagne et de l'Etoile.

Les objectifs poursuivis :

Les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :

- Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile notamment en maîtrisant l'implantation des enseignes et pré-enseignes sur le territoire ;
- Améliorer le cadre de vie en identifiant les espaces à préserver pour des raisons paysagères, patrimoniales...et les protéger ;
- Concevoir et rédiger le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale ;
- Réinterroger les zones de publicités autorisées tout en participant au dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle du territoire, garantir les entrées de ville, des centres villes de qualité et des zones d'activités attractives ;
- Elaborer un document en adéquation et complémentaire au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal en cours d'élaboration.

Les modalités de la concertation :

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

- Un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence et mis à la disposition du public au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et dans chacune des communes concernées aux jours et heures habituelles d'ouverture au public ;
- Le public pourra s'exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - En les consignant dans les registres mis à disposition au siège du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et dans chacune des mairies des communes concernées aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
 - Et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
Concertation sur le règlement local de publicité intercommunal
932 avenue de la Fleuride – ZI des Paluds – 13400 Aubagne ;
- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet du RLPi y soit présenté :
 - Une réunion générale à l'échelle du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
 - Une réunion à l'échelle des bassins de vie nord et sud.
- Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes, ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne ;
- La délibération HN 007-8079/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La conférence intercommunale des maires du 18 novembre 2020 portant sur l'examen des modalités de collaboration entre le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et ses communes membres ;
- La délibération du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile arrêtant les modalités de collaboration avec ses communes membres du 18 novembre ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que depuis le 1er janvier 2018 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de Règlement Local de Publicité.
- Qu'il convient de prescrire l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- Qu'il appartient au Conseil de la Métropole de définir les objectifs poursuivis par le RLPi, ainsi que les modalités de la concertation avec le public.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est prescrite l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

Sont approuvés les objectifs poursuivis tels qu'exposés en amont dans le cadre de l'élaboration

du RLPi du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 3 :

Sont définies les modalités de la concertation avec le public, conformément aux dispositions des articles L. 103-2 et suivants du Code de l'Urbanisme, comme exposées précédemment.

Article 4 :

La présente délibération sera notifiée à l'ensemble des personnes publiques associées et consultées, conformément à l'article L. 153-11 du Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Conformément aux dispositions des articles R. 153-20 et R. 153-21 du Code de l'Urbanisme, cette délibération sera affichée pendant 1 mois au siège de la Métropole et dans les mairies des communes membres concernées. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département des Bouches-du-Rhône et du Var ; La délibération devra également être publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/18

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation de la convention d'intervention foncière à vocation économique entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune d'Aubagne et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur - Territoire du Pays d'Aubagne

Le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile constitue un espace économique majeur au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La commune d'Aubagne, ville centre du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile avec ses 46 200 habitants accueille près de 70% de l'emploi du territoire.

En tant que pôle économique majeur à l'Est de Marseille, la ville d'Aubagne a pour enjeu d'une part de renforcer son attractivité économique et d'autre part de faciliter et développer l'installation d'entreprises et leur expansion. L'une des clés de la requalification de ce territoire économique réside dans la capacité à mobiliser du foncier en libérant et en réhabilitant des biens, ce qui permettra également de fluidifier le parcours résidentiel des entreprises.

En dédiant 50 hectares à vocation économique sur le territoire communal, le PLU actuel de la ville d'Aubagne ainsi que le PADD du PLUi en cours d'établissement confirment son ambition de développement économique.

Une convention d'intervention foncière en phase anticipation réalisation lie actuellement l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte

d'Azur (EPF PACA) la Métropole et la ville d'Aubagne, afin d'accompagner le développement économique en renouvellement urbain des zones industrielles et d'activités des Paluds et de Napollon.

Ce partenariat a permis d'assurer une veille foncière active sur les sites précités, relativement tendus en termes de prix et peu dynamiques en termes de marchés fonciers et immobiliers.

Par ailleurs, des études visant à élaborer une stratégie de développement économique en lien avec d'autres thématiques comme la mobilité, la voirie ou encore l'environnement, ont été copilotées.

Aujourd'hui l'ensemble de ces travaux a été repris dans le Dispositif d'Offre Foncière et Immobilière Economique (DOFIE) approuvé par la Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 11 décembre 2018.

Ce dispositif a pour objectif de reconquérir du foncier en faveur du développement économique afin de répondre aux besoins estimés à 1450 hectares de foncier sur 15 ans dont 400 hectares d'ici 2021. Il cible sur l'ensemble du territoire de la Métropole les opérations présentant un potentiel foncier et propose une temporalité des sites en fonction de leur état d'avancement et de leurs contraintes techniques.

Sur la commune d'Aubagne, plusieurs parcs d'activités et pôles d'activités à requalifier ou à densifier à moyen ou long terme ont été identifiés par le DOFIE, pour conforter la capacité d'accueil des activités artisanales, industrielles et productives généralistes.

Il s'agit notamment des sites dits « Paluds » et des sites Napollon, faisant déjà l'objet d'un partenariat avec l'EPF mais également des sites Camp-Sarlier et Pôle Alpha.

La convention d'intervention foncière précitée arrivant à échéance au 31 décembre 2020, la commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence ont sollicité l'Etablissement Public Foncier PACA pour poursuivre et étendre une mission d'intervention foncière en phase impulsion-réalisation sur les sites économiques du territoire communal représentant un périmètre d'environ 300 hectares.

Les sites d'intervention retenus sont les suivants :

- La zone industrielle des Paluds ;
- La zone économique de Napollon et ses extensions nord et sud ;
- Le secteur de Pôle Alpha ;
- Le secteur de Camp Major ;
- Le parc d'activités de Camp de Sarlier.

Ces sites accueillent des parcs d'activités à vocation principalement artisanale à densifier et à redynamiser. Ils concentrent des enjeux spécifiques d'acquisition de friches et de foncier nus et une

problématique commune de gestion des eaux et d'inondabilité.

La convention prendra effet à compter de sa notification et prendra fin le 31 décembre 2025. Cette durée pourra faire l'objet d'une prorogation par avenant si nécessaire.

Le montant de la présente convention est fixé à 10 M€ (dix millions d'euros) afin de mener à bien les acquisitions, les études et les frais de portage afférents.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs.

Enfin, la gestion des biens vacants acquis est assurée par la commune par le biais d'une convention conclue par ailleurs avec la SEM FACONEO.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° 6-1015 du conseil communautaire de PAE en date du 26 octobre 2015 approuvant la convention d'intervention foncière avec l'EPF PACA sur la zone industrielle des Paluds ;
- La délibération n° FAG 013-495/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le principe comptable de la prudence pour le choix du régime des provisions pour risque ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégations de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole au Conseil de Territoire ;
- L'avis émis par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne souhaitent

poursuivre et étendre une politique foncière partenariale et volontariste pour répondre aux enjeux de développement économique du territoire de la commune d'Aubagne ;

- Que les secteurs les Paluds, Napollon, Camp Sarlier et Pôle ALPHA sont identifiés dans le Dispositif d'offre foncière et immobilières économique de la Métropole (DOFIE) ;
- Qu'il convient que l'EPF PACA assure une veille foncière active, saisisse des opportunités et constitue des réserves foncières afin d'accompagner la reconversion et la restructuration de ces zones d'activités économiques.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention d'intervention foncière en développement économique en phase impulsion-réalisation conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Etablissement Public Foncier PACA et la commune d'Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer la convention susvisée et toutes les pièces liées à ce dossier.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/19

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Attribution d'un complément de subvention à Pays d'Aix Développement pour abondement du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorceage (AMPA) - Approbation d'un avenant

Conformément aux objectifs énoncés dans son Agenda de Développement Économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé, par délibération n° ECO 002-4587/18/CM du 18 octobre 2018, de créer le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorceage (AMPA). Celui-ci intervient sous forme de prêt à taux zéro d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation.

La délibération précitée a également acté le rôle de l'association Pays d'Aix Développement (PAD) qui, au regard de son objet statutaire et de son expertise, assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

En 2019, 53 projets ont été recensés et analysés en amont par PAD et 24 dossiers présentés en comité de sélection. Sur la base de critères de sélection très rigoureux, 13 projets ont été retenus, pour un montant de 455 000 euros.

Par délibération n° ECO 047-7288/19/BM en date du 19 décembre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'attribuer à l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, une subvention de 202.600 € au titre du dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA) pour l'année 2020, basée sur les participations des quatre territoires de Marseille Provence (68 000 euros), Pays d'Aix (100 000 euros), Pays d'Aubagne et de l'Etoile (20 800 euros) et Pays de Martigues (13 800 euros). Une convention bilatérale a été signée à cet effet le 12 février 2020.

A ces financements s'ajoutent les remboursements des bénéficiaires, pour un montant estimé à 80 000 euros.

Initialement chiffré à 380 200 euros, le budget prévisionnel intégrait notamment les fonds de revitalisation, comme ce fut le cas en 2019 (90 250 euros). Or il n'a pas été possible de mobiliser ces fonds pour l'année 2020. Par conséquent, la dotation du dispositif AMPA pour 2020 s'établit à 282 600 euros.

Malgré la crise sanitaire et ses répercussions sur l'économie, le dispositif AMPA a maintenu durant l'année 2020 un rythme d'engagement soutenu, avec six dossiers engagés à ce jour, représentant un montant de 195 000 euros. Sept projets sont actuellement à l'étude et pourraient faire l'objet d'un engagement à l'issue du comité de sélection de fin d'année.

Dans cette perspective, il est proposé d'abonder le fonds AMPA par l'octroi d'une subvention de 70 000 euros supplémentaire, portant la participation du Territoire Marseille-Provence à 138 000 euros.

Le budget prévisionnel de l'action s'établirait en conséquence à 352 600 euros.

Ainsi, il est proposé de modifier, par voie d'avenant, en application de l'article 9 de la convention signée, le montant de la participation du Territoire Marseille Provence ainsi que le budget prévisionnel de l'action. Afin de ne pas pénaliser l'association PAYS D'AIX DEVELOPPEMENT, il est proposé de proroger de six mois la durée d'exécution financière de la convention.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier ;
- La délibération n° HN 001-17/07/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement ;
- La délibération n° ECO 047-7288/19/BM du 19 décembre 2019 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 17 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 16 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 12 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence est d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation afin d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine.
- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes.
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage.
- Que la Métropole souhaite affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds.
- Que conformément à la convention cadre conclue entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un

abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribué un complément de subvention d'un montant de 70 000 euros sur le Territoire Marseille-Provence.

Article 2 :

Est approuvé l'avenant n° 1 à la convention initiale signée avec Pays d'Aix Développement.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant ainsi que tout document afférent à cette délibération.

Article 4 :

Les crédits nécessaires ont été inscrits au Budget supplémentaire 2020 à l'État Spécial de Territoire de Marseille-Provence en section de fonctionnement Sous-Politique B320 – Chapitre 65, nature 65748, fonction 61.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/20

Sur le rapport de Bernard DESTROST

Attribution d'une convention d'objectifs avec l'association Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Côte Provençale – Atelier Bleu du Cap de l'Aigle - dans le cadre de la fiche action E 34 du Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune et attribution d'une subvention – Approbation de l'avenant n°1

L'association CPIE Côte Provençale a présenté un programme d'animation dans les établissements scolaires primaires du territoire du Bassin Versant de l'Huveaune de « Programme d'animation dans les établissements scolaires primaires du territoire du Syndicat du Bassin Versant de l'Huveaune Sensibilisation au développement durable sur le thème de l'eau 2019-2020 ».

Ce programme s'inscrit dans le cadre de la fiche action E 34 du Contrat de rivière du bassin versant de l'Huveaune dont la phase 2 du Contrat de rivière est en cours de construction. L'association CPIE Côte Provençale a ainsi proposé un parcours d'éducation sur l'environnement sur l'eau, pour 25 classes de primaires du territoire du Bassin Versant de l'Huveaune (dont 20 classes sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile) sur les années scolaires 2016-2017 et 2017-2018, puis pour 15 classes pour l'année 2018-2019 (dont 9 classes sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile). L'association propose de continuer ce programme auprès de 13 classes (dont 8 classes sur le Pays d'Aubagne et de l'Etoile).

Au travers d'animations interactives, d'expérimentations scientifiques, de manipulations pratiques, les scolaires découvriront et étudieront les enjeux liés à l'eau de leur territoire, appréhenderont les problématiques mondiales et se responsabiliseront quant à leurs gestes et comportements au quotidien vis-à-vis de la ressource en eau. Une attention particulière sera portée à faire découvrir les acteurs de l'eau du territoire, en les associant aux parcours, soit dans le cadre d'interventions en classe, soit de rencontres ou de visites sur leurs sites d'interventions (Fédération de pêche, associations environnementales et patrimoniales, gestionnaires de l'eau...).

Suite à la crise sanitaire de la COVID-19, les actions de sensibilisation n'ont pas pu avoir lieu. Or, l'association propose de reporter ces interventions durant la période de novembre 2020 à fin mars 2021.

Afin de soutenir ce programme d'action de sensibilisation au développement durable en lien avec le contrat de rivière du Bassin Versant de l'Huveaune, il est proposé d'autoriser ce report d'action pour la réalisation d'animations, prévue initialement sur l'année 2019-2020, sur la période de novembre 2020 à fin mars 2021.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- La volonté du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de soutenir les actions d'éducation au développement durable auprès des scolaires du territoire ;
- Les engagements pris dans le cadre du contrat de rivière Bassin Versant de l'Huveaune.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver l'avenant n°1 à la convention ci-annexé autorisant le report d'interventions dans les classes primaires du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Article 2 :

D'autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°1 de la convention d'objectifs.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits au budget 2019 de l'Etat Spécial de Territoire nature fonctionnement chapitre 65 imputation 65748.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/181120/21

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Modification unilatérale de contrats de délégation de service public pour l'exploitation des parkings métropolitains, et des parcs en régie d'Istres et de Cassis pendant les deux week-ends des 12 et 13 et 19 et 20 décembre 2020, précédant les fêtes de fin d'année

Les commerces des centres-villes des communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence souffrent d'une diminution de fréquentation. En outre, la période de Noël est un moment propice à la relance de l'activité économique de la cité.

Aussi, dans le cadre de ses compétences « Stationnement » et « Développement économique » la Métropole a décidé d'accompagner cette période de fêtes de fin d'année et plus globalement l'activité des centres-villes, en offrant la gratuité du stationnement au sein de certains des parkings métropolitains concédés des centres-villes.

Il s'agit d'une décision unilatérale qui s'appliquera durant deux week-ends de décembre, soit les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020. Deux heures de stationnement gratuit seront mises en place au sein des parkings de la ville d'Aix-en-Provence, Marseille, La Ciotat, Cassis et Aubagne.

Sur les parkings des autres Territoires, cette gratuité s'appliquera durant la plage horaire d'ouverture des commerces de 10h à 19h. Cela concerne les communes de Martigues, Istres et Salon de Provence.

La Métropole procédera à la compensation de la perte de recettes constatée dans les créneaux susvisés à l'exception de tout autre frais. Les délégataires transmettront à l'issue de la période, un état récapitulatif de ces pertes.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération 02/749/DSC du 16 décembre 2002 de la Ville de Marseille concernant le transfert des parcs de stationnement, et les contrats de délégation de service public
- concernant leur gestion, à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/342 (parkings Castellane et Préfecture) confié à la Société Méditerranéenne de Stationnement – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/343 (parking De Gaulle et Jaurès confié à la Société Sogeparc – Groupe Vinci Park - INDIGO) ;
- Le contrat de délégation de service public n° 91/354 (parkings Baret, Monthyon, Julien, Gambetta, Phocéens, Corderie) géré par la Société Qpark),
- Le contrat de délégation de service public n° 19/04 (parking Estienne d'Orves) confié à la société INDIGO ;
- Le contrat de délégation de service public n° 07/143 (parking République – Groupe Vinci Park - INDIGO),
- Le contrat de délégation de service public n° 14/005 (parking Vieux Port Hôtel de Ville - société Q-PARK)
- Le contrat de délégation de service public n° 15/1623 (parc en enclos de Marseille – Société Effia Stationnement Marseille)
- Le contrat de délégation de service public n° 07/136 (parkings Arvieux et Espercieux – Groupe Q-Park)
- Le contrat de délégation de service public n° 09/149 (parking Vieux Port Fort Saint Jean – Groupe Indigo)
- Le contrat de délégation de service public n°2015/160 (parkings Verdun (La Ciotat) – SAGS) • Le contrat de délégation de service public n°06/123 (parkings Centre et Vieux Port (La Ciotat) – Indigo)
- Le contrat de délégation de service public n°14/026 (parkings Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan (Cassis) – Effia Stationnement)

- Régie métropole parking Marché (Cassis)
- Le contrat de délégation de service public du 29 décembre 1986 (parkings Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde (Aix en Provence) – SEMEPA)
- Le contrat de délégation de service public du 24/10/2003 (parking Rotonde (Aix en Provence) – SEMEPA)
- Le contrat de délégation de service public du 3 juillet 1991 (parkings L'Empéri et Portail Coucou (Salon de Provence) – Indigo)
- Le contrat de délégation de service public du 1^{er} janvier 2002 (parkings Centre ancien, Beaumond, et 8 Mai 1945 (Aubagne) – Q-Park)
- Régie métropole parkings d'Istres (Arnavaux, Victor Hugo, Les Carmes)
- Le contrat de délégation de service public du 1^{er} janvier 2017 (parking Degut (Martignes) – SEMOVIM)
- Le contrat de délégation de service public du 21 janvier 1992 (parking Rayettes (Martignes) – SEMOVIM) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les centres-villes connaissent une baisse de fréquentation récurrente de leurs commerces ;
- Que dans le cadre de ses compétences « Parcs de Stationnement » et « Développement Economique », la Métropole souhaite accompagner l'activité commerciale en offrant la gratuité du stationnement au sein des parkings métropolitains durant les deux week-ends précédant les fêtes de Noël (12, 13, 19 et décembre 2020) ;
- Que cette décision concerne les parkings concédés à la société INDIGO (Parkings Castellane,
- Charles de Gaulle, Jaurès, République, Préfecture, Vieux Port Fort Saint Jean, Estienne d'Orves (Marseille), Centre, Vieux Port (La Ciotat), L'Empéri et Portail Coucou (Salon)) ; à la société Q-PARK (Parkings Monthyon, Phocéens, Baret Saint Ferréol, Vieux Port Hôtel de Ville, Cours Julien, Gambetta, Corderie, Arvieux, Espercieux, Marché, Centre Ancien, Beaumond, 8 Mai 1945 (Aubagne)) ; à la société SAGS (parking Verdun) ; à la société Effia Stationnement (parkings en enclos des plages (P1 à P7), Providence, Tilleuls, Beaugéard (Marseille), parkings Mimosas, Viguerie et enclos Daudet, Madie, Bestouan (Cassis) ; à la SEMEPA (parkings La Rotonde, Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeurs, Mignet, Bellegarde) ; à la SEMOVIM (parkings Degut et Rayettes) ; les parcs en régie (Marché à

Cassis, Arnavaux, Victor Hugo et les Carmes à Istres) ;

- Que la Métropole procédera à la compensation de la perte de recettes constatée dans le créneau susvisé à l'exception de tout autre frais ;
- Que cette modification des contrats de délégation de service est prise pour motif d'intérêt général unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la mise en place de deux heures de gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020 dans les parkings concédés d'Aix-en-Provence, Marseille, Cassis, La Ciotat et Aubagne. Ces heures de stationnement gratuites complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période énoncée, dans les parkings ci-dessous.

Article 2 :

Est approuvée la mise en place de la gratuité du stationnement, les samedis et dimanches 12, 13, 19 et 20 décembre 2020, durant la plage horaire de 10h00 à 19h00, couvrant la période d'ouverture des commerces au public dans certains autres parkings du territoire métropolitains. Ces heures de stationnement gratuit complètent les grilles tarifaires actuellement en vigueur pour la période énoncée, dans les parkings ci-dessous.

Article 3 :

Cette mesure, décidée unilatéralement par la Métropole Aix-Marseille Provence, pour motif d'intérêt général, s'appliquera durant la période décrite dans les articles 1 et 2 de la présente, au sein des parkings métropolitains concédés aux Sociétés INDIGO, QPARK, SAGS, SEMEPA et SEMOVIM et EFFIA Stationnement et des parcs gérés en régie d'Istres et Cassis. Les parkings concernés par cette mesure sont les suivants:

Pour la Société INDIGO :

- Parkings Castellane et Préfecture DSP n°91/342
- Parkings Charles de Gaulle, Jaurès DSP n°91/343
- Parking République DSP n°07/143
- Parking Estienne d'Orves DSP n° 19/04
- Parking Vieux Port Fort Saint Jean DSP n°09/149
- Parkings Centre et Vieux Port à La Ciotat, DSP n°06/123
- Parkings L'Empéri, Portail Coucou à Salon de Provence, DSP du 3 juillet 1991

Pour la Société QPARK :

- Parkings Monthyon, Corderie, Gambetta, Cours Julien, Phocéens et Baret Saint Ferréol – DSP n°91/354
- Parking Vieux Port Hôtel de Ville - DSP n°14/005
- Parkings Arvieux et Espercieux – DSP n°07/136
- Parkings Marché, Centre Ancien, Beaumond, 8 Mai 1945, Hôpital à Aubagne, DSP du 1^{er} février 2002

Pour la Société SAGS :

- Parkings Verdun à La Ciotat, DSP n°2015/160

Pour la Société Effia Stationnement :

- Parkings en enclos de Marseille – DSP n°15/1623
- Parkings Viguerie, Mimosas et enclos Daudet, Madie, Bestouan à Cassis, DSP 14/026

Pour la SEMEPA :

- Parking La Rotonde à Aix en Provence – DSP du 24/10/2003
- Parkings Carnot, Méjanes, Pasteur, Signoret, Cardeur, Mignet et Bellegarde à Aix en Provence – DSP du 29 décembre 1986

Pour la SEMOVIM :

- Parking Rayettes à Martigues – DSP du 21 janvier 1992
- Parking Degut à Martigues – DSP du 1^{er} janvier 2017

Pour les parkings gérés en régie :

- Parkings Arnavaux, Victor Hugo et Les Carmes à Istres
- Parking Marché à Cassis

Article 4 :

Les crédits nécessaires à la compensation de ces gratuités, seront inscrits sur les budgets 2020 et suivants des Etats Spéciaux des territoires concernés ainsi que sur le budget annexe stationnement de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/22

Sur le rapport d'Alain ROUSSET

Présentation du rapport d'activité du groupement SPL Façonéo-RTM pour l'exploitation du réseau de transport de voyageurs Lignes de l'Agglo pour l'année 2019

Par délibération N° TRA 008-2332-17 du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 a été

approuvé le choix de confier à la SPL FACONEO Mobilité associée à la Régie des Transports Métropolitains, le Contrat d'Obligation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de 4 ans et 4 mois.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen du rapport d'activité 2019 est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte.

Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains, dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°TRA 008-2332-17 du Conseil Métropolitain en date du 13 juillet 2017 approuvant le choix de confier au groupement Façonéo RTM, le Contrat d'Obligation de Service Public relatif à l'exploitation du service public de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour une durée de 4 ans et 4 mois ;
- La délibération N°TRA 014-3252-17-CM du 14 décembre 2017, relative à l'approbation de l'avenant n°1 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°TRA 027-5117/18/CM du 13 décembre 2018, relative à l'approbation de l'avenant n°2 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération N°TRA 027-5117/18/CM du 19 décembre 2019, relative à l'approbation de l'avenant n°3 au Contrat OSP relatif à l'exploitation du réseau de transport urbain de voyageurs sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 18 novembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire du contrat OSP, pour l'année 2019, a été remis par le Groupement SPL FACONEO – RTM.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019, remis par le Groupement SPL FACONEO – RTM.

AVIS FAVORABLE

CT4/181120/23

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation d'un soutien exceptionnel aux commerces de proximité des communes du territoire

L'épidémie de COVID a généré et génère une crise sanitaire sans précédent conduisant au confinement de la moitié de la population mondiale avec de lourds impacts sur les modes de vie, la consommation et l'économie à l'échelle planétaire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, ses Territoires, ses 92 communes et ses 1,8 million d'habitants n'ont pas été épargnés. Les entreprises, qui continuent de vivre en s'adaptant aux mesures étatiques, restent marquées par cette période et en attente de perspective d'avenir.

Pendant le premier confinement, des efforts considérables ont été engagés par Aix-Marseille-Provence, ses Territoires et ses communes ainsi que l'ensemble des acteurs publics (Etat, Région, Département, chambres consulaires, etc) pour informer et protéger au mieux les habitants et le tissu économique. Un plan d'urgence métropolitain a été mis en place avec des actions en faveur de la continuité du service public (communication, transports, déchets, etc), de la santé des habitants et de la solidarité envers les plus fragiles (matériels de protection, désinfection des rues, paniers

alimentaires, aides aux jeunes notamment étudiants, etc) et des mesures exceptionnelles pour soutenir les entreprises et sauvegarder les emplois (aides à la trésorerie, report/annulation de loyers et redevances d'occupation du domaine public, etc).

En outre, un plan de relance, adopté le 31 juillet 2020 par le Conseil de la Métropole, porte l'ambition de permettre le renouveau des territoires en intégrant comme finalité le soutien à l'emploi, l'inclusion sociale et la réussite d'un virage écologique. Sa première action vise à "soutenir massivement les secteurs économiques durement touchés, pourvoyeurs d'emplois et de retombées locales", afin de permettre la survie de son tissu économique local.

Depuis l'instauration d'un nouvel état d'urgence sanitaire et d'un nouveau confinement, le tissu économique de nos territoires vit une nouvelle phase de tension. Les spécificités démographiques et économiques du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, comprenant de nombreux commerces de cœurs de villes et de villages, implique un soutien du Territoire dans le cadre du plan de relance précité et de la stratégie métropolitaine de soutien au commerce de proximité. En effet, dès le 30 mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue l'une des toutes premières métropoles à s'engager en faveur du commerce de proximité à travers son agenda du développement économique, voté en conseil métropolitain. L'une de ses orientations stratégiques consistait à construire une métropole de proximité proche de ses habitants en accompagnant tous les territoires dans leurs politiques en faveur du commerce de proximité et de l'artisanat, en particulier par des dispositifs d'aide à l'immobilier. Dans le contexte actuel et afin d'adapter au mieux son action sur le terrain, il est proposé de mener une action ciblée notamment sur l'aide aux loyers en lien avec les communes de son territoire, la proximité de ces dernières permettant de déterminer au mieux les besoins.

L'aide aux loyers du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile intervient pour soutenir l'extension d'activités économiques. L'extension s'entend comme une augmentation des moyens de productions, et ce soutien aux commerçants leur permettra de multiplier leurs moyens de productions et de distributions, en investissant sur des outils innovants de vente à emporter type « click & collect », de livraison, de valorisation et de diffusion sur des plateformes nouvelles.

Ainsi, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile souhaite mettre en place un plan de soutien et d'accompagnement au développement des commerces de nos cœurs de villes et de villages, sur la base de « 1 euro par habitant pour nos commerces ». Il s'agit de soutenir dans leur développement alternatif (click & collect, plateforme numérique, vente à emporter, livraison sous-traitée) les commerces de proximité fermés administrativement, pour étendre leur production et leur distribution. Cette aide se traduira par une participation financière du Territoire, via la

Commune conventionnée, à hauteur de 50% du loyer payé par l'entreprise, dans la limite de 400 euros par entreprise. La Commune conventionnée pourra compléter, si elle le souhaite, le reste à charge du loyer de l'entreprise.

Les commerces dans les cœurs de villes et de villages relèvent d'une activité de proximité. C'est donc en étant au plus près du terrain que les Communes pourront aider le Pays d'Aubagne et de l'Etoile à identifier les commerces nécessitant ce soutien à leur développement. Ainsi, les Communes établiront une liste des commerces susceptibles d'être accompagnés, pour transmission d'ici le 17 décembre aux équipes du Territoire, afin de finaliser ce soutien exceptionnel.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°201561085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- Le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- L'élection de Monsieur Serge PEROTTINO en qualité de Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en date du 13 juillet 2020 ;
- La délibération HN 007-8079/20/CM du 17 juillet 2020 portant « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération FBPA 033-8303/20/CM du Conseil de la Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'adoption du plan de relance de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Le caractère exceptionnel de la crise liée à l'épidémie de COVID-19 et le besoin de mesures spécifiques pour atténuer ses effets délétères sur les habitants et les entreprises à court mais aussi moyen terme ;
- La volonté du Territoire de réduire l'impact du choc sanitaire sur ses entreprises, notamment dans la capacité de celles-ci à payer leurs loyers et à accroître leurs moyens de productions et de distributions ;
- La nécessité de constituer un relais avec les communes du territoire afin de permettre une efficacité dans l'aide apportée aux commerces de proximité.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Afin de soutenir le commerce de proximité et permettre, dans cette période de crise, d'atténuer l'impact du choc sanitaire, sont attribuées les sommes ci-après :

- Aubagne : 46 200 euros
- Auriol : 11 900 euros
- Belcodène : 1900 euros
- Cadolive : 2 200 euros
- Cuges les Pins : 5 000 euros
- La Bouilladisse : 6 200 euros
- La Destrousse : 3 500 euros
- La Penne-sur-Huveaune : 6 500 euros
- Peypin : 5 500 euros
- Roquevaire : 9 000 euros
- Saint-Savournin : 33 00 euros
- Saint-Zacharie : 5 600 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à signer tous documents afférents.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits sur le budget 2020 de l'État Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en section de Fonctionnement chapitre 65 nature 65734.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Les Délibérations
Conseil du 15 décembre 2020

CT4/151220/1

Sur le rapport de Serge PEROTTINO Délégation de Compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

L'article L. 5218-3 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le périmètre de la Métropole Aix-Marseille-Provence est composé de territoires dont les limites ont été fixées par décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-4 du Code précité, il est établi dans chacun des six territoires un Conseil de Territoire composé de Conseillers de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégués des communes incluses dans le périmètre dudit territoire.

Les prérogatives propres des Conseils de territoire et les attributions pouvant lui être déléguées par le Conseil de la Métropole sont fixées au I et II de l'article L. 5218-7 qui disposent particulièrement que :

« (...) le Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° du présent II :

1° Schéma d'ensemble relatif à la politique de développement économique et à l'organisation des espaces économiques et opérations métropolitaine ;

2° Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; approbation du plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme, constitution des réserves foncières, prise en considération d'un programme d'aménagement d'ensemble et détermination des secteurs d'aménagement ;

3° Organisation de la mobilité ; schéma de la mobilité ;

4° Schéma de l'ensemble de voirie ;

5° Abrogé ;

6° Programme locaux de l'habitat ; schéma d'ensemble de la politique de l'habitat, du logement et des actions de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre ;

7° Schéma d'ensemble des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ;

8° Schéma d'ensemble d'assainissement et d'eau pluviale ;

9° Marchés d'intérêt national ;

10° Schéma d'ensemble de la gestion des déchets des ménages et déchets assimilés ;

11° Plans métropolitains de l'environnement, de l'énergie et du climat ;

12° Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et aux programmes de recherche ;

13° Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;

14° Schéma d'ensemble des réseaux de chaleur ou de froid urbains ;

15° Elaboration du projet métropolitain.

[...] par dérogation à l'avant-dernier alinéa du présent II à compter du 1er janvier 2020, le conseil de la métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de la compétence définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement mentionnées à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme »

Par ailleurs, aux termes de l'article L. 5218-7 IV du code précité, il est précisé que :

« Pour l'exercice des compétences du Conseil de Territoire, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut donner délégation, dans les cas et conditions qu'il détermine, aux Conseils de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et service qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant. Lorsque cette délégation est accordée à un Conseil de Territoire, elle est donnée à l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces actes sont soumis aux mêmes règles que les actes de même nature décidés par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils sont exécutés par le Président du Conseil de Territoire. Le montant des prestations s'apprécie pour chaque Conseil de Territoire.

Pour l'application des (présentes) dispositions(...), le Président du Conseil de Territoire peut recevoir délégation du Conseil de Territoire pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget de la Métropole.

Le Président du Conseil de Territoire peut subdéléguer par arrêté les attributions confiées par le Conseil de Territoire aux vice-présidents. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Sauf en cas de méconnaissance des dispositions de la (section 2, du chapitre VIII du titre 1^{er} du Livre II de la cinquième partie de la partie législative du Code Général des Collectivités Territoriales) ou de la réglementation applicable aux actes mentionnés ci-dessus, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peut mettre fin à la délégation que pour l'ensemble des Conseils de Territoire.

Ces délégations prennent fin de plein droit à chaque renouvellement du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Afin de garantir la continuité et la proximité de l'action publique intercommunale dans les territoires, il est proposé, à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021, de reconduire à l'identique les délégations de compétences précédemment consenties aux conseils de territoire en dehors des exceptions prévues à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect des délibérations cadres adoptées par le conseil Métropolitain quant aux modalités d'exercice de certaines compétences et de la définition de l'intérêt métropolitain.

Dans ce cadre, les compétences déléguées aux Conseils de Territoire par la Métropole sont exercées dans le respect des objectifs et des règles fixés à l'échelon Métropolitain et, notamment, dans le respect des schémas prévus à l'article L. 5218-7 II du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, les compétences exercées en vertu de l'intérêt métropolitain sont aujourd'hui déléguées au Conseil de Territoire.

Pour l'exercice des compétences déléguées, il est également proposé de donner délégation au Conseil de Territoire pour préparer, passer, exécuter et régler les marchés de travaux, fournitures et services, leurs avenants ainsi que les accords-cadres et marchés subséquents, qui peuvent être passés sans formalités préalables en raison de leur montant, dans les cas et conditions suivantes :

- Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
- Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.

Enfin, au regard de l'étendue des compétences déléguées et afin d'assurer la continuité des missions de service public, il convient d'autoriser le Conseil de Territoire à déléguer à son Président ses attributions, à l'exception du vote de l'Etat spécial de territoire et de la fixation des taux ou tarifs des taxes et redevances.

Par conséquent, il est demandé au Conseil de Territoire de se prononcer sur les délégations de compétences au Conseil de Territoire.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est sollicité pour accord sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, préalablement à son examen par le Conseil de la Métropole à compter du 1^{er} janvier 2021.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Le Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile donne son accord sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole relatif à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, joint à la présente délibération à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2021.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/151220/2

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Délégation du Conseil de Territoire au Président du Conseil de Territoire

Conformément aux dispositions de l'article L. 5218-7 II et IV, le Conseil de la Métropole a approuvé par plusieurs délibérations la délégation de l'exercice de certaines compétences au Conseil de territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile jusqu'au 31 décembre 2019.

En application de l'article L. 5218-7 II, à compter du 1^{er} janvier 2020, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer à un Conseil de territoire, avec l'accord de celui-ci, et dans le

respect des objectifs et des règles qu'il fixe, tout ou partie de l'exercice des compétences qui lui ont été transférées par ses communes membres, à l'exception des compétences mentionnées aux 1° à 15° dudit article.

Sous réserve de l'approbation à l'identique par le Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020 des délégations de compétences du Conseil de la Métropole au profit du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, le Conseil de Territoire est invité à se prononcer sur les délégations de fonction au Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, telles que définies ci-après :

- Donner en application de l'article L.324-1 du Code de l'Urbanisme, l'avis du territoire préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier,
- Accorder les prêts de matériel divers (barrières, etc) pour les communes membres du Territoire,
- Prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres qui peuvent être passés sans formalités préalables, toute décision concernant leurs avenants, ainsi que l'approbation de l'ensemble des actes connexes liés, lorsque les crédits sont inscrits à l'état spécial, dans les cas et conditions suivants :
 - Pour les marchés de fournitures et de services, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur ;
 - Pour les marchés de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs au seuil européen de procédure formalisée en vigueur.
- Demander toutes subventions auprès de partenaires,
- Déposer tous dossiers d'autorisation d'urbanisme concernant le territoire,
- Déposer toutes demandes d'autorisation ou de déclaration au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement relevant de l'exploitation des compétences déléguées au territoire
- Autoriser l'occupation du domaine public ou privé des biens immobiliers situés sur le périmètre géographique du Conseil de Territoire,
- Conclure toutes conventions de location et de domiciliation en pépinières d'entreprises situées sur le territoire,

- Approuver des baux pour des biens situés sur le territoire, et conclure toutes conventions de mise à disposition y afférentes,
- Conclure toutes conventions de partenariat relatives à l'organisation de manifestations sur le territoire,
- Conclure toutes conventions de partenariat relatives à la mise en œuvre du service public relevant des compétences du territoire,
- Décider de l'ouverture et de la modification des structures intercommunales relevant des compétences du territoire.
- Approuver des conventions individuelles d'attribution de l'aide financière dans le cadre des dispositifs relevant des compétences déléguées au territoire,
- Approuver et autoriser la signature de conventions et de contrats,

Il est précisé que toute question n'ayant pas fait expressément l'objet d'une délégation au Président relèvera de la compétence du Conseil de territoire.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, il convient d'autoriser un vice-président, dans l'ordre du tableau, à remplacer le Président dans l'exercice des fonctions qui lui ont été déléguées par le Conseil de territoire et à signer les décisions.

Enfin, conformément à la délibération du Conseil de la Métropole du 17 décembre 2020, le Président sera autorisé à subdéléguer aux vice-présidents par arrêté les attributions qui lui ont été confiées. Il pourra également, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer sa signature par arrêté aux directeurs et responsables de services placés sous son autorité.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- La délibération CT4/130720/1 du Conseil de territoire du 13 juillet 2020 portant élection du Président de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de renouveler les délégations de fonction au Président afin de garantir l'efficacité du service public.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Que le Président est chargé pour la durée du mandat, d'exercer les délégations ci-dessus désignées.

Article 2 :

Que les décisions prises par le Président, par délégation, sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations du Conseil de territoire.

Article 3 :

Qu'en cas d'absence, de suspension ou de tout autre empêchement du Président, les délégations sont exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations, et, à défaut, par un conseiller du territoire désigné par le Conseil ou, à défaut, pris dans l'ordre du tableau.

Article 4 :

Que lors de chaque réunion de Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées par subdélégation du Conseil de territoire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CT4/151220/3

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

**Budget Etat Spécial de Territoire (EST) –
Approbation de la décision modificative n°2 de
l'exercice 2020**

La décision modificative N° 2 de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire (EST) du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile est équilibrée en dépenses et en recettes de la manière suivante :

Fonctionnement	0,00 €
Investissement	-957 607,40 €

La dotation de gestion du Territoire de l'exercice 2020 est donc modifiée de la manière suivante :

Dotation fonctionnement
Budget voté 2020 : 6 959 873,18 €
Décision Modificative N°2 de 2020 : 0,00 €

Dotation 2020 : 6 959 873,18 €

Dotation d'investissement

Budget voté 2020 : 7 562 000,00 €

Décision Modificative N°2 de 2020 : -957 607,40 €

Dotation 2020 : 6 604 392,60 €

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le budget primitif 2020 adopté le 12 décembre 2019 ;
- La décision modificative N° 1 de 2020 de l'Etat Spécial de Territoire adoptée le 29 juillet 2020,
- Le budget supplémentaire de 2020 de l'Etat Spécial de Territoire adopté en Conseil de Métropole le 15 octobre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'Etat Spécial de Territoire, prévu à l'article L. 5218-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, est établi en section de fonctionnement et section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses ;
- Que l'Etat Spécial de Territoire est voté par chapitre en fonctionnement et en opérations sous mandats en investissement.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

D'approuver la décision modificative N° 2 de l'exercice 2020 de l'Etat Spécial de Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, arrêtée au montant suivant, équilibrée par section :

Fonctionnement	0,00 €
Investissement	-957 607,40 €

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

CT4/151220/4

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation du renouvellement de la convention cadre pour une durée de 5 ans entre la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CMAR) et le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile

L'artisanat avec un peu plus de 3.000 entreprises, est un secteur prépondérant sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile. Il représente 30% du tissu économique local et emploie 4.300 salariés, soit 12% de la population active du territoire. Le nombre d'artisans sur ce territoire augmente à un rythme annuel de 3.9 %. Il est à noter le poids important du secteur de l'artisanat d'art représentant plus de 400 entreprises.

Depuis 2015, le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (CMAR) ont renforcé leur collaboration, au travers d'une convention cadre fixant les axes du travail en commun au bénéfice des entreprises artisanales.

Cette convention venant à son terme à la fin de l'année 2020, il est donc proposé de la renouveler et d'établir une nouvelle convention cadre pour la période 2021 / 2025 en actant les thématiques stratégiques suivantes :

1. La connaissance partagée du territoire et collaborations en matière d'étude, de pilotage et de mise en œuvre de projets de développement local et d'aménagement du territoire ;
2. La mise en œuvre d'actions d'accompagnement des entreprises artisanales

Cette convention cadre se déclinera chaque année en une convention annuelle d'objectifs fixant les priorités d'actions pour l'exercice à venir.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'intérêt majeur de préserver l'emploi, de renforcer l'attractivité des entreprises artisanales, de mettre l'accent sur l'innovation tout en préservant l'identité du territoire ;
- Le travail d'analyse et de réflexion mené aux côtés des artisans par la Direction du Développement Economique en partenariat avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat des Bouches-du-Rhône.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

D'approuver le renouvellement de la convention cadre pour une durée de 5 ans avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 2 :

D'autoriser Monsieur le Président à signer la convention cadre ainsi que tous actes y afférent.

ADOPTÉE A L'UNANIMITE

CT4/151220/5

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Attribution d'une subvention à Méditerranée Infection - Approbation d'une convention

Engagée aux côtés des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend apporter un soutien aux projets qui contribuent à conforter le positionnement de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur les six filières d'excellence identifiées dans l'Agenda du développement économique métropolitain, approuvé en mars 2017. Parmi ces filières, la santé et les biotech représentent en effet près de 76 000 emplois et Marseille héberge le deuxième réseau hospitalier de France.

Ainsi, la Métropole, et ses Conseils de Territoire souhaitent soutenir le rôle et la place de Marseille, en tant que leader dans le domaine de la recherche en santé dont le secteur des maladies infectieuses porté par le Professeur Raoult, référence mondiale dans le domaine de la recherche et de la prise en charge des malades infectieux et contagieux, s'impose par son excellence.

Dans le cadre de cette stratégie, la Métropole a déjà soutenu, dans le cadre d'une subvention de 1 million d'euros, la création de l'Institut Hospitalo-Universitaire (IHU) porté par la fondation Méditerranée Infection. En concentrant les moyens de recherche et de lutte contre les maladies infectieuses, première cause de mortalité dans le monde (17 millions de morts par an) et notamment les trois tueurs mondiaux (le VIH, la tuberculose et le paludisme), le bâtiment qui abrite l'IHU, situé sur

le site de la Timone à Marseille, constitue à présent un pôle majeur et stratégique qui rayonne sur les plans local, national et international.

Par ailleurs, le projet IHUBIOTK de création d'une bibliothèque de souches microbiennes et porté par Méditerranée Infection, a également bénéficié d'un soutien de 500 000 euros dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020.

Aujourd'hui, dans le contexte de la crise COVID19, les compétences de l'IHU sont reconnues internationalement et ont largement contribué à la gestion de la crise sanitaire au niveau local. De nombreux habitants du territoire, et au-delà, ont pu bénéficier, dès la première vague et donc très tôt dans la diffusion de la pandémie, de campagnes de tests massives (plus de 100 000) organisées par l'IHU et des soins de qualité lorsque les tests se révélaient positifs.

La bataille contre la COVID19 n'est pas terminée et l'accompagnement de la population de la Métropole continue..

Afin de participer à cet effort de soutien de l'IHU au titre de son action dans la gestion de la crise sanitaire liée à la COVID19, il est proposé au Conseil du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile d'attribuer une subvention de fonctionnement de 10 000 euros à la fondation « Méditerranée Infection ».

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération HN 007-8079/20/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;

- La délibération CT4/290720/1 du Conseil de Territoire du 29 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de Territoire du Président du Conseil de Territoire ;
- La feuille de route pour le développement de la Health Tech métropolitaine adoptée en séance du conseil métropolitain le 19 octobre 2019.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La politique de soutien de la Métropole aux projets contribuant au développement des filières d'excellence identifiées dans l'Agenda économique de la Métropole ;
- L'enjeu majeur de soutien aux acteurs économiques du territoire, notamment dans le cadre de la COVID19.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile approuve l'attribution d'une subvention de 10 000 euros à la Fondation Méditerranée Infection.

Article 2 :

Est approuvée la convention financière avec la Fondation Méditerranée Infection ci-annexée relative à l'attribution de la subvention.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ou son représentant est habilité à signer ladite convention.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits pour l'exercice 2020 à l'Etat Spécial du Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Sous-politique B340- Chapitre 65- Article 65748.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/151220/6

Sur le rapport de Véronique MIQUELLY

Attribution d'une subvention exceptionnelle de fonctionnement pour l'année 2020 à l'Association Syndicale Autorisée de Modernisation des Irrigations d'Aubagne (ASAMIA) et approbation d'une convention d'objectifs

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement de l'agriculture périurbaine locale qu'il met en place en direction de la population, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de

l'Etoile entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ce domaine.

Depuis 1992, la commune d'Aubagne, puis le Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ont engagé une politique publique pour le maintien et le développement d'une agriculture périurbaine locale. Activité économique à part entière, l'agriculture périurbaine permet le développement des circuits courts répondant aux attentes et aux besoins des habitants, de l'emploi, de la qualité de vie et la protection contre les risques majeurs (incendie, érosion...).

La charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile pour le maintien et le développement a été adoptée par l'ensemble des partenaires le 20 avril 2011. Celle-ci se fonde à la fois sur les résultats des actions engagées depuis 1992 (action foncière, modernisation des irrigations, accès au conseil technique, animation et promotion de la marque collective « Les Jardins du Pays d'Aubagne ») mais également sur la nécessité de relever de nouveaux défis :

- Sanctuariser et valoriser les terres fertiles et nourricières,
- Pérenniser une agriculture rémunératrice et durable par des productions diversifiées, de qualité et de proximité,
- Renforcer la contribution de l'agriculture à la qualité de vie des habitants et des milieux naturels,
- Assurer une qualité de vie satisfaisante aux agriculteurs et à leurs voisins,
- Mobiliser toutes les parties prenantes en organisant leurs coopérations.

L'A.S.A.M.I.A. est une association dont l'objet est l'irrigation sous pression de la plaine de Beaudinard à Aubagne. L'Association comporte 586 bornes d'irrigation, 574 adhérents pour un périmètre de 364 ha. Le réseau de l'A.S.A.M.I.A. compte 50 km de canalisations enterrées, pour une grande partie posées en deux tranches de travaux.

L'alimentation en eau brute de l'A.S.A.M.I.A dépend uniquement du Canal et plus précisément de la dérivation de Gémenos.

L'eau brute, une fois prélevée sur le Canal de Marseille, est décantée dans un bassin de 7500 m³. Puis la station de pompage des Craux, créée quant à elle en 1993, permet l'alimentation en eau brute des arrosants grâce à quatre pompes, un ballon hydrophore, des armoires électriques et des équipements de comptage.

L'A.S.A.M.I.A s'inscrit pleinement dans le cadre du maintien d'une activité agricole périurbaine de qualité et joue un rôle majeur dans la mise en œuvre de la politique publique portée par le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et de la Métropole Aix-Marseille-Provence et du Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Au regard des éléments ci-dessus détaillés, l'ASAMIA entretient historiquement avec le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile une relation étroite qui se traduit par une participation au fonctionnement de l'association via une subvention de fonctionnement.

Par délibération du 12 décembre 2019, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a soutenu l'ASAMIA dans son fonctionnement sur l'année 2020.

L'association a depuis, informé la Métropole qu'elle a dû faire face ces dernières années à une forte augmentation des tarifs de l'eau brute, ainsi qu'à une augmentation de la consommation en eau du fait de la sécheresse en 2017 qui ont fragilisé de façon conjoncturelle, sa situation financière.

En recherche de solutions, elle améliore son système d'irrigation afin d'économiser l'eau mais sollicite toutefois de la Métropole, une subvention exceptionnelle complémentaire cette année.

Dans ce contexte, L'association souhaite également faire évoluer :

- La réflexion autour de la mise en place effective d'une facturation au volume et le rééquilibrage de la tarification pour favoriser la production agricole locale,
- La réflexion sur une mutualisation de moyens avec les autres Associations Syndicales Autorisées (ASA) de la Métropole.

Dès lors il est proposé de répondre favorablement à la demande de l'association et d'attribuer une subvention exceptionnelle de fonctionnement à l'ASAMIA d'un montant de 300 000 euros pour l'année 2020 afin de la soutenir durablement dans son fonctionnement.

Conformément au Règlement Budgétaire et Financier les modalités de versement se feront selon les modalités prévues à la convention, en deux temps.

Au vu de ce qui précède, Monsieur le Président propose au Conseil de Territoire d'approuver la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 relative à l'approbation du Règlement Budgétaire
- L'importance de l'accès à l'eau pour la mise en œuvre de la charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit soutenir l'A.S.A.M.I.A du Pays d'Aubagne afin de remplir son rôle pour le maintien et le développement de l'agriculture périurbaine locale de circuits courts ;
- Que ce soutien entre pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT).
- et Financier métropolitain ;
- La délibération n° HN 007-8079/20/CM du Conseil de Métropole en date du 17 juillet 2020 relative à la délégation de Compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.
- La délibération CT4/121219/19 du Conseil de Territoire du 12 décembre 2019 approuvant le versement d'une subvention au titre de l'exercice 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- L'importance de l'accès à l'eau pour la mise en œuvre de la charte pour une agriculture durable en Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit soutenir l'A.S.A.M.I.A du Pays d'Aubagne afin de remplir son rôle pour le maintien et le développement de l'agriculture périurbaine locale de circuits courts ;
- Que ce soutien entre pleinement dans le Projet Alimentaire Territorial (PAT).

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est attribuée une subvention exceptionnelle de fonctionnement global à l'association ASAMIA d'un

montant de 300 000 euros au titre de l'exercice 2020, dont les modalités de versements sont précisées à la convention.

Article 2:

Est approuvée la signature de la convention d'objectifs avec l'association ASAMIA, ci-annexée.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ou son représentant est autorisé à signer la convention d'objectifs ci-annexée ainsi que tout autre document nécessaire à sa bonne exécution.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sous politique G710 chapitre 65 article 657381.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

CT4/151220/7

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de transferts des personnels liés au transfert de compétences

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

En application de l'article L.5217-19 du CGCT, le transfert des services ou parties de services concourant à l'exercice des compétences qui incombent à la Métropole et le transfert du personnel relevant de ces services doivent faire l'objet d'une décision conjointe de transfert dans les conditions prévues par l'article L. 5211-4-1 du

CGCT avec, notamment, l'élaboration de fiches d'impact et la saisine des comités techniques.

Il est par ailleurs rappelé que, conformément à l'article L. 5211-4-1 I du CGCT, le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux contractuels exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré.

Néanmoins, en cas de refus de ceux-ci, la disposition précitée prévoit qu'ils sont alors à titre individuel et pour la partie de leurs fonctions relevant du service ou de la partie de service transférée, mis à disposition de plein droit et sans limitation de durée, auprès du président de l'organe délibérant de l'EPCI. Il en résulte que ces personnels sont placés, pour l'exercice de cette partie de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle. Les modalités de cette mise à disposition sont réglées par une convention conclue entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale.

Les charges liées à ces transferts seront imputées sur les attributions de compensation ; elles seront établies dans le rapport définitif de la CLECT et feront l'objet de délibérations concordantes entre les Communes et la Métropole.

Cependant, compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour la mise en œuvre de ces procédures, la constitution et l'organisation des services nécessaires pour l'exercice efficient des compétences transférées n'ont pu intervenir, en totalité, au 1^{er} janvier 2018.

Par délibération FAG 062-7225/19/BM du 19 décembre 2019, le Conseil métropolitain a approuvé le transfert des personnels dans le cadre du transfert des compétences Eau pluviale, Service public de Défense Extérieure Contre L'Incendie (DECI) et Eau des communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les communes d'Auriol et La Penne sur Huveaune, et du 1^{er} juillet 2020 pour la commune d'Aubagne

Les agents des communes d'Auriol et La Penne sur Huveaune ont bien été transférés à la Métropole au 1^{er} janvier 2020.

En raison du contexte sanitaire, la commune d'Aubagne n'a pas pu présenter le transfert de son personnel auprès de son comité technique et le transfert n'a pas pu être effectif à la date prévue du 1^{er} juillet 2020.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne étant en mesure de saisir leurs comités techniques respectifs dans les conditions prévues à l'article L.5211-4-1 du CGCT, il est proposé de procéder à la date du 1^{er} janvier 2021, au transfert effectif de personnels de la commune d'Aubagne relevant des services suivants :

- Eau pluviale
- Service public de Défense Extérieure Contre L'Incendie (DECI)
- Eau

L'Eau Pluviale : cinq agents sont concernés par le transfert de plein droit à 100% au titre de la compétence.

Service public de Défense Extérieure Contre L'Incendie (DECI), 1 agent est concerné à hauteur de 15%. Au vu de la faible quotité de temps de travail déclarée, aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

Eau : 1 agent est concerné à hauteur de 15%. Au vu de la faible quotité de temps de travail déclarée, aucun transfert ni mise à disposition de personnel ne sera opéré au titre de cette compétence.

A cet effet, sont annexés à ce rapport la fiche d'impact conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du CGCT, modifié par l'article 72 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) et l'effectif transféré de plein droit, par commune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 062-7225/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation du transfert des personnels dans le cadre du transfert de compétences Pluvial, DECI et Eau des communes relevant du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'avis du comité technique ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le transfert de plein droit des personnels liés aux transferts des compétences tels que prévus par la législation au 1^{er} janvier 2021, selon les modalités détaillées ci-dessus et conformément au tableau ci-annexé.

Article 2 :

La date d'effet du transfert prévu au 1^{er} juillet 2020 pour la compétence « eau pluviale », par la délibération FAG 062-7225/19/BM du 19 décembre 2019 susvisée, pour les 5 agents transférés de la commune d'Aubagne à la Métropole Aix-Marseille-Provence est modifiée pour prendre acte du report du transfert de plein droit de ces personnels à la date du 1^{er} janvier 2021.

Article 3 :

Les autres dispositions de la délibération FAG 062-7225/19/BM du 19 décembre 2019 relative à l'approbation du transfert des personnels dans le cadre du transfert de compétences Pluvial, DECI et Eau des communes relevant du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, à la Métropole Aix-Marseille-Provence restent inchangées.

Article 4 :

La nomenclature des emplois de la Métropole sera modifiée en conséquence pour tenir compte des transferts de personnel et des postes précités.

Article 5 :

Madame la Présidente ou son représentant est autorisé à signer tous les actes liés aux transferts de ces personnels et actes suivants y afférant.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/8

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation des avenants n°3 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Parcs et aires de stationnement", "Abris de voyageurs" et " Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire de la commune d'Aubagne

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif d'exercice de proximité es compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 159-3178/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune d'Aubagne des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Abris de voyageurs
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Pluvial
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Politique de la Ville
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
- compétence Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°3 aux conventions de gestion de la commune de Aubagne.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 176-3195/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Aubagne ;
- Les délibérations n° FAG 119-4575/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 246-5063/18/CM du 13 décembre 2018 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2019, les conventions de gestion avec la commune d'Aubagne ;
- La délibération n° FAG 134-7790/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune d'Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°3 aux conventions de gestion avec la commune d'Aubagne.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-

Provence et la commune d'Aubagne tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/9

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation des avenants n°3 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Aires et parcs de stationnement" et « Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire » de la commune d'Auriol

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 177-3196/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier

à la commune d'Auriol des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Parcs et Aires de Stationnement
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations « GEMAPI »
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire.

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver les avenants n°3 aux conventions de gestion de la commune d'Auriol.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 177-3196/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune d'Auriol;
- Les délibérations n° FAG 120-4576/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 245-5062/18/CM du 13 décembre 2018 et n°

FAG 135-7791/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune d'Auriol ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°3 aux conventions de gestion avec la commune d'Auriol.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Auriol tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/10

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence "Parcs et Aires de stationnement", de la commune de La Bouilladisse

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI

fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 181-3200/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Bouilladisse des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Planification Urbaine

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant N°3 à la convention de gestion de la commune de La Bouilladisse.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Les délibérations n° FAG 117-4573/18/CM du 18 octobre 2018 et n° FAG 181-3200/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Bouilladisse ;
- La délibération n° FAG 241-5058/18/CM du 13 décembre 2018, n° FAG 136-7792/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune de La Bouilladisse ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°2 à la convention de gestion avec la commune de La Bouilladisse.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Bouilladisse tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/11

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale,

touristique, portuaire ou aéroportuaire" de la commune de La Penne sur Huveaune

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 183-3202/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de La Penne sur Huveaune des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un

ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de La Penne-sur-Huveaune.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 183-3202/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de La Penne sur Huveaune ;
- Les délibérations n° FAG 122-4578/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 239-5056/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 137-7793/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune de La Penne sur Huveaune ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion avec la commune de La Penne sur Huveaune.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de La Penne sur Huveaune tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/12

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion relatives à la compétence "Parcs et aires de stationnement" de la commune de Roquevaire

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 185-3204/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Roquevaire des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Planification Urbaine
- compétence Eau Potable

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif.

Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Roquevaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 185-3204/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Roquevaire;
- Les délibérations n° FAG 118-4574/18/CM du 18 octobre 2019 et n° FAG 237-5054/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 139-7795/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre

2020, les conventions de gestion avec la commune de Roquevaire ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°3 aux conventions de gestion avec la commune de Roquevaire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Roquevaire tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/13

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation des avenants n°3 aux conventions de gestion relatives aux compétences "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire" et "Parcs et Aires de stationnement" de la commune de Peypin

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes

ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 184-3203/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Peypin des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Aires et Parcs de Stationnement
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Peypin.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 184-3203/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Peypin ;
- Les délibérations n° FAG 238-5055/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 238-5055/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 101-7757/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune de Peypin ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver les avenants n°3 aux conventions de gestion avec la commune de Peypin.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvés les avenants n°3 aux conventions de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Peypin tels qu'annexés à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/14

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation de l'avenant n°3 à la convention de gestion relative à la compétence "Parcs et Aires de Stationnement" de la commune de Saint-Zacharie

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Conformément aux dispositions des articles L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole étant l'autorité compétente, il a été décidé en accord avec la commune, dans un objectif de continuité et d'exercice de proximité des compétences concernées, que la commune exerce pour son compte, la compétence et ce en application de l'article L. 5215-27 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ainsi, par délibération n° FAG 187-3206/17/CM du 14 décembre 2017, la Métropole décidait de confier à la commune de Saint-Zacharie des conventions de gestion portant sur les domaines suivants :

- compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie
- compétence Eau Pluviale
- compétence Planification Urbaine
- compétence Parcs et Aires de Stationnement

Les conventions ont été conclues pour une durée d'un an et prolongées par avenants.

Parallèlement, la Métropole en étroite collaboration avec chacune des communes membres, a engagé le travail d'évaluation des compétences à transférer.

La CLECT a adopté les rapports définitifs d'évaluation des charges transférées et un

ajustement de certaines évaluations en application de la clause de revoyure.

Conformément aux dispositions applicables, les communes ont ensuite présenté les rapports de la CLECT à leur organe délibérant respectif. Les évaluations ont été approuvées et les flux financiers correspondants ont été mis en œuvre.

Aujourd'hui, afin d'assurer la continuité de l'exercice de la compétence et une gestion de proximité, il est proposé de prolonger d'un an la durée des conventions de gestion.

Ainsi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion de la commune de Saint-Zacharie.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 187-3206/17/CM du 14 décembre 2017 validant les conventions de gestion avec la commune de Saint-Zacharie ;
- La délibération n° FAG 115-4571/18/CM du 18 octobre 2018, n° FAG 247-5064/18/CM du 13 décembre 2018 et n° FAG 140-7796/19/CM du 19 décembre 2019 prolongeant jusqu'au 31 décembre 2020, les conventions de gestion avec la commune de Saint-Zacharie ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ,
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°3 à la convention de gestion avec la commune de Saint-Zacharie.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°3 à la convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint-Zacharie tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à signer ces avenants.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/15

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Présentation du rapport d'activités 2019 du Déléataire de Service Public pour l'exploitation du crématorium d'Aubagne

La Ville d'Aubagne a délégué, par un contrat de concession, la construction et l'exploitation du crématorium à la Société OGF. Ce contrat est entré en vigueur le 17 août 2004 et a été conclu pour une durée de vingt-sept ans, avec un terme en 2031.

Conformément à l'article L.5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2018 sur la totalité de son territoire la compétence relative à « la création, la gestion et l'extension des crématoriums ».

Dans ce cadre, le contrat de délégation de service public relatif à la construction et à l'exploitation du crématorium d'Aubagne a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1er janvier 2018.

Conformément à l'article L. 1411-3 du CGCT, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant.

Les informations ci-après présentent une analyse de l'exploitation du crématorium d'Aubagne courant du 1er janvier au 31 décembre 2019 réalisée sur la base du rapport remis par le délégataire.

Le rapport annuel du délégataire contient l'essentiel des données exigées par le contrat.

D'après les éléments indiqués dans le rapport du délégataire, la société OGF, les services métropolitains ont relevé les éléments suivants :

Il est constaté une hausse de l'activité du crématorium en 2019 de 4.5%, avec 934 crémations contre 894 en 2018, auxquels s'ajoutent les 17 crémations de pièces anatomiques.

Les produits d'exploitation générés par l'activité du crématorium enregistrent une hausse conséquente de 12%. Ils atteignent 566 k€ en 2019 contre 506 k€ en 2018. Le chiffre d'affaire représente 99% des produits d'exploitation avec 561 k€ en 2019, (500 k€ en 2018).

Les charges d'exploitation ont connu une hausse de près de 2,3% entre 2018 (319 k€) et 2019 (326 k€).

La redevance versée à la collectivité délégante en 2019 représente 25 k€ (23K€ en 2018).

Le compte de résultat fait apparaître un bénéfice de 83 k€ en 2019, en hausse de 83,5 % par rapport à l'exercice précédent (45 k€).

En termes d'organisation, trois personnes concourent à temps complet à l'exploitation quotidienne du site : un responsable de crématorium, un agent de crématorium et un agent de crématorium suppléant.

Les tarifs ont été révisés et sont en augmentation de 4.79%, en application de la formule de révision du contrat.

Au niveau de la qualité de service, le délégataire a reçu 76 questionnaires renseignés, dont la majeure partie dresse un bilan très satisfaisant de l'équipement, de l'accueil et des services.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d'Aix-Marseille Provence
- La délibération de la Ville d'Aubagne approuvant le contrat de délégation de service public pour la construction et l'exploitation du crématorium de la ville d'Aubagne ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis de la Commission des Services Publics Locaux du 14 décembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 a été remis par la société OGF.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire pour l'année 2019 ci-annexé, remis par la société OGF, titulaire du contrat de délégation de service public relatif à la construction et l'exploitation du crématorium d'Aubagne.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/16

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budgets Annexes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Adoption du Budget Primitif de l'exercice 2021

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le Budget Primitif pour l'exercice 2021 du budget annexe « Assainissement » du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. Il est établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M49 et est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Est présenté ci-après l'équilibre du Budget Primitif de ce budget annexe. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)

Section d'Investissement (dépenses et recettes)

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le Conseil de Territoire a émis un avis favorable sur le Budget Annexe qui lui est délégué

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le Budget Primitif 2021 du budget annexe « Assainissement » du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, par nature avec présentation fonctionnelle, tel qu'il est présenté ci-dessus.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/17

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budget Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisition d'outillages et d'équipements logistiques"**

La brigade vie quotidienne du CT4 a en charge le petit entretien des espaces verts, des bâtiments....

Il convient donc de prévoir l'acquisition de petit matériel et d'équipement logistique pour la brigade vie quotidienne afin de ne pas être en rupture selon les travaux à effectuer.

Le montant de l'opération est de 66 666.67 € HT (80 000 € TTC) sur 4 ans.

L'opération d'investissement 2021400100, OUTILLAGE / EQUIPEMENT LOGISTIQUE, d'un montant de 66 666.67 € HT (80 000 € TTC) inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme du programme de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 80 000 T.T.C. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2021400100 OUTILLAGE / EQUIPEMENT LOGISTIQUE pour un montant 80 000 euros T.T.C rattachée au programme 01 Gestion de l'Administration Code AP 214011BP.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget état spécial. L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2021 : 20 000 euros T.T.C
CP 2022 : 20 000 euros T.T.C
CP 2023 : 20 000 euros T.T.C
CP 2024 : 20 000 euros T.T.C

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/18

**Sur le rapport de Danielle MENET
Budget Etat Spécial de Territoire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Acquisition d'œuvres patrimoniales" sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile**

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dispose d'une collection d'œuvres d'art et productions artisanales en argile et céramique. Afin de compléter cette collection et de pouvoir disposer d'un fonds susceptible d'être par la suite mis en valeur, le CT4, par l'intermédiaire de son service Argile souhaite pouvoir poursuivre des acquisitions d'œuvres patrimoniales dans les années à venir.

L'opération d'investissement n°2021400500, « Acquisitions d'œuvres patrimoniales » d'un montant de 150 000 € TTC inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de

programme 2140034 BP du programme 03 Développement économique de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 150 000 € T.T.C. à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2021400500, « Acquisition d'œuvres patrimoniales » pour un montant de 150 000 euros T.T.C inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire, enregistrée dans l'autorisation de programme 2140034BP du programme 03 Développement Economique.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2021 : 5 000 euros T.T.C

CP 2022 : 72 500 euros TTC

CP 2023 : 72 500 euros TTC

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/19

Sur le rapport de Danielle MENET

Budget Etat Spécial de Territoire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Fourniture et pose de matériel mobilier" sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile dispose d'une collection d'œuvres d'art et productions artisanales en argile et céramique. Afin de présenter ces œuvres lors des événements (Argilla ou Biennale) et expositions programmés par le service Argile, il est nécessaire de pouvoir acquérir le mobilier et le matériel, comme les vitrines ou les socles par exemple, nécessaires à ces expositions et mises en valeur.

L'opération d'investissement n°2021400600, « Fourniture et pose de matériel mobilier » d'un montant de 125 000 € TTC inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 2140034 BP du programme 03 Développement économique de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 125 000 € T.T.C. à l'Etat Spécial du Territoire

du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;

- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 19 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2021400600, « Fourniture et pose de matériel mobilier » pour un montant de 125 000 euros T.T.C inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire, enregistrée dans l'autorisation de programme 2140034BP du programme 03 Développement Economique.

Article 20 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2021 : 30 000 euros T.T.C

CP 2022 : 52 000 euros TTC

CP 2023 : 43 000 euros TTC

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/20

Sur le rapport de Danielle MENET

Budget Etat Spécial de Territoire - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement "Projets de mises en valeur touristique" sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Dans le cadre de ses actions de développement touristique, le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile propose des interventions diverses en matière d'aménagement touristique. Les opérations envisagées doivent à la fois permettre des aménagements de l'espace public dans les villes et villages ; une valorisation et un encouragement au développement de la biodiversité présente du territoire, des aménagements liés à la thématique de l'eau le long des rivières, et enfin des actions en faveur d'une mobilité douce permettant une découverte spécifique et révélatrice du territoire et de ses richesses.

L'opération d'investissement n°2021400700, « Projets de mises en valeur touristique » d'un montant de 462 000 € TTC inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 214035BP du programme 03 Développement économique de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant total de 462 000 € T.T.C. à l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2021400700, « mise en place de circuits touristiques » pour un montant de 462 000 euros T.T.C inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire, enregistrée dans l'autorisation de programme 214035BP du programme 03 Développement Economique et du sous-programme 35 Tourisme.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

CP 2021 : 323 000 euros T.T.C

CP 2022 : 71 000 euros TTC

CP 2023 : 68 000 euros TTC

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/21

Sur le rapport de Gérard GAZAY

Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune d'Aubagne d'équipements relatifs à la compétence "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaire"

La commune d'Aubagne a souhaité engager des travaux de voirie, d'éclairage public et d'aménagement sur ses zones d'activités selon un programme pluriannuel transmis en annexe.

Ces opérations nouvelles consistent en :

- Travaux de rénovation de l'éclairage des ZI,
- Travaux de voirie et d'aménagement sur les ZI,
- Création de pistes cyclables et protection des modes doux,
- Aménagement paysager et arbres d'alignement,
- Création d'un réseau de vidéo-protection.

En application des dispositions de l'article L.5218-2 du Code Générale des Collectivités Territoriales (CGCT), la Métropole est compétente en matière de « création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaire » depuis le 1er janvier 2018.

Elle a donc normalement vocation à se substituer à cette date à la commune pour l'exécution des opérations de travaux au jour du transfert de ladite compétence.

Compte tenu des délais incompressibles fixés par les textes pour le transfert de la compétence zone d'activité et le report du transfert de la compétence voirie, la Métropole Aix Marseille-Provence et la ville d'Aubagne prévoient de prolonger la convention de gestion zone d'activité par avenant n°3.

Cette convention autorise dès lors la Commune à assurer la continuité de la compétence pour le compte de la Métropole sur la totalité des prérogatives de maîtrise d'ouvrage afférentes aux opérations objet de la présente convention afin que la commune puisse inclure ces travaux dans son opération d'ensemble sur les aménagements de voirie et son marché de performance énergétique sur l'éclairage public en connexion avec le périmètre des ZAE concernées.

En outre, dans le cadre d'opérations nouvelles non décidées au 1^{er} janvier 2018, la prise en charge par la commune de ces opérations peut être réglée par une convention distincte de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la

maîtrise d'œuvre privée conclue entre la Métropole et la Commune.

La présente convention a dès lors pour objet d'organiser les modalités de transfert à la commune de la maîtrise d'ouvrage pour la réalisation des opérations dénommées dans le programme pluriannuel transmis en annexe.

Cette délibération vise à approuver la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage consentie pour la durée du programme des opérations.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- L'article 2 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le Conseil Municipal de la commune d'Aubagne du 14 décembre 2020 approuvant la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations d'aménagement des zones d'activités ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage pour les opérations d'aménagement des zones d'activités sur la commune d'Aubagne, ci-annexée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document y afférent.

Article 3 :

Les crédits sont inscrits en dépense et recette au Budget 2021 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépense d'investissement au Chapitre 45 nature 4581174025 opération 2017402500 « Les Nouveaux Paluds » et nature 4581174040 opération 2017404000 « Requalification des ZI hors Paluds ».

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/22

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Approbation d'un Contrat Métropolitain pour une gestion intégrée et durable du grand et petit cycle de l'eau avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, et L'Etat

La Métropole Aix-Marseille-Provence rassemble 1,9 millions d'habitants sur 92 communes. Le service public de l'eau de la Métropole Aix-Marseille-Provence dessert 1,84 millions d'habitants. 121 millions de m³ d'eau potable sont distribués chaque année. Il dispose de 99 unités de traitement et d'un réseau de distribution de 7 625 km. Afin de garantir une alimentation en eau potable de très bonne qualité et pérenne, la Métropole Aix-Marseille-Provence développe une stratégie de sécurisation, de modernisation, d'amélioration et d'extension des systèmes d'alimentation en eau brute et en eau potable, avec un volet économie de la ressource.

Le service public de l'assainissement collectif dessert 1,6 millions d'habitants. 99 millions de m³ d'eaux usées sont traitées chaque année. Il comprend 72 systèmes d'assainissement, soit 72 stations d'épuration, et 459 postes de relevage pour 5 794 km de canalisations. Les objectifs de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont de garantir les enjeux de santé publique liés au transport et au traitement des effluents, et de préserver les milieux naturels en limitant les rejets polluants. La qualité des rejets doit satisfaire aux normes imposées par les arrêtés préfectoraux d'autorisation des différents systèmes d'assainissement.

La compétence pluviale a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, depuis sa création sur le Territoire Marseille-Provence, et depuis le 1er janvier 2018 sur l'ensemble de son périmètre. La gestion du ruissellement est une problématique essentielle pour le territoire métropolitain et plus généralement l'arc méditerranéen. Les enjeux de la gestion des eaux pluviales se définissent notamment par la maîtrise et la gestion des eaux pluviales et la maîtrise des risques occasionnés par le ruissellement lors des événements pluviaux de forte intensité.

Depuis décembre 2017, la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) s'exerce à l'échelle métropolitaine sur l'ensemble de son territoire. Ainsi, la Métropole peut se doter d'une politique d'aménagement cohérente avec les enjeux de l'eau, tout en se déclinant par bassin hydrographique (bassin versant) et favorisant ainsi le renforcement des solidarités financières et territoriales ainsi que la gestion intégrée des milieux aquatiques en lien avec la prévention des inondations. Le territoire rassemble une série de bassins versants de taille relativement réduite sur lesquels les effets de l'urbanisation (imperméabilisation des sols, construction dans les axes d'écoulement...) amplifient le phénomène d'inondation par ruissellement couplé aux inondations par débordement de cours d'eau de type méditerranéens caractérisés par de forts étiages en été et des crues parfois violentes en automne. L'ensemble du milieu aquatique du territoire métropolitain présente des enjeux biologiques parfois exceptionnels mais se trouve fortement menacé. Des actions de restauration et de renaturation doivent être menées sur les zones humides, les cours d'eau et en particulier sur les bassins versants dits « orphelins de gestion ».

Depuis sa création, la Métropole Aix-Marseille-Provence a assuré un effort continu afin d'atteindre les objectifs réglementaires ainsi que les objectifs qu'elle s'est fixés, en lien avec les compétences « Eau Potable », « Assainissement Sanitaire », « Gestion du pluvial urbain » et « GEMAPI ».

Elle prend également en compte, depuis, plusieurs années, le phénomène du changement climatique par des opérations relatives à la gestion de la ressource en eau, à la gestion des eaux pluviales à la parcelle, à l'utilisation circulaire de la ressource, à la désimperméabilisation ou encore à la restauration des zones humides.

Plusieurs démarches, formalisées dans des contrats de milieu ont d'ores et déjà été engagées afin de créer une dynamique territoriale et de mener à bien des opérations prioritaires. Elles ont fait l'objet d'une coopération poussée avec les services de l'Etat et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse. Elles représentent un investissement de l'ordre de 650 millions d'euros HT sur la période 2008 – 2022.

La plupart de ces démarches arrivent prochainement à terme ou sont déjà achevées. De plus, afin d'exercer d'une façon cohérente l'ensemble de ces compétences, une approche métropolitaine, tenant compte des spécificités de chaque Territoire, est requise pour un périmètre sur lequel de multiples pressions d'exercent.

Cependant les évolutions des transcriptions réglementaires des directives européennes sont venues imposer des contraintes drastiques sur le fonctionnement des systèmes d'alimentation en eau potable et d'assainissement, la gestion des milieux aquatiques et des différents risques d'inondation. Par ailleurs les derniers rapports du GIEC sur les changements climatiques et leurs évolutions futures tendent à confirmer une montée du front climat méditerranéen, avec des ressources en eau moins abondantes et plus variables, ainsi qu'une

augmentation de la fréquence des événements climatiques extrêmes.

Par conséquent, la Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin de répondre à la fois au cadre réglementaire et aux nombreux enjeux. Les actions proposées ont pour objectif de lutter contre les pollutions d'origine domestique, industrielle ou pluviale, de mettre en place une gestion du pluvial à la source et d'assurer la préservation des ressources en eau et la restauration des milieux aquatiques dans un contexte d'adaptation au changement climatique. Le plan d'actions comprend notamment :

- Une opération collective visant à réduire les émissions des pollutions toxiques dispersées dans les milieux récepteurs (RSDE)
- Des schémas directeur métropolitain de l'alimentation en eau potable, de l'assainissement sanitaire et du pluvial
- Un schéma directeur global de restauration morphologique des bassins versant de la Cadière et des Aigalades

Au-delà de ces objectifs, le plan d'action permettra d'obtenir une connaissance actualisée plus précise du territoire métropolitain, de proposer ainsi une nouvelle stratégie et de cibler ses investissements à plus long terme sur les enjeux du territoire métropolitain.

Afin de pouvoir mettre en œuvre cet ambitieux plan d'actions tout en maîtrisant le prix de l'eau sur son territoire, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, et de l'Etat.

Dans le cadre de son XIème programme « Sauvons l'eau ! » qui se termine en 2024, l'Agence de l'Eau propose d'apporter un financement pour les travaux, permettant de répondre aux objectifs dudit programme, que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage, contractuellement, à commencer avant le 31 décembre 2023. Ces échanges ont conduit à la formalisation d'une proposition de contrat métropolitain pour une gestion intégrée et durable du grand et petit cycle de l'eau.

Ce contrat comporte un programme précis d'études et de travaux stratégiques, issu dudit plan d'action, que la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à conduire sur la période 2021-2023. Le montant prévisionnel du programme d'actions s'élève à 205 329 800 € HT. En contrepartie, sous réserve du respect effectif du programme de travaux, l'Agence de l'Eau s'engage à :

- participer au financement des actions inscrites dans le contrat Métropolitain sur la base des modalités d'intervention de son XIème programme ;
- accorder des aides exceptionnelles contractuelles pour les opérations de valorisation socio-économique (usages récréatifs, paysagers ou patrimoniaux) liées aux milieux aquatiques et pour les

opérations eau potable ou assainissement ;

- adopter une majoration des taux appliqués aux opérations de désimperméabilisation et de restauration du milieu naturel.

Le financement global par l'Agence de l'Eau, au titre du présent contrat métropolitain, pourrait ainsi atteindre 52,77 M€ millions d'euros complété par un engagement d'apporter des aides sous forme d'avance à hauteur de 10,5 M€ pour des opérations de valorisation énergétique du biogaz.

De son côté, l'Etat s'engage à assister la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation de ce programme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de la Santé Publique ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée et Corse approuvé par l'arrêté préfectoral du 3 décembre 2015 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 relative à la délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- La nécessité de poursuivre dans les meilleurs délais, un plan d'actions ambitieux afin de lutter contre les pollutions domestiques et industrielles, d'adapter le périmètre métropolitain au changement climatique et de mener une gestion intégrée du grand cycle de l'eau afin de répondre au cadre réglementaire et aux objectifs du SDAGE Rhône Méditerranée, dans un contexte budgétaire contraint.
- La nécessité consécutive de conclure un contrat métropolitain avec l'Agence de

l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, et l'Etat en vue de conduire un programme d'actions adapté dans les meilleures conditions administratives et financières possibles.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le contrat métropolitain ci-annexé conclu avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse, et l'Etat.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer le contrat.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter, outre les aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, d'autres aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les Communes membres de la Métropole, l'ADEME et de tout autre organisme, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de ce contrat.

Article 4 :

Les autorisations de programme nécessaires seront proposées, en fonction de la nature des opérations, au budget général, au budget annexe de l'eau, au budget annexe l'assainissement et au budget annexe GEMAPI, dans les différentes sous-politiques, natures et opérations adéquates. Le montant prévisionnel des dépenses, en fonction des budgets, est le suivant (en euros hors taxes) :

Budget général : 8 610 000 euros

Assainissement : 126 043 800 euros

Eau : 54 604 000 euros

GEMAPI : 16 072 000 euros

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/23

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Pluvial compétences transférées - amélioration, extension et autres"**

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Pluvial dont les conventions de gestion avec les communes ont pris fin en 2020.

Suite aux différentes études hydrauliques et à la réalisation du schéma directeur pluvial, des travaux

d'amélioration du réseau et des ouvrages de rétention ont été retenus.

Une programmation de ces investissements sur les 12 communes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile conduit à la réalisation des travaux suivants :

- Aménagement des ouvrages de régulation et des bassins d'orage pour diminuer le risque de débordement sur les communes de Cuges-les-Pins et d'Aubagne,
- Investissements sur les systèmes de relevage des pompes de la zone d'activités des Paluds en lien avec le parc d'activités de Gémenos,
- Travaux de dés-imperméabilisation et suppression des points à risques pour éviter les débordements et limiter le ruissellement.

Aujourd'hui le solde de l'opération correspondante ne permet pas d'engager les travaux prévus.

L'opération d'investissement, n°2019401800 « Pluvial compétences transférées- amélioration, extension et autres », d'un montant de 1 500 000 € TTC, inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 2 250 000 € TTC selon le budget EST et le programme de travaux des années 2021, 2022 et 2023 portant le montant total de l'opération à 3 750 000 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 décembre 2020.

Oùï le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 2 250 000 € TTC selon le budget EST de l'opération

d'investissement afin de permettre la réalisation du programme.

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 2 250 000 € TTC selon le budget de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401800 « Pluvial compétences transférées - amélioration, extension et autres », de 2 250 000 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194190BP du programme 19 de la Métropole portant le montant total de l'opération à 3 750 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, en section d'investissement en dépenses au chapitre 45 nature 4581194004. L'échéancier prévisionnel des Crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2021 : 450 000 euros T.T.C

CP 2022 : 750 000 euros T.T.C

CP 2023 : 750 000 euros T.T.C

CP 2024 et ultérieurs : 300 000 euros T.T.C

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/24

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "DECI Compétences transférées"

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la

compétence Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI), dont les conventions de gestion avec les communes ont pris fin en 2020.

Une campagne de contrôles des Poteaux d'Incendie et un levé topographique des installations ont démarré en 2020 sur les 12 communes et nous ont permis d'établir une cartographie des équipements ainsi qu'un état des lieux initial de cette nouvelle compétence.

Une programmation de ces investissements sur les 12 communes du Pays d'Aubagne et de l'Etoile conduit à la réalisation des travaux suivants :

- La mise en conformité des équipements existants.
- La création de nouveaux des poteaux d'Incendie pour accompagner les projets d'urbanisme et d'aménagement.
- La mise en application du schéma départemental du SDIS 13 pour une remise à niveau des zones insuffisamment équipées.

Aujourd'hui le solde de l'opération correspondante ne permet pas d'engager les travaux prévus.

L'opération d'investissement n°2019401700 « DECI Compétences transférées », d'un montant de 210 000 € TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194183BP du programme 18 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 555 000 €TTC selon le budget EST et le programme de travaux des années 2021, 2022 et 2023 portant le montant total de l'opération à 765 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 décembre 2020.

Oùï le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 555 000 € TTC selon le budget EST de l'opération d'investissement afin de permettre la réalisation du programme.
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 555 000 € TTC selon le budget de l'opération d'investissement.
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401700 « DECI Compétences transférées », d'un montant de 555 000 euros TTC, inscrite au budget de l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 184120BP du programme 12 de la Métropole portant le montant total de l'opération de 765 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget l'État Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile en section d'investissement en dépenses au chapitre 45 nature 4581184014 selon L'échéancier prévisionnel des Crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2021 : 185 000 euros T.T.C

CP 2022 : 185 000 euros T.T.C

CP 2023 : 185 000 euros T.T.C

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/25

**Sur le rapport de Serge PEROTTINO
Budget Annexe Assainissement du Territoire du
Pays d'Aubagne et de l'Étoile - Approbation de
la révision et de l'affectation de l'opération
d'investissement "Réhabilitation de l'ovoïde -**

Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement suite au diagnostic du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile"

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence assainissement dans toutes ses composantes : collecte, transport, traitement des eaux usées, le tout sur l'ensemble de son territoire. Elle a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile l'exercice de la compétence assainissement.

L'ovoïde, ouvrage datant de 1935, collecte les eaux usées de neuf communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile (Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, St Saviournin, Roquevaire) et de trois communes du Territoire de Marseille-Provence (Gémenos, Carnoux-en-Provence, Roquefort-la-Bédoule) pour les acheminer jusqu'à la station d'épuration Géolide de Marseille. Le caractère structurant de cet ouvrage et les récents désordres repérés par les services ont impliqué la réalisation d'un diagnostic global de son état. Certains tronçons jusqu'alors inaccessibles ont nécessité la création de nouveaux regards d'accès, créés en 2019 pour permettre de finaliser ce repérage et permettre une analyse et des propositions de réhabilitations suivant un programme de travaux établis.

La Métropole souhaite dès l'année 2021 mettre en œuvre cette planification en réalisant les travaux d'urgence sur les secteurs les plus dégradés au niveau de la commune de La Penne sur Huveaune (phase 1) et de la commune d'Aubagne (phase 2).

Il s'agit de la poursuite de l'opération n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde eaux usées Aubagne/Marseille », créée par délibération du Conseil de la Métropole le 19 octobre 2017.

Aujourd'hui le solde de l'opération correspondante ne permet pas d'engager les travaux prévus.

L'opération d'investissement, n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde eaux usées Aubagne/Marseille », pour un montant de 4 500 000 euros TTC soit 3 750 000 € HT, inscrite au budget annexe et suivants du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 174124AS du programme 11 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 5 250 000 euros HT selon le budget assainissement annexe et le programme de travaux des années 2020, 2021, 2022 et 2023 , portant cette opération à 9 000 000 € HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 035-2693/17/CM du 19 octobre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération n°2017407500 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 5 250 000 euros HT selon le budget annexe assainissement 2020 du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile de l'opération d'investissement afin de permettre la réalisation du programme ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 9 000 000 euros HT selon le budget de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde eaux usées Aubagne/Marseille », d'un montant de 5 250 000 euros HT, portant le montant total de l'opération à 9 000 000 euros HT enregistrée dans l'autorisation de programme 174124AS du programme 11 de la Métropole qui doit être revalorisée d'un montant de 5 250 000 euros HT.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget assainissement annexe du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, en section d'investissement - chapitre 2017407500 - nature 215320.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération s'établit comme suit :

Mandaté à ce jour : 375 000 euros HT

CP 2020 : 2 500 000 euros HT
 CP 2021 : 1 250 000 euros HT
 CP 2022 : 1 750 000 euros HT1
 CP 2023 : 3 125 000 euros HT

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/26

Sur le rapport de Serge PEROTTINO

Budget Annexe Assainissement du Territoire - Approbation d'un contrat de mandat pour la réhabilitation de l'Ovoïde dans le cadre de la mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement suite au diagnostic du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence assainissement dans toutes ses composantes : collecte, transport, traitement des eaux usées, le tout sur l'ensemble de son territoire. Elle a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile l'exercice de la compétence assainissement.

L'ovoïde, ouvrage datant de 1935, collecte les eaux usées de neuf communes du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile (Aubagne, La Penne-sur-Huveaune, Belcodène, Cadolive, La Bouilladisse, La Destrousse, Peypin, St Savournin, Roquevaire) et de trois communes du Territoire de Marseille-Provence (Gémenos, Carnoux-en-Provence, Roquefort-la-Bédoule) pour les acheminer jusqu'à la station d'épuration Géolide de Marseille. Le caractère structurant de cet ouvrage et les récents désordres repérés par les services ont impliqué la réalisation d'un diagnostic global de son état. Certains tronçons jusqu'alors inaccessibles ont nécessité la création de nouveaux regards d'accès, créés en 2019 pour permettre de finaliser ce repérage et permettre une analyse et des propositions de réhabilitations suivant un programme de travaux joint en annexe.

La Métropole souhaite dès l'année 2021 mettre en œuvre cette planification en réalisant les travaux d'urgence sur le secteur le plus dégradés au niveau de la commune de La Penne sur Huveaune.

Il s'agit de la poursuite de l'opération n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde eaux usées Aubagne/Marseille », créée par délibération du Conseil de la Métropole le 19 octobre 2017.

En vu notamment d'une optimisation fonctionnelle, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier à la SPL "L'Eau des Collines" – gestionnaire du service assainissement sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le soin de réaliser en son nom et pour son compte, dans le cadre d'un mandat conclu dans les conditions prévues par le livre IV du code de la commande publique, le soin de faire réaliser les études et la réalisation des travaux ci-dessus visés en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du Maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat régi par les textes législatifs précités et par les dispositions du présent contrat de mandat portant sur la réhabilitation de ce secteur.

La présente délibération vise à approuver la signature du contrat de mandat d'études et de travaux avec la Société Publique Locale L'Eau des Collines pour un montant de 5 200 000 € HT et à autoriser la signature de tous les documents y afférents.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération FAG 035-2693/17/CM du 19 octobre 2017 qui a ouvert le volume d'AP relative à l'opération n°2017407500 ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la réalisation de l'opération suivante : « Réhabilitation de l'ovoïde – Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs

d'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. »

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le contrat de mandat d'études et de travaux avec la Société Publique Locale L'Eau des Collines pour un montant de 5 200 000 euros HT.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer le—contrat de mandat d'études et de travaux avec la Société Publique Locale L'Eau des Collines ainsi que tous les documents afférents.

Article 3 :

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à réaliser cette opération sur le réseau d'assainissement (études et travaux), selon les principes de la Charte Qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Elle s'engage également à mentionner dans les pièces du Dossier de Consultation des Entreprises que l'opération sera réalisée sous charte qualité nationale des réseaux d'assainissement.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits en section d'investissement en dépenses sur le budget annexe assainissement 2020 et suivants du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Code opération père : n°2017407500.

Les recettes correspondantes ont été demandées auprès de l'Agence de l'Eau (50%) et du conseil Départemental (30%) et seront inscrites sur l'Opération n°2017407500 « Réhabilitation de l'ovoïde - Mise en œuvre des programmes de travaux des schémas directeurs d'assainissement du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. » - Nature 1311 et 1313 – Sous Politique F130 – Code gestionnaire ASSA14.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/27

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaire"**

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale touristique, portuaire ou aéroportuaires,

dont les conventions de gestion avec les communes ont pris fin en 2020.

Le diagnostic des équipements et les études d'aménagement et de requalification en cours sur ces Zones d'Activités, nous conduisent à la réalisation des travaux suivants :

- Travaux de rénovation de l'éclairage des ZI,
- Travaux de voirie et d'aménagement sur les ZI,
- Création de pistes cyclables et protection des modes doux,
- Aménagement paysager et arbres d'alignement,
- Création d'un réseau de vidéo-protection.

Aujourd'hui le solde de l'opération correspondante ne permet pas d'engager les travaux prévus.

L'opération d'investissement n°2017402500 « Les Nouveau Paluds » pour un montant initial de 1 188 200 eurosTTC est inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 174031BP du programme 03 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1 750 000 eurosTTC selon le budget EST et le programme de travaux des années 2021, 2022 et 2023 portant l'opération à un montant total de 2 938 200 eurosTTC.i

L'opération d'investissement n°2017404000 « Requalification hors Paluds » pour un montant initial de 561 000 eurosTTC est inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 174031BP du programme 03 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 580 000 eurosTTC selon le budget EST et le programme de travaux des années 2021, 2022 et 2023 portant l'opération à un montant total de 1 141 000 eurosTTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;

- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision et à l'affectation des opérations d'investissement n°2017402500 et n°2017404000 afin de permettre la réalisation du programme ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2017402500 d'un montant de 1 750 000 euros TTC, inscrite au budget de l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 174031BP du programme 03 de la Métropole portant le montant total de l'opération à 2 938 200 euros TTC.

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2017404000 d'un montant de 580 000 euros TTC, inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 174031BP du programme 03 de la Métropole portant le montant total de l'opération à 1 141 000 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement en dépenses au chapitre 45 nature 4581194016.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

Pour l'opération n°2017402500 :
Mandaté à ce jour : 982 208 euros TTC
CP 2021 : 480 000 euros T.T.C
CP 2022 : 735 000 euros T.T.C
CP 2023 : 740 992 euros T.T.C

Pour l'opération n°2017404000 :
Mandaté à ce jour : 149 273 euros TTC

CP 2021 : 200 000 euros T.T.C
CP 2022 : 386 000 euros T.T.C
CP 2023 : 405 727 euros T.T.C

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/28

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
GEMAPI - Actualisation des conventions avec le
Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune
pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et
milieux associés - Approbation de l'avenant n° 2
à la convention de quasi-régie 1- Approbation
de l'avenant n° 1 à la convention de quasi-régie
2 - Approbation de l'avenant n° 2 à la convention
de délégation de compétence**

En application du programme d'actions adopté en Conseil de Métropole du 28 juin 2018, la mise en œuvre de la compétence GEMAPI s'organise, pour une partie du territoire, au travers de programmes d'actions portés par des syndicats de rivière compétents pour assurer en tout ou partie les missions de la GEMAPI. C'est le cas, notamment, sur la partie du territoire inclus dans le bassin versant de l'Huveaune, dont la gestion est assurée par le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, SMBVH.

A cet effet, il assure sur ce périmètre, en lieu et place de ses membres l'entretien des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que la protection des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines.

Le syndicat a également vocation à réaliser ou se voir confier par ses membres, sur ce périmètre et par convention, la réalisation de toutes études et de toutes prestations de services et de travaux, de toutes délégations et tous transferts de propriété, de maîtrise d'ouvrage ou de gestion, sous quelque forme, concourant :

- À l'aménagement et à la restauration des cours d'eau, canaux, lacs ou plans d'eau et de leurs accès, ainsi que des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides et des formations boisées riveraines ;
- À la réalisation, l'entretien et la gestion des aménagements visant à préserver, réguler ou restaurer les caractères hydrologiques ou géomorphologiques des cours d'eau ;
- À la prévention et à la défense contre les inondations.

Par convention de délégation n° Z190523CO suivant délibération n° DEA 001-5762/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole a confié au SMBVH l'exercice de différentes missions.

Dans l'attente de la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche SOCLE (Schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau) pour la compétence GEMAPI, il y a lieu de prolonger d'une durée d'un an la convention de délégation n° Z190523CO, soit jusqu'au 8 juillet 2022.

La convention prévoit également un bilan à mi-parcours et le réajustement des opérations. Les opérations prévues dans la convention initiale sont poursuivies, et complétées par d'autres projets, en déclinaison notamment du Contrat de Rivière du bassin versant de l'Huveaune, du PAPI (plan d'actions de prévention des inondations) Huveaune-Aygalades ainsi que du Contrat d'aide Métropolitain avec l'Agence de l'eau.

Par voie d'avenant n°2, Il convient de prolonger la durée de la convention d'un an à compter de sa signature le 8 juillet 2019, soit jusqu'au 8 juillet 2022, de compléter la liste des opérations prévues à l'article 1, et d'ajuster les montants qui seront pris en charge par la Métropole pour l'année 2021 tels qu'énumérés ci-dessous.

La contribution globale de la Métropole sur la durée de la convention n'est pas modifiée, soit un total de 320 000€. Le solde du montant prévu en 2019 et 2020 et non versés par la Métropole est reporté en 2021 pour un montant de 73 500 € sur 105 000 € (initialement prévu) et se rajoutera au montant initialement prévu pour 2021 de 215 000 €.

- 1 Aménagement GEMAPI du Parc de la Confluence à Auriol : travaux de mise en œuvre, maîtrise d'œuvre, coordination SPS, suivi hydraulique, écologique, social et valorisation. Le montant évalué à 10 000 €, pris en charge par la Métropole est réajusté à 18 000 € pour l'année complémentaire.
- 2 Aménagement GEMAPI de l'Huveaune entre Aubagne et La Penne-sur-Huveaune par traitement des « points de débordement : maîtrise d'œuvre conception (AVP-PRO-DCE) et études complémentaires pour intégration aux programmes d'actions du PAPI, dont le montant total pris en charge par la Métropole était fixé à 60 000 € reste inchangé.
- 3 Aménagement GEMAPI de l'Huveaune dans le secteur amont du Pont Heckel à Marseille : maîtrise d'œuvre (AVP-PRO-DCE), contribution à la réalisation des études complémentaires, constitution du dossier réglementaire dont le montant pris en charge par la Métropole était fixé à 105 000,00 € est réévalué à 60 000 €
- 4 Aménagement des berges de l'Huveaune à Aubagne - centre-ville : contribution technique à la finalisation des études de faisabilité, au dossier réglementaire et au

montage technique et financier d'une première tranche à réaliser. Contribution aux études complémentaires. Maîtrise d'œuvre conception des travaux de première tranche. Cette opération, dont le montant pris en charge par la Métropole était fixé à 70 000 € est réajusté à 40 000€.

- 5 Aménagement du Fauge-Maire et gestion de l'eau - Zone d'activités de Camp de Sarlier à Aubagne - volets GEMAPI et associés, dont le montant pris en charge par la Métropole était fixée à 70 000,00 € devient 69 000 €.
- 6 L'opération : Aménagement GEMAPI des berges à Roquevaire dans le cadre de la voie verte reliant le collège au centre-ville, et le long du stade Léon David est complétée par d'autres missions GEMAPI, en déclinaison du Contrat de Rivière et du Contrat d'Aide Métropolitain. Il s'agit de réaliser (ou de contribution à) des études de faisabilité et pré-opérationnelles, notamment : étude de renaturation de l'Huveaune en centre-ville d'Auriol, étude Jarret-renouveau urbain, étude de requalification des berges de Saint Zacharie. Cette opération, dont le montant pris en charge par la Métropole était évalué à 5 000,00 €, est réajusté à 39 000 €.
- 7 Aménagements GEMAPI sur des secteurs spécifiques du bassin versant de l'Huveaune : études de faisabilité et pré-opérationnelles en application du PAPI (actions 6-4, 6-5, 6-6 et 6-11). Le montant pris en charge par la Métropole est fixé à 29 000 €.
- Le tableau général des opérations confiées par délégation au SMBVH tient compte de l'intégralité des modifications et fait l'objet de l'article 1 de l'avenant.

En parallèle et par délibération n° DEA 001-5762/19/CM du 28 mars 2019, la Métropole et le SMBVH ont conclu une convention de quasi-régie n° Z190524CO, par laquelle la Métropole a confié au Syndicat une mission visant à :

- Participer aux démarches métropolitaines liées à la GEMAPI ;
- Constituer la part complémentaire du dossier de PAPI complet, sur un territoire allant au-delà du bassin versant de l'Huveaune.

Dans l'attente de la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche SOCLE (Schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau) pour la compétence GEMAPI, il y a lieu de prolonger d'une durée d'un an à compter de la signature la convention de quasi-régie n°1 afin que le Syndicat puisse mener à bien les missions qui lui ont été confiées par la Métropole dans ce cadre.

Le montant financier de cette prolongation des missions s'élève à 23 000 €.

Par délibération du 19 décembre 2019 n°DEA 023-7565/19/BM, la Métropole et le SMBVH ont conclu

une convention spécifique de quasi-régie n° Z200431CO Celle-ci confie au syndicat la réalisation des missions suivantes :

- Participation aux astreintes « Anticipation Alerte Inondation » pour un montant de 6000 €
- Assistance au suivi opérationnel de l'entretien des cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune pour un montant de 20 000 €

Dans l'attente de la mise en œuvre de la phase 2 de la démarche SOCLE (Schéma d'organisation de la compétence locale de l'eau) pour la compétence GEMAPI, il y a lieu de prolonger d'une durée d'un an à compter de la signature la convention de quasi-régie n°2 afin que le Syndicat puisse mener à bien les missions qui lui ont été confiées par la Métropole dans ce cadre.

Cet avenant est sans incidence financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement notamment les articles L. 211-7 et L-213-12 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 001-8073/20 CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération du 15 décembre 2016 engageant la Métropole dans une démarche SOCLE ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016 – 2021 ;
- Le Schéma Départemental de Coopération Intercommunale (SDCI) du Département des Bouches-du-Rhône approuvé par arrêté préfectoral le 20 mars 2017 ;
- La délibération du 19 octobre 2017 actant l'organisation de la compétence GEMAPI au 1^{er} janvier 2018 ;
- La délibération du 14 décembre 2017 actant la conservation de l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain abrogeant les délibérations n° HN 056-187/16/CM, HN 088-219/16/CM, HN 108-239/16/CM, HN 129-260/16/CM, HN 143-274/16/CM, HN 157-288/16/CM du Conseil de Métropole du

28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux six Conseils de Territoire ;

- La délibération du 28 juin 2018 actant la définition du programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain n° MET 18/7599/CM ;
- La délibération du 28 juin 2018 actant l'instauration de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) à compter de l'année 2019 n° MET 18/6426/CM ;
- La délibération du 28 mars 2019 n° MET 19/10167/CM d'approbation de la convention de délégation de compétence avec le SMBVH ;
- La délibération du 28 mars 2019 n° MET 19/10183/CM d'approbation de la convention de quasi régie 1 avec le SMBVH ;
- La délibération du 19 décembre 2019 n° MET 19/13602/BM d'approbation de la convention de quasi régie 2 avec le SMBVH ;
- La délibération du 19 décembre 2019 n° MET 19/13602/BM d'actualisation des conventions avec le SMBVH ;
- La délibération du 19 décembre 2019 n° MET 19/13350/CM d'approbation de la phase 2 du Contrat de Rivière ;
- La délibération du 19 décembre 2019 n° MET 19/13431/CM d'approbation du PAPI ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le programme d'actions 2018-2020 relatif à l'exercice de la compétence GEMAPI au niveau métropolitain délibéré le 28 juin 2018 prévoit l'accompagnement de la Métropole par le SMBVH sur son territoire situé sur le bassin versant de l'Huveaune.
- Que la convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Huveaune fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMBVH pour la délégation de la compétence GEMAPI sur le territoire de la Métropole situé sur le bassin versant de l'Huveaune.
- Que la convention de quasi régie fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMBVH aux démarches

métropolitaines et à la constitution la part complémentaire du dossier de PAPI complet, sur un territoire allant au-delà du bassin versant de l'Huveaune.

- Que la convention de quasi régie n°2 fixe les modalités d'accompagnement de la Métropole par le SMBVH pour la participation aux astreintes « Anticipation Alerte Inondation » et pour l'assistance au suivi opérationnel de l'entretien des cours d'eau hors bassin versant de l'Huveaune.
- Qu'un avenant n°2 à la convention de délégation de compétence pour l'aménagement de cours d'eau, ouvrages et milieux associés du bassin versant de l'Huveaune fixe la prolongation du délai de la convention, la liste des opérations à mener ainsi que l'ajustement des montants de la participation financière de chaque opération décrite dans la convention.
- Qu'un avenant n° 2 à la convention de quasi régie n° 1, prolonge le délai de la convention et en ajuste la participation financière de la Métropole.
- Qu'un avenant n° 1 à la convention de quasi régie n°2 prolonge le délai de la convention.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention n° Z190523CO relative à la délégation de la compétence GEMAPI avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune.

Cet avenant est sans incidence financière.

Article 2:

Est approuvé l'avenant n°2 ci-annexé à la convention de quasi régie n°Z190524CO avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, prolongeant le délai de la convention jusqu'au 31 décembre 2021.

Article 3 :

Est approuvée l'ajustement de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux missions menées par le SMBVH, de l'avenant N° 2 pour un montant de 23 000 €.

Article 4 :

Est approuvé l'avenant n°1 ci-annexé à la convention de quasi régie n°2 Z200431CO avec le Syndicat Mixte du Bassin Versant de l'Huveaune, prolongeant le délai de la convention jusqu'au 31 décembre 2021.

Cet avenant est sans incidence financière.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer ces avenants.

Article 6 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe GEMAPI 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous réserve de l'approbation du Budget 2021 de la Métropole.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/29

Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB Présentation des rapports d'activité 2018 du délégataire de service public QPARK pour les parcs de stationnement Beaumont, Potiers, Marché, Centre Ancien et 8 mai 1945 et stationnement payant sur voirie à Aubagne

Depuis sa création, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, exerce la compétence, la réalisation et la gestion des parcs de stationnement sur l'ensemble de son territoire.

Les parcs de stationnement du 8 mai 1945, du Centre Ancien, du Marché, de Beaumont et Potiers sont des ouvrages situés dans la commune d'Aubagne et disposant d'environ 1600 places au total.

La gestion de ces parkings et du stationnement payant sur voirie, a été confié à la Société OMNIPARC, par la commune d'Aubagne dans le cadre d'une procédure de délégation de service public sous la forme d'une concession pour une durée de 33 ans.

Suite à l'approbation de l'avenant n° 3 à ladite concession par la Commune d'Aubagne le 20 mai 2013, ce contrat a été transféré à la société QPark France SAS, suite à une fusion d'entreprises.

Conformément à l'article L 1411-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire remet chaque année à l'autorité délégante un rapport annuel présentant l'exécution du service ainsi que les données financières s'y rapportant. L'examen de ce rapport est mis à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante qui en prend acte. Le rapport du délégataire a fait l'objet d'une analyse de la part des services métropolitains dont la synthèse est jointe à la présente délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° 52/2001 du conseil municipal de la commune d'Aubagne du 27 décembre 2001, approuvant l'entrée en vigueur du contrat de délégation de service public conclue entre la Commune d'une part et la société OMNIPARC d'autre part ;
- L'avenant n° 1 du conseil municipal de la Commune d'Aubagne du 8 mars 2004 approuvant la modification de la politique tarifaire au sein des parcs de stationnement, ainsi que les modalités de versement des subventions de fonctionnement pour le délégataire ;
- L'avenant n° 2 du conseil municipal de la commune d'Aubagne du 4 novembre 2005 approuvant l'élaboration d'une nouvelle formule de calcul concernant les conditions économiques au contrat ;
- L'avenant n° 3 du conseil municipal de la commune d'Aubagne du 20 mai 2013 approuvant le transfert du contrat de la société OMNIPARC à la société QPARK France SAS ;
- L'avenant n° 4 du conseil municipal de la commune d'Aubagne du 14 janvier 2016 approuvant l'extension du stationnement payant sur voirie, la nouvelle modification tarifaire du stationnement sur voirie et la modification de la redevance versée à la collectivité dans le cadre de l'occupation du domaine public ;
- L'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 14 décembre 2020 pour le rapport d'activité 2018 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le rapport annuel du délégataire concernant les parcs de stationnement Beaumont, Potiers, Marché, Centre Ancien, 8 mai 1945 et stationnement

payant sur voirie pour l'année 2018, a été remis par la Société Qpark.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est pris acte du rapport annuel du délégataire concernant les parcs de stationnement Beaumont, Potiers, Marché, Centre Ancien, 8 mai 1945 et stationnement payant sur voirie pour l'année 2018 remis par la Société Qpark.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/30

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la révision et de l'affectation de l'opération d'investissement "Aires et Parcs de Stationnement Compétences transférées"**

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile la gestion de la compétence Aires et Parcs de Stationnement, dont les conventions de gestion avec les communes ont pris fin en 2020.

Suite aux diagnostics des équipements transférés et aux nouvelles demandes des communes pour rénover et accompagner le développement de leurs commerces de proximité, une programmation des investissements a conduit à la réalisation des travaux suivants :

- La mise en conformité des équipements existants en incluant le volet désimperméabilisation,
- Participation aux renouvellements des revêtements lors des travaux d'aménagements des Espaces Publics et de la Voirie en coordination avec les communes,
- La création de nouveaux parkings et aires de stationnement pour accompagner les projets d'aménagement et le développement du commerce de proximité.

Aujourd'hui le solde de l'opération correspondante ne permet pas d'engager les travaux prévus.

L'opération « père » d'investissement n°2019401600 « Aires et parcs de stationnement Compétences Transférées », d'un montant de 1 270 026€ T.T.C est inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et enregistrée dans l'autorisation de programme 194081BP du programme 08 de la Métropole doit être révisée pour un montant de 1 900 000 €TTC selon le budget EST et le programme de travaux des années 2021, 2022 et 2023, portant le montant total de l'opération à 3 170 026 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile le 15 décembre 2020.

Où il le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à la révision pour un montant de 1 900 000 €TTC selon le budget EST de l'opération d'investissement afin de permettre la réalisation du programme ;
- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 1 900 000 €TTC selon le budget de l'opération d'investissement ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la révision et l'affectation de l'opération d'investissement n°2019401600 « Aires et parcs de stationnement Compétences Transférées », d'un montant de 1 900 000 euros TTC inscrite sur l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 194081BP du programme 08 de la Métropole portant le montant total de l'opération à 3 170 026 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en section d'investissement en dépenses au chapitre 45 nature 4581194016

selon l'échéancier prévisionnel des Crédits s'établit comme suit :

CP 2021 : 500 000 euros T.T.C

CP 2022 : 800 000 euros T.T.C

CP 2023 : 600 000 euros T.T.C

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, le Conseil Régional Sud Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, pour la réalisation de cette opération.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/31

**Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB
Réforme nationale de dépenalisation et
décentralisation du stationnement payant sur
voirie : affectation du produit des forfaits post-
stationnement (FPS) reversés par les communes
de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aix-en-Provence,
Aubagne, Salon de Provence et Martigues, à la
Métropole Aix-Marseille-Provence**

Dans le cadre de la réforme nationale de dépenalisation décentralisation du stationnement payant sur voirie, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018, les communes membres Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Martigues et Salon de Provence, compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré, des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie lors de leur Conseils Municipaux respectifs.

En vertu de l'article L2333-87 et de l'article R2333-120-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), dans les Métropoles, les communes ayant institué la redevance de stationnement sur voirie, reversent l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement (FPS) à son Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

Il est par ailleurs précisé, que les communes dont elles sont membres, encore compétentes en matière de voirie, conservent une partie du FPS afin de financer les opérations de voirie sur leur territoire. Tel est le cas des communes d'Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence et Martigues.

Les modalités de reversement du produit des forfaits de post-stationnement par les communes concernées par la réforme à la Métropole Aix-Marseille-Provence, intégrant la refacturation des coûts de gestion annuel du forfait post-stationnement, font l'objet de conventions approuvées lors du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018. Ces conventions sont arrivées à échéance le 31 décembre 2019. Dans ce cadre la Métropole et les communes de Marseille, Cassis et la Ciotat, se sont rapprochées afin de reconduire ces conventions pour les 5 futures années. Les communes de Salon-de-Provence, Martigues, Aubagne et Aix-en-Provence, ont souhaité prolonger les conventions actuelles pour une durée de 3 ans en considérant le report du transfert de la compétence voirie le 1^{er} janvier 2023.

Conformément à la loi, le produit des forfaits post-stationnement reversé à la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être affecté à la réalisation des « opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation » (article L 2333-87-III du CGCT) sur le même principe que l'affectation de la dotation amendes versée par l'État. La collectivité doit déterminer chaque année, au mois d'octobre, l'affectation de ces recettes aux opérations définies à l'article R2333-120-19 du CGCT.

Le montant total du produit des forfaits post-stationnement perçu sur les exercices 2019 et 2020 sera alloué notamment au financement des opérations relevant du budget annexe transport relatives :

- Aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport ;
- Aux équipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Les conventions relatives au reversement du produit des forfaits post-stationnement payant sur voirie à la Métropole Aix-

Marseille Provence conclues en 2018 pour une durée de deux ans, avec les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon-de-Provence et Martigues ;

- L'avis du Conseil de Territoire Marseille Provence du 15 décembre 2020
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aix du 10 décembre 2020
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays Salonais du 14 décembre 2020
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 9 décembre 2020

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les communes de Marseille, Cassis, La Ciotat, Aubagne, Aix-en-Provence, Salon de Provence, et Martigues compétentes pour réglementer le stationnement et instituer une redevance de stationnement payant sur voirie sur leur territoire, ont instauré des forfaits post-stationnement (FPS) pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement sur voirie ;
- Que le produit des FPS moins les frais de mise en œuvre est reversé à la Métropole-Aix-Marseille Provence,
- Que les communes d'Aix-en-Provence, Salon de Provence, Aubagne et Martigues compétentes en matière de voirie sur leur territoire conservent une partie du produit des FPS pour financer certaines opérations relevant de cette compétence,
- Que les prévisions de recettes de FPS pour l'exercice budgétaire 2020 en partie, font apparaître que le solde ainsi reversé à la Métropole sera nul pour toutes les communes à l'exception de la Ville de Marseille et de Cassis ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence doit affecter annuellement le produit des FPS réellement perçu à des opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation sur son territoire.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Il convient d'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement qui seront réellement perçus au titre des années 2019 et 2020 sur les opérations relevant du budget annexe transport relatives aux aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du

public, l'accès au réseau, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport, l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisée à signer cette convention ou tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes correspondantes seront constatées au budget annexe Transport des exercices 2020 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Section de fonctionnement – Chapitre 75 Nature 754.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/32

Sur le rapport de Jean-Jacques COULOMB

Approbation de l'avenant n°5 à la délégation de service public relatif à l'exploitation du stationnement payant sur voirie et des parcs de stationnement Beaumont, Terres Rouges, 8 mai 1945, Potiers et Défensions à Aubagne

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance. Toutefois, ce contrat de DSP concernant à la fois du stationnement payant sur voirie relevant de la compétence communale et des parcs de stationnement relevant de la compétence métropolitaine, la Métropole a confié depuis le 1^{er} janvier 2018, la gestion de ce contrat à la commune, via une convention de gestion d'une durée d'un an prolongée deux fois.

Par contrat de délégation de service public, la Commune d'Aubagne, à laquelle la Métropole s'est donc substituée en matière de stationnement, a confiée à la société Omniparc, aujourd'hui Qpark France SAS, l'exploitation du stationnement payant sur voirie et les parcs de stationnement Beaumont, Terres Rouges, 8 mai 1945, Potiers et Défensions. Compte tenu du transfert de compétence ci-dessus décrit, la Métropole devient de droit gestionnaire des parcs de stationnement, la Mairie conservant la compétence stationnement payant sur voirie.

Le parking de la Gare ferroviaire faisant partie du périmètre voirie (de compétence de la Ville d'Aubagne) définie dans le contrat appartient à la SNCF. Suite à des discussions entre la Ville d'Aubagne, la SNCF et le délégataire de service public, il a été décidé d'un commun accord de supprimer ce parking du périmètre du stationnement payant sur voirie de la commune. Cette mesure concerne ainsi la neutralisation de 200 places de stationnement dont l'impact sur l'équilibre financier du contrat nécessite le versement par la Ville d'Aubagne au délégataire d'une indemnité forfaitaire d'un montant de 40 000 euros HT. De plus, le Délégataire sera exonéré de la redevance pour les années 2019, 2020 et 2021.

Dans le même temps, les Parties au contrat se sont mises d'accord pour fermer au public l'accès aux niveaux 3 et 4 du parking Terres Rouges inoccupés du fait de la faible fréquentation du parc et des actes de vandalisme qu'il subit régulièrement. Des travaux, décrits en annexe de l'avenant, seront réalisés à la charge du concessionnaire, afin de remédier aux dégradations causées et d'effectuer la fermeture des sites concernés en toute sécurité. En cas d'évolution de la fréquentation du parking et de la saturation des niveaux restant ouverts au public, les Parties conviennent de se concerter afin d'évaluer l'opportunité de rouvrir aux usagers les niveaux fermés.

Par ailleurs, il convient d'acter la modification de la grille tarifaire actuellement en vigueur sur la zone de stationnement payant sur voirie de l'hôpital, avenue Sœurs Gastines, dont les nouveaux tarifs horaires figurent en annexe 1 de l'avenant 5.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération du 27 décembre 2001 approuvant le contrat de délégation de service public entre la Commune d'Aubagne et la Société Omniparc relatif à l'exploitation du stationnement en voirie et des parcs de stationnement Beaumont, Terres Rouges, 8 mai 1945, Défensions et Potiers ;
- La délibération du 8 mars 2004 approuvant l'avenant n°1 au contrat de délégation de

service public entre la Commune d'Aubagne et la Société Omniparc relatif à l'exploitation du stationnement en voirie et des parcs de stationnement Beaumont, Terres Rouges, 8 mai 1945, Défensions et Potiers ;

- La délibération du 4 novembre 2004 approuvant l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public entre la Commune d'Aubagne et la Société Omniparc relatif à l'exploitation du stationnement en voirie et des parcs de stationnement Beaumont, Terres Rouges, 8 mai 1945, Défensions et Potiers ;
- La délibération du 20 mai 2015 approuvant l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public entre la Commune d'Aubagne et la Société Omniparc relatif à l'exploitation du stationnement en voirie et des parcs de stationnement Beaumont, Terres Rouges, 8 mai 1945, Défensions et Potiers ;
- La délibération du 14 janvier 2016 approuvant l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public entre la Commune d'Aubagne et la Société Omniparc relatif à l'exploitation du stationnement en voirie et des parcs de stationnement Beaumont, Terres Rouges, 8 mai 1945, Défensions et Potiers ;
- L'avis de la Commission Concession du XX décembre 2020 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire de Aubagne et Pays de l'Etoile du 15 décembre 2020;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1^{er} janvier 2018 ;
- Qu'il convient de régulariser la situation du parking de la Gare d'Aubagne, propriété de la SNCF mais encore référencé dans le périmètre du stationnement en surface définie dans le contrat, par la suppression des 200 places de stationnement que comporte le site sur le domaine de la voirie ;
- Que pour acter cette suppression sans qu'elle porte atteinte à l'équilibre financier du contrat, la ville d'Aubagne versera une indemnité forfaitaire au délégataire d'un montant de 40 000 € HT au titre de la neutralisation de ces places, ce-dernier étant par ailleurs exonéré de la redevance pour les années 2019, 2020 et 2021 ;
- Que l'accès au public des niveaux 3 et 4 du parking Terres Rouges devra être clôt à compter du de la notification du présent avenant considérant sa faible fréquentation

et les nombreux dommages subis suite à des actes de vandalisme réguliers.

- Que les Parties pourront convenir de se concerter afin d'évaluer l'opportunité de rouvrir aux usagers les niveaux fermés en cas d'évolution de la fréquentation des parkings ou de saturation des niveaux restant ;
- Qu'il convient aussi de remédier à la tarification horaire exercée sur la zone de stationnement sur voirie du secteur de l'hôpital, avenue Sœurs Gastines, par la mise en place d'une nouvelle grille tarifaire figurant à l'annexe 1 du présent avenant ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 5 ci-annexé au contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du stationnement payant sur voirie et des parcs de stationnement Beaumont, Terres Rouges, 8 mai 1945, Défensions et Potiers qui acte la suppression de 200 places de stationnement sur le périmètre voirie correspondant au parking de la Gare d'Aubagne dont la SNCF est propriétaire. En compensation, la ville d'Aubagne versera au délégataire une indemnité forfaitaire de 40 000 euros HT au titre de la neutralisation de ces places. Cette indemnité sera versée à compter de l'approbation du présent avenant. Egalement, le Délégataire sera exonéré de la redevance pour les années 2019, 2020 et 2021.

Article 2 :

Les niveaux 3 et 4 du parking Terres Rouges seront condamnés. L'accès à ces niveaux sera par conséquent fermé au public dès la réalisation par le délégataire des travaux afférents. Ceux-ci seront entrepris et supportés par Qpark.

Article 3 :

Les tarifs horaires de la zone de stationnement sur voirie du secteur de l'hôpital, avenue Sœurs Gastines, sont modifiés selon la grille tarifaire figurant à l'annexe 1.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cet avenant n° 5 et tout document y afférent.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/33

Sur le rapport de Patrick PIN

Attribution d'une subvention au Parc naturel régional de la Sainte-Baume pour la réalisation du Contrat de développement - Approbation d'une convention

La Métropole Aix-Marseille-Provence est partenaire associé du Parc naturel régional de la Sainte-Baume. Ce partenariat s'est concrétisé par la signature d'un contrat de développement sur trois ans, qui a été validé par délibération du Conseil Métropolitain du 13 juillet 2017. Ce contrat est adossé au plan d'action triennal 2018-2020 du PNR, et il permet d'attacher des financements métropolitains à une sélection d'actions issues de ce plan triennal, en fonction de leur contribution au projet métropolitain dans son ensemble.

Dans le cadre de ce contrat de développement, le montant global de subvention au profit du PNR de la Sainte-Baume est évalué à 250 000 euros pour les trois années du contrat. Pour les deux premières années 2018 et 2019, le montant cumulé de subvention votée s'élève à 156 058 euros.

Un groupe technique de suivi se réunit régulièrement, afin :

- d'arrêter le programme annuel des actions, qui fera l'objet d'une approbation par chacune des parties et d'un soutien financier de la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence, formalisé par la signature d'une convention annuelle ;
- d'évaluer le suivi et l'avancement des actions retenues.

Le programme annuel 2020 des actions retenues s'élève à un montant de 348 769 euros, répartis de la façon suivante :

- 217 769 euros en dépenses de fonctionnement,
- 131 000 euros en dépenses d'investissement.

La part subventionnée proposée par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève quant à elle à 85 400 euros, répartis de la façon suivante :

- 52 900 euros en dépenses de fonctionnement,
- 32 500 euros en dépenses d'investissement.

Il convient donc d'établir une convention pour l'attribution de cette subvention, afin d'en préciser les modalités de versement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° ENV 007-2402/17/CM du 13 juillet 2017 portant approbation d'un contrat de développement avec le Parc naturel régional de la Sainte-Baume ;
- La délibération n° ENV 011-4422/18/BM du 18 octobre 2018, portant attribution d'une subvention au Parc naturel régional de la Sainte-Baume pour la réalisation du contrat de développement et l'approbation d'une convention ;
- La délibération n° ENV 011-5659/19/BM du 28 mars 2019, portant attribution d'une subvention au Parc naturel régional de la Sainte-Baume pour la réalisation du contrat de développement et l'approbation d'une convention ;
- La délibération n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Les enjeux attachés à la conclusion du contrat de développement avec le PNR de la Sainte-Baume.
- Les modalités de suivi et de gestion dudit contrat de développement.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'action annuel ci-annexé.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 85 400 euros au Parc Naturel Régional de la Sainte-Baume, sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021.

Article 3 :

Est approuvée la conclusion d'une convention annuelle d'attribution pour le versement de la subvention au PNR de la Sainte-Baume ci-annexée.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence (BPM) :

- en section de fonctionnement : sous-politique G811 – Chapitre 65 – fonction 76 – Nature 65748 pour un montant de 52 900 euros.
- En section d'investissement : Code AP190233BP – Code opération père : 2019003900 – sou-politique G811 – Fonction 76 pour un montant de 32 500 euros.

Article 6 :

La subvention est attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/34

**Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS
Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues - Adoption du Budget Primitif 2021**

Le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le Budget Primitif du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues pour l'exercice 2021. Ce budget annexe est établi selon la nomenclature budgétaire et comptable M57. Il est voté par nature avec présentation fonctionnelle.

Depuis l'exercice 2020, l'ensemble des dépenses et recettes liées à la gestion des déchets des Territoires, Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues ont été regroupées au sein du budget historiquement dévolu au seul Territoire Marseille Provence.

Ainsi, ce budget représente une vision consolidée des activités de ces trois territoires en matière de gestion des déchets.

Est présenté ci-après l'équilibre du Budget Primitif de ce budget annexe unifié. Un rapport de présentation est joint en annexe à la présente délibération ainsi que la maquette budgétaire.

Equilibre du Budget Primitif 2021 du budget annexe unifié « Collecte et Traitement des Déchets »:

Section de Fonctionnement (dépenses et recettes)
276 619 611,49 euros

Section d'Investissement (dépenses et recettes)
46 459 457,65 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- L'avis du Conseil du Territoire de Marseille Provence du 15 décembre 2020 ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays de Martigues du 9 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est approuvé le Budget Primitif 2021 du budget annexe « Collecte et Traitement des Déchets » unifié des Territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues, par nature avec présentation fonctionnelle, tels qu'il est présenté ci-dessus.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/35

**Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS
Participation 2021 du Budget Principal à l'équilibre du Budget Annexe "Collecte et Traitement des Déchets unifié des territoires Marseille-Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues"**

La gestion des déchets ménagers et assimilés est, depuis le 1er janvier 2017, exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des EPCI fusionnés en vertu des dispositions de l'article L.5218.1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis le 1er janvier 2017, le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères est

comptabilisé dans son intégralité au sein du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En effet, le produit d'une taxe ne peut être scindé au sein d'une même collectivité entre différents budgets.

Par conséquent, il doit être opéré pour chacun des quatre budgets annexes « déchets » des reversements de fiscalité au titre de la TEOM perçue sur leurs périmètres respectifs. Par ailleurs, des contributions complémentaires du Budget Principal doivent être opérées lorsque le besoin de financement des budgets excède le produit de la TEOM.

Ainsi, pour information, les reversements de fiscalité représentatifs du produit de TEOM des territoires, évalués d'après les bases notifiées 2021 transmises par la direction régionale des finances publiques, ont été inscrits au Budget Primitif 2021 à hauteur de :

- 213 354 090,74 euros pour le territoire de Marseille Provence
- 12 942 100,61 euros pour le territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- 9 403 000,00 euros pour le territoire du Pays de Martigues ;

Néanmoins, pour les activités du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et du Territoire du Pays de Martigues, le recours à une participation du Budget Principal, tel que prévu par l'article L. 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin de respecter le principe d'équilibre budgétaire posé par l'article L 2412-1 du CGCT, se révèle nécessaire.

Les participations pour l'exercice de la compétence « collecte et traitement des déchets » s'établissent comme suit :

- 10 346 252,39 euros pour le Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- 2 910 000,00 euros pour le Pays de Martigues.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le principe de la participation à l'équilibre du budget annexe «Collecte et Traitement des déchets unifié des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues» versée par le Budget Principal pour l'exercice 2021.

Article 2 :

Est fixée la participation du budget principal nécessaire à l'équilibre du budget annexe « Collecte et Traitement des déchets unifié des Territoires Marseille Provence, Pays d'Aubagne et de l'Etoile et Pays de Martigues » au montant maximum inscrit au budget 2021.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/36

**Sur le rapport de Jean-Marie LEONARDIS
Budget Annexe Collecte du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement
"Travaux locaux collecte"**

Le bâtiment de la collecte des déchets ainsi que les déchetteries et le centre de transfert nécessitent dans les années à venir d'aménagements, de travaux divers...

Il convient de créer une ligne sur le Budget Annexe collecte pour les besoins de petits travaux sur le bâtiment de la collecte mais aussi des déchetteries et du CTA. Le montant de l'opération est de 100 000 euros HT (120 000 euros TTC) sur 4 ans.

L'opération d'investissement 2021401100, Travaux locaux Collecte, d'un montant de 100 000 euros HT (120 000 euros TTC) inscrite au budget enregistrée dans l'autorisation de programme du programme n°214160CO de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de procéder à l'affectation pour un montant total de 120 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement 2021401100, Travaux locaux Collecte pour un montant 120 000 euros T.T.C rattachée au programme 16 Déchets Code AP 214160CO.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget Budget Annexe Collecte du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile selon l'échéancier prévisionnel des Crédits établi comme suit :

CP 2021 : 40 000 euros T.T.C

CP 2022 : 30 000 euros T.T.C

CP 2023 : 30 000 euros T.T.C

CP 2024 : 20 000 euros T.T.C

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole, ou son représentant, est autorisé à solliciter des aides financières auprès de l'Union Européenne, l'Etat, la Région Sud Provence-Alpes-Côte-D'Azur, le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, les communes membres de la Métropole Aix-Marseille-Provence, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, l'ADEME, ainsi qu'auprès de tout autre organisme susceptible d'apporter sa contribution, et à signer tout document y afférent, notamment toute

convention d'exécution de subvention, pour la réalisation de cette opération.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/37

Sur le rapport de Michel LAN

Règlement Local de Publicité de la commune d'Aubagne - Arrêt du projet de révision générale du Règlement Local de Publicité (RLP) - Bilan de la concertation

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu sur le périmètre de l'ensemble de ses Territoires, en application des articles l'article L. 5217-2, I et L. 5218-2, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Elle est par conséquent compétente pour la poursuite de toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'un Règlement Local de Publicité initiée avant le transfert de compétences.

La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 est venue modifier la réglementation applicable aux RLP, en imposant une révision générale de ces documents sans laquelle ils deviendraient caducs à échéance juillet 2020. Par conséquent, par délibération n°004-260917 du 26 septembre 2017, le Conseil Municipal de la ville d'Aubagne a prescrit la révision de son Règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 5 juillet 1985.

Dans le cadre de la poursuite de cette procédure par la Métropole Aix-Marseille-Provence et en application du Code de l'Urbanisme et notamment des articles L.153-14 et R153-3 suivants, et au regard du bilan de la concertation, le Conseil de Métropole a arrêté le projet de RLP par délibération n° URB 006-7109/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 après avis favorable du Conseil Municipal de la ville d'Aubagne en date du 24 octobre 2019.

Le Préfet des Bouches-du-Rhône a formulé une lettre d'observations en date du 17 janvier 2020, relative à l'arrêt du projet et a enjoint la Métropole de retirer ladite délibération, dans la mesure où celle-ci était intervenue sans base légale. En effet, l'arrêt du projet du RLP d'Aubagne ne pouvait intervenir qu'à condition que le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ait prescrit un RLPi conformément à la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019.

La Métropole s'est conformée à cette demande en retirant par délibération n°URBA 015-8365/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 dans un premier temps la délibération d'arrêt du projet de RLP, puis en prescrivant l'élaboration de son RLPi à l'initiative de la Conférence Intercommunale des Maires.

Aussi il convient de soumettre de nouveau l'arrêt du bilan de la concertation ainsi que l'arrêt du projet de

révision générale du RLP de la commune d'Aubagne au présent Conseil.

La révision du RLP approuvé le 5 juillet 1985, a été prescrite notamment en raison :

- De la profonde modification de la réglementation nationale applicable à la publicité, aux enseignes et aux pré-enseignes par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et le décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 ;
- De l'évolution urbaine, commerciale et démographique du territoire communal.

Conformément aux dispositions des articles L 153-11 et L 103-4 du Code de l'Urbanisme, la délibération de prescription, visée ci-dessus, a fixé que :

- Les objectifs de la révision du RLP sont les suivants :
 - Mettre le RLP en conformité avec les évolutions réglementaires de la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 ;
 - Revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
 - Actualiser le document pour le mettre en adéquation avec les orientations du Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé le 2 novembre 2016 ;
 - Améliorer le cadre de vie des habitants et usagers, favoriser la qualité paysagère du territoire et réduire les nuisances visuelles en fonction des enjeux paysagers et patrimoniaux ;
 - Assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure notamment en maîtrisant l'implantation des enseignes et pré-enseignes sur le territoire communal ;
 - Réinterroger les zones de publicités autorisées tout en participant au dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle de la commune, garantir des entrées de ville, un centre-ville de qualité et des zones d'activités attractives.
- Les modalités de la concertation de la révision du RLP établies par la délibération de prescription sont les suivantes :
 - Un dossier de présentation du projet de RLP, complété au fur et à mesure de l'avancée de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la commune et sera mis à la disposition du public ;
 - Le public pourra exprimer et faire ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - ✓ Mise en place d'un registre de concertation en mairie ;

- ✓ Possibilité d'écrire directement à Monsieur le Maire, par voie postale ou par voie électronique à l'adresse créée spécialement pour la procédure ;
- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, à l'échelle du territoire et à l'échelle des zones d'activités commerciales et industrielles.

La concertation mise en œuvre tout au long de la procédure de la révision s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération susvisée. Des mesures supplémentaires de concertation ont également été mises en œuvre notamment trois réunions de concertation avec les professionnels de l'affichage publicitaire.

En application de l'article L.103-6 du Code de l'Urbanisme, il appartient dans un premier temps au Conseil de Métropole d'arrêter le bilan de la concertation.

Le bilan détaillé de la concertation est présenté dans l'annexe jointe à la présente délibération. En voici une synthèse :

- Les principaux temps forts de cette concertation sont :
 - La mise en ligne du dossier du projet de RLP complété au fur et à mesure de l'avancée de la procédure, sur le site de la Commune ainsi que sur celui de la Métropole et également mis à disposition du public en son siège ;
 - La mise à disposition d'un registre destiné à recueillir les observations du public pendant toute la durée de la procédure de révision ;
 - Les syndicats de zones d'activités, de zones commerciales et les associations ont été associés à la procédure de révision du RLP lors de deux réunions qui se sont déroulées les 20 mars et 24 juin 2019. La première réunion a permis de présenter l'état des lieux et l'analyse prospective et dynamique du tissu publicitaire tandis que la seconde présentait le projet de zonage et de règlement du projet de RLP révisé. Leurs avis et observations sur le projet de RLP ont été recueillis et pris en compte préalablement à son arrêt ;
 - Les services de l'Etat ont également été associés à la procédure de révision du RLP lors de 2 réunions des Personnes Publiques Associées (PPA). La première réunion PPA a eu lieu le 19 mars 2019 et présentait le diagnostic. La seconde réunion PPA s'est déroulée le 25 juin 2019 pour présenter le projet du RLP. Leurs avis et observations sur le projet de RLP ont été recueillis et pris en compte préalablement à son arrêt ;
 - Deux réunions publiques ont été organisées à destination des professionnels. La première a eu lieu le 20

mars 2019 pour présenter le diagnostic et la seconde s'est déroulée le 26 juin 2019 pour présenter le projet de RLP révisé. Leurs avis et observations sur le projet de RLP ont été recueillis et pris en compte préalablement à son arrêt ;

- Trois ateliers ont été organisés à destination des afficheurs. Le premier a eu lieu le 21 mars 2019 pour présenter le diagnostic et les deux suivants se sont déroulés les 27 juin et 22 juillet 2019 pour présenter le projet de RLP révisé. Leurs avis et observations sur le projet de RLP ont été recueillis et pris en compte préalablement à son arrêt.

En application du Code de l'Urbanisme et notamment des articles L.153-14 et R. 153-3 suivants, et au regard du bilan de la concertation, il appartient au Conseil de la Métropole d'arrêter le projet de RLP.

Le dossier de projet RLP, comportant le rapport de présentation, le règlement, les documents graphiques et les annexes générales, transmis préalablement à l'ensemble des élus du Conseil est joint à la présente délibération, dont les principales orientations tirées du diagnostic, sont les suivantes :

Le travail de diagnostic-partenariat réalisé, a permis d'identifier différents secteurs à enjeux urbains, environnementaux et paysagers qui doivent faire l'objet d'une protection particulière et pour chacun de ces secteurs, des dispositions réglementaires ont été proposées.

1/ Le centre historique et les hameaux, secteurs denses à protéger pour leurs attraits patrimoniaux, culturels et touristiques.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit d'encadrer les enseignes proportionnellement aux façades commerciales, de réglementer les dimensions et l'implantation des enseignes dites « en drapeau », d'interdire les publicités et pré-enseignes et d'interdire les enseignes sur toitures, clôtures et scellées au sol, afin de préserver le patrimoine architectural et mettre en valeur les espaces piétons.

2/ Le centre-ville, prolongement urbain du centre historique inscrit dans le triangle autoroutier est majoritairement concerné par les périmètres de protection des monuments historiques où la publicité est interdite.

Néanmoins certaines parties de ce périmètre doivent encore faire l'objet de mesures spécifiques de réglementation afin de dynamiser et mettre en valeur le centre-ville.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit, comme dans le centre historique, d'encadrer les enseignes proportionnellement aux façades commerciales, de réglementer les dimensions et l'implantation des enseignes dites « en drapeau » et d'interdire les publicités et pré-enseignes.

Par ailleurs, le nord de l'avenue Roger Salengro et l'avenue de Verdun nécessitent un dispositif particulier de protection pour concilier la mise en valeur des entrées du centre-ville et les enjeux d'affichage.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit d'encadrer les enseignes en nombre et surface comme pour le centre-ville, de permettre une publicité raisonnée et intégrée et d'autoriser les pré-enseignes pour des activités non visibles.

3/ Les secteurs d'activité à vocation principalement commerciale nécessitent de nouvelles dispositions réglementaires afin de préserver le paysage et les cônes de vues et de participer à la requalification urbaine des zones commerciales.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit de réduire la taille et le nombre des publicités, d'encadrer les enseignes scellées au sol et les enseignes sur toitures et de réglementer les enseignes murales.

De plus, afin de redonner au chemin de ceinture (RD 43a) une fonction d'interface entre le centre-ville et les zones d'activités, le projet de RLP prévoit d'encadrer les enseignes scellées au sol en nombre et en hauteur et d'interdire les publicités sauf sur le linéaire ouest, situé le long de la voie ferrée.

4/ Les dispositifs de publicité dans les secteurs à vocation industrielle et artisanale doivent être limités pour une meilleure lisibilité des activités économiques.

Dans ces zones, le projet de RLP prévoit d'interdire les publicités, de limiter les surfaces d'enseignes et de restreindre les enseignes scellées au sol ainsi que les pré-enseignes.

5/ Sur le reste du territoire communal et dans un objectif de préserver le cadre de vie des habitants, le projet de RLP prévoit d'interdire la publicité sauf sur le mobilier urbain en agglomération, d'interdire les enseignes scellées au sol, d'autoriser les pré-enseignes de petite taille pour des activités non visibles depuis la voie publique en agglomération et d'autoriser les enseignes sur clôture pour signaler les bâtiments en retrait ou peu visibles depuis la voie publique.

Les études d'élaboration du futur RLP ont été conduites par les services du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile. La Commune d'Aubagne a été associée à chacune des étapes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La loi n°2020-734 du 17 juin 2020 relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes, ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne ;
- La prescription de la procédure de révision générale du RLP d'Aubagne par délibération du Conseil municipal du 26 septembre 2017 ;
- La délibération n° URB 022-3580/18/CM relative à la poursuite de la procédure de révision du RLP d'Aubagne au sein du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 février 2018 ;
- La délibération n° URB 006-7109/19/CM du Conseil de Métropole du 24 octobre 2019 relative à l'arrêt du projet de RLP et de son bilan de la concertation ;
- La lettre d'observation du Préfet des Bouches-Du-Rhône du 17 janvier 2020 ;
- La délibération n°HN 007-8079/20/CM du 17 juillet 2020 portant « Délégation de compétences du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile » ;
- La délibération n°URBA 015-8365/20/CM du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020 relative au retrait de la délibération n°URB 006-7109/19/CM après avis du Conseil de Territoire par délibération n°CT4 290720/13 du 29 juillet 2020 ;
- La délibération du Conseil de Métropole du 19 novembre 2020 relative à la prescription du RLPi sur le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, ainsi qu'à la définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation avec le public ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil Municipal de la commune d'Aubagne du 14 décembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le projet respecte les objectifs définis par la Commune d'Aubagne tels que visés dans sa délibération n° 04-260917 du 26 septembre 2017 ;
- Que les RLPi doivent être élaborés à l'échelle des Conseils de Territoire de la Métropole et que la caducité des RLP est repoussée de deux ans en cas de prescription avant l'échéance d'un RLPi sur le Territoire ;
- Que la loi n°2020-734 du 17 juin 2020 reporte de six mois supplémentaires la caducité des RLP ;
- Que le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile a prescrit l'élaboration de son RLPi au Conseil de Métropole du 19 novembre 2020 ;
- Qu'il convient d'arrêter le bilan de la concertation ainsi que le projet de RLP de la commune d'Aubagne, conformément à l'article L.153-14 du Code de l'Urbanisme.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est arrêté le bilan de la concertation relatif à la procédure de révision générale du Règlement Local de Publicité de la commune d'Aubagne.

Article 2 :

Est arrêté le dossier de Règlement Local de Publicité de la commune d'Aubagne.

Article 3 :

Le dossier arrêté du Règlement Local de Publicité de la commune d'Aubagne sera soumis pour avis aux personnes et commissions, ainsi qu'à enquête publique conformément aux dispositions du Code de l'Environnement et de l'Urbanisme.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/38

Sur le rapport de Michel LAN

Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile - Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement relative à l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi)

L'article L. 581-14 du Code de l'Environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP). Le RLP doit

alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'Environnement).

Depuis le 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et documents en tenant lieu sur le périmètre de chacun de ses Conseils de territoire. Elle est par conséquent compétente de plein droit en matière de RLP.

La loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique permet dorénavant d'élaborer des RLPi à l'échelle des Conseils de Territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

C'est dans ce contexte juridique adapté à la Métropole Aix-Marseille-Provence que la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ainsi que l'arrêt des modalités de collaboration des douze communes membres du territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ont été prescrits par délibération au Conseil de Métropole du 19 Novembre 2020.

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile démarre le projet d'élaboration de son RLPi, et vise un démarrage des premières études en 2021, permettant un diagnostic et un état des lieux, tout en assurant la partie logistique et administrative correspondante à cette procédure.

Aussi pour mener à bien ces missions, il convient de créer une opération d'investissement permettant de faire appel à des bureaux d'études et de leur confier la réalisation de certaines études et prestations intellectuelles relatives à l'élaboration du document de Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) du Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

L'opération d'investissement n°2021400900 relatives aux études d'élaboration du RLPi du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, inscrite à l'état spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, enregistrée dans l'autorisation de programme 06 « Urbanisme et Foncier » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La loi n°2019-1461 du 27 décembre relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;
- La délibération HN 007-8079/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 de délégation de compétences du Conseil de Métropole au Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- La délibération n° URBA 006-19/11/20 CM du Conseil de Métropole du 19 novembre 2020 de prescription d'élaboration de la procédure de RLPI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'est prescrit l'élaboration du projet de RLPI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile ;
- Qu'il convient de procéder à la création et à l'affectation pour un montant de 250 000 euros T.T.C. de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'investissement n°2021400900 relative aux études ainsi qu'à la procédure d'élaboration du RLPI du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, pour un montant de 250 000 euros T.T.C. rattachée au programme 06 « urbanisme et foncier » code AP 214064BP.

L'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement s'établit comme suit :

CP 2021 : 100 000 euros
CP 2022 : 100 000 euros

CP 2023 : 50 000 euros

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans le budget de l'Etat Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile en dépenses d'investissement au chapitre 45, sous politique C120.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/39

Sur le rapport de Michel LAN

Approbation de la convention conclue avec l'Agence d'urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) pour l'année 2021, relative à l'attribution d'une subvention

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5217-2, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce depuis le 1er janvier 2016 les compétences qui lui sont dévolues.

Selon les articles L101-1 et L101-2 du Code de l'Urbanisme, le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. Elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre notamment les objectifs suivants :

- L'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales, le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain, une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels, la sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel, les besoins en matière de mobilité ;
- La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
- La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat (...),
- La prévention des risques naturels prévisibles (...),
- La protection des milieux naturels et des paysages (...),
- La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement (...).

Selon l'article L132-6 du Code de l'Urbanisme, les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les collectivités territoriales peuvent créer avec l'Etat et les établissements publics ou d'autres organismes qui contribuent à l'aménagement et au développement de leur territoire des organismes de réflexion, et

d'études et d'accompagnement des politiques publiques, appelés agences d'urbanisme.

Ces agences d'ingénierie partenariale ont notamment pour missions :

- 1° De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;
- 2° De participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;
- 3° De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;
- 4° De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;
- 5° D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est ainsi membre, avec d'autres partenaires, de l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), association loi 1901, qui lui permet de mener des études, des réflexions, des observations, en toute indépendance et dans l'intérêt commun de chacun.

La Métropole doit en effet suivre les évolutions urbaines de son territoire, et en permettre un aménagement structurant et cohérent. Elle doit définir les politiques d'aménagement et de développement de son territoire dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

L'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise dispose de l'expérience et des outils nécessaires à l'observation et la compréhension du territoire métropolitain, aux réflexions relatives aux grands dossiers d'urbanisme, d'aménagement et de développement du territoire.

Ainsi, l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM), a pour mission, de par ses statuts, de suivre les évolutions urbaines, de mener des études concourant à la définition des politiques d'aménagement et de développement, et de préparer les projets à l'échelle de l'agglomération dans un souci d'harmonisation des politiques publiques.

Inscrites dans la durée, les principales thématiques des actions proposées au programme de travail confié à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) portent sur :

- le territoire métropolitain ;
- l'assistance en matière d'urbanisme réglementaire relative à la gestion des Plans Locaux d'Urbanisme des communes membres ;
- les réflexions et approche du projet urbain et des territoires de projet ;
- l'appui et les observations mutualisés aux politiques métropolitaines.

Afin de poursuivre ce travail, l'AGAM a proposé un programme partenarial commun avec l'Agence d'urbanisme du Pays d'Aix-Durance (AUPA), approuvé par son conseil d'administration et sollicité la Métropole pour qu'elle contribue, à ses charges, en sa qualité de membre.

Dans ce cadre et afin de poursuivre le travail engagé, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite apporter pour l'année 2021 une aide de 3 222 200 euros à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise sous la forme d'une subvention de fonctionnement.

Il est précisé qu'il convient de déroger au règlement budgétaire et financier approuvé par délibération n° FBPA 029-8299/20/CM du 31 juillet 2020 et de verser la subvention proposée par douzième avant le 31 décembre 2021 eu égard à son objet particulier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L121-3 et suivants ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 00/057/CC du 15 décembre 2000 relative à l'adhésion de la Communauté Urbaine à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM) ;
- La délibération du conseil de la Métropole n° HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire Marseille-Provence du 15 décembre 2020 ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les missions confiées à l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération

Marseillaise (AGAM) contribuent à l'aménagement et au développement du territoire de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Agence d'Urbanisme de l'Agglomération Marseillaise (AGAM).

Article 2 :

Est approuvée une subvention de 3 222 200 euros à l'AGAM au titre de l'exercice 2021.

Article 3 :

Par dérogation au Règlement budgétaire et financier, la Métropole Aix-Marseille-Provence procédera au versement de la subvention en douze mensualités.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions y concourant.

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont prévus au Budget 2021 de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sur les Etats Spéciaux de Territoires, sur les lignes budgétaires suivantes :

Budget Métropole : 2 067 200 euros - Nature 65748 -C111 - 518
EST CT1 : 755 000 euros - Nature 65748 - C 110 – 518
EST CT4 : 400 000 euros - Nature 65748 - C 110 - 518

La subvention sera attribuée sous réserve de l'adoption du budget principal de la Métropole et des états spéciaux de territoire pour l'exercice 2021.

AVIS FAVORABLE

2 abstentions : José MORALES et Magali GIOVANNANGELI

CT4/151220/40

Sur le rapport de Yves MESNARD

Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 15 logements sociaux dénommée Les Benezets située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder une garantie conjointe destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements collectifs locatifs sociaux dénommée « Les Benezets » située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse.

Portée par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques, cette opération d'un montant total de 2 282 422 euros est financée par deux contrats de prêts proposés par la Caisse des Dépôts et Consignations d'un montant total de 1 642 422 euros, se déclinant comme suit :

- Contrat PLS n°112732 de 1 282 422 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°112733 de 360 000 euros.

Les caractéristique financières desdits prêts figurent à l'article 1 de la convention de garantie d'emprunt jointe en annexe. Il est précisé que cette convention est inopposable à la Caisse des Dépôts et Consignations en cas de mise en jeu de garantie.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % soit 903 332,10 euros, et de la commune de La Bouilladisse, co-garante, à hauteur de 45 % soit 739 089,90 euros.

La SA HLM Société Française des Habitations Economiques a fait l'objet d'une analyse financière effectuée à partir des rapports d'activité et financier approuvés de l'année 2019.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de la construction et de l'Habitation ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 88-13 du 5 janvier 1988 d'amélioration de la décentralisation ;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 d'orientation pour la ville ;

- La circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C du Ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire du 26 avril 2006 ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- Les contrats de Prêts N° 112732 et N° 112733 en annexe signés entre la SA HLM Société Française des Habitations Economiques et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la SA HLM Société Française des Habitations Economiques a contracté deux contrats de prêts d'un montant total de 1 642 422 euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer une opération d'acquisition en VEFA de 15 logements collectifs locatifs sociaux à La Bouilladisse.
- Que la SA HLM Société Française des Habitations Economiques a sollicité la Métropole pour lui accorder une garantie d'emprunt à hauteur de 55 % pour le service des intérêts et l'amortissement desdits prêts.
- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.
- L'analyse financière de la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.
- Qu'il convient dès lors de conclure une convention de garantie d'emprunt entre la Métropole et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est accordée la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement de deux prêts d'un montant total de 1 642 422 euros souscrits par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions des contrats de prêts ci-après :

- Contrat PLS n°112732 constitué de trois lignes, d'un montant de 1 282 422 euros,
- Contrat PHB-BOOSTER n°112733 constitué de deux lignes, d'un montant de 360 000 euros.

Ces prêts sont destinés à financer l'opération « Les Benezets », située 20 Chemin des Benezets à La Bouilladisse.

Lesdits contrats sont joints en annexe et font partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale des contrats de prêt n° 112732 et n° 112733 (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Société Française des Habitations Economiques pour leur paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Société Française des Habitations Economiques est inférieure à douze mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Société Française des Habitations Economiques opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée des contrats de prêts n° 112732 et n° 112733 à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de ceux-ci.

Article 3 :

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de deux logements réservés, concernant ladite opération. Ces droits à réservation seront prorogés pour une durée de 5

ans à compter du dernier versement correspondant au remboursement intégral de l'emprunt.

Article 4 :

Est approuvée la convention de garantie d'emprunt ci-annexée entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Société Française des Habitations Economiques.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole ou le Vice-Président délégué au Budget et aux Finances est autorisé à signer la convention de garantie, ainsi que toutes les pièces relatives à cette garantie d'emprunt.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/41

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Approbation du groupement de commande pour la maintenance, l'exploitation, la pose et la fourniture d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques

Depuis 2018, le groupement de commande mené par le SMED13 et associant la CCVBA et la Métropole d'Aix-Marseille-Provence a permis le déploiement d'un réseau d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables sur tout le territoire du département des Bouches-du-Rhône, favorisant ainsi le développement de l'électromobilité dans le département.

Alors que le marché actuel qui a permis le déploiement de ce réseau doit s'achever en mai 2021, le SMED13 propose de reconduire un nouveau groupement de commande pour assurer la continuité de la maintenance, de la supervision et de l'exploitation des infrastructures réalisées, permettant de garantir la continuité d'un service homogène sur tout le département.

Ce groupement de commande intégrera des fonctions de pose et fourniture de bornes permettant de répondre aux besoins de déploiement complémentaire qui pourraient se faire jour.

C'est dans cette optique qu'un groupement de commandes est constitué pour la maintenance, l'exploitation, la pose et la fourniture des infrastructures de recharge pour véhicules électriques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code des Marchés Publics
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la convention de groupement de commandes est prévue pour une durée allant de la notification de la convention jusqu'au terme des missions confiées au coordonnateur, à savoir jusqu'à complète exécution du marché ;
- Que le coordinateur du groupement de commandes est le syndicat mixte d'énergies du département des Bouches-du-Rhône (SMED13) ;
- Que la commission d'appel d'offres est celle du coordinateur et qu'elle est désignée pour choisir le titulaire du marché dans le respect des règles de la commande publique

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le groupement de commandes pour la maintenance, l'exploitation, la pose et la fourniture d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques, annexé à la présente délibération permettant ainsi à la Métropole d'adhérer à ce groupement de commande.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention de groupement.

Article 3 :

Le représentant du coordinateur est autorisé à lancer et signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/42

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Approbation de la modification de la gamme tarifaire Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE)

L'autopartage est une solution de mobilité mise en avant par les autorités organisatrices de mobilité pour permettre de diminuer le taux d'équipement en voiture particulière des ménages, et ainsi permettre d'améliorer la multimodalité des déplacements des administrés sur un ressort territorial.

Le PDU de la Métropole, dont le projet a été arrêté par délibération du Conseil de Métropole du 19 décembre 2019 prévoit le développement de ce type de mobilité (action EP13)

Cependant, si l'autopartage se présente comme une solution de mobilité durable, celle-ci présente davantage encore d'intérêt si les véhicules partagés sont à motorisation propre, comme le sont les véhicules électriques.

Ainsi, il convient d'accompagner les opérateurs d'autopartage pour les inciter à convertir leurs flottes de véhicules à l'électro-mobilité. Pour ce faire, la Métropole propose de modifier la gamme tarifaire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- Le décret n° 2012-280 du 28 février 2012, modifié par le décret n° 2012-1196 du 26 octobre 2012 relatif au label autopartage ;
- La délibération n° TRA 015-1803/17/CM du 30 mars 2017, portant Approbation de la Charte du Label Autopartage de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°TRA009-3247/17/CM du 14 décembre 2017, portant création de nouveaux tarifs et approbation du règlement intérieur - Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE) ;
- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA 010-4605/18/CM du 18 octobre 2018 portant approbation de la création de nouveaux tarifs Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques

(IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service ;

- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA 002-7840/19/CM du 19 décembre 2019 concernant l'Arrêt du projet du Plan de Déplacements Urbains de la Métropole Aix-Marseille-Provence (PDU) ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- Les avis des Conseils de Territoire

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que la Métropole est résolument engagée dans la lutte contre le réchauffement climatique et dans l'amélioration de la qualité de l'air ;
- Que la mobilité électrique est l'une des réponses identifiées pour atteindre ces objectifs environnementaux, et qu'il convient en conséquence d'encourager les opérateurs d'autopartage à la conversion de leurs flottes de véhicules thermiques en véhicules électriques.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique :

Est complétée la gamme tarifaire de la Métropole pour créer à partir du 1^{er} janvier 2021 les tarifs IRVE du réseau « larecharge » :

Sont considérés comme opérateur labélisé autopartage les opérateurs labélisés par la Métropole en application de la charte délibérée par le Conseil de la Métropole du 30 mars 2017 à jour de leurs obligations.

Un abonnement gratuit avec recharges gratuites sur l'ensemble du réseau « larecharge » reste attribué à chaque véhicule électrique de service de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/43

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Approbation d'un protocole transactionnel avec la société Viriot Hautbout relatif au marché de travaux du centre de maintenance du Tramway située sur la commune d'Aubagne

Par un marché n°13TRAM008 du 22 avril 2013, la société VIRIOT HAUTOBOUT a été chargée par la Communauté d'agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile de réaliser, dans le cadre des travaux de construction du centre de maintenance pour le projet de tramway, les travaux suivants : Lot 4 : Chauffage – Ventilation - Climatisation – Plomberie – Sanitaire.

Un différend est apparu entre les parties à la fin du chantier :

- La Communauté d'agglomération Pays d'Aubagne et de l'Etoile soutenant que la réserve tenant à l'interface avec le lot « Gestion Technique du Bâtiment » n'était pas levée et que des dysfonctionnements persistaient sur les installations, refusant ainsi la demande de paiement finale présentée par la société VIRIOT HAUTBOUT d'un montant de 35 923,81€ TTC, en application des stipulations du CCAP conditionnant la présentation du décompte à la levée de l'ensemble des réserves ;
- La société VIRIOT HAUTBOUT soutenant que cette réserve était levée et qu'elle avait rempli ses obligations contractuelles, sollicitant ainsi le paiement d'une somme de 35 923,81€ TTC, par plusieurs courriers.

Par requête n°1805116-3 en date du 28 juin 2018, la société VIRIOT HAUTBOUT a saisi le Tribunal administratif de Marseille afin de condamnation de la Communauté d'agglomération au versement, à titre provisionnel, de la somme de 35 923,81€ TTC, assortie des intérêts moratoires, et d'une somme de 1 500 € au titre des frais irrépétibles.

La Métropole n'a pas été informée par le Tribunal de l'existence de ce recours, avant la transmission de l'ordonnance n°1805116-3 en date du 27 avril 2020 faisant droit à la demande de la société VIRIOT HAUTBOUT.

La Métropole a interjeté appel de cette ordonnance par requête n° 20MA02070 du 25 juin 2020. Cette instance est actuellement pendante devant la Cour administrative d'appel de Marseille sous le numéro 2002070.

Des discussions ont eu lieu entre les parties qui, sans reconnaître le bien fondé de leurs prétentions réciproques, se sont rapprochées afin de rechercher une issue amiable et transactionnelle à ce litige.

Ainsi, et après avoir pris l'exacte mesure de leur désaccord et en pleine connaissance de leurs droits respectifs, les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel portant concessions réciproques et ayant pour objet de mettre fin au différend qui les oppose.

Le présent protocole a pour objet de mettre fin au différend né entre la société VIRIOT HAUTBOUT et la Métropole Aix-Provence-Marseille de l'exécution du marché n°13TRAM008 et tel qu'il résulte de l'ordonnance du Tribunal administratif de Marseille n°1805116-3 du 27 avril 2020 et de l'instance pendante devant la Cour administrative d'appel de Marseille sous le n°20MA02070.

A la suite de négociations et de concessions réciproques, il a été convenu que la Métropole

s'engageait à verser, à titre transactionnel, à la société VIRIOT HAUTBOUT la somme totale de 26 051,18€ TTC valant solde de tout compte dont le détail est précisé dans le protocole ci-annexé.

Les parties reconnaissent que ce versement met un terme à tout contentieux afférent au marché susmentionné. L'ensemble des obligations des parties est précisé dans le protocole ci-annexé.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° HN 001-8073/20/CM du Conseil de la Métropole du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que les parties ont décidé de conclure un protocole transactionnel portant concessions réciproques et ayant pour objet de mettre fin au différend qui les oppose.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé le recours à la procédure de transaction avec la société Viriot Hautbout afin de régler la somme due au titre du marché n°13TRAM008.

Article 2 :

Est approuvé le protocole transactionnel ci-annexé avec la société VIRIOT HAUTBOUT pour un montant de 26 051,18 euros TTC relatif au marché

n°13TRAM008 de travaux du centre de maintenance du Tramway situé sur la commune d'Aubagne.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer ce protocole transactionnel et tout document y afférent.

Article 4 :

Les crédits nécessaires seront inscrits au budget annexe transport 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, section d'investissement, opération n°2016400600, sous politique C230, nature 2138 et en section de fonctionnement pour les intérêts moratoires chapitre 67 nature 6711.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/44

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Approbation d'une convention relative au dispositif "Chèques Jeunes Aubagnais" pour l'achat de titres Le-CAR entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Ville d'Aubagne

Afin de faciliter l'accès à la culture, au sport, aux loisirs, et aux sorties aux jeunes aubagnais, la Ville d'Aubagne met en place pour l'année 2021 un « Chéquier Jeunes Aubagnais ».

Ce « Chéquier Jeunes Aubagnais » est délivré gratuitement et sans condition de ressources à tous les jeunes aubagnais âgés de 11 à 25 ans, détenteurs de la carte jeunesse et jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap.

Le « Chéquier Jeunes Aubagnais » facilite l'accès à des activités culturelles, sportives et de loisirs auprès des partenaires, sous la forme d'une participation financière de 5 € ttc (taux de tva en vigueur au 01 janvier 2020) de la ville à l'achat de titres de transport Le-CAR.

Soit une carte « 6 trajets » sur les lignes :

- Aubagne – Aix en Provence,
- Aubagne - La Ciotat,
- Aubagne - Marseille.

Soit 3 « Pass 24 Heures Jeunes » pour les détenteurs d'une carte de transport « -26 ans », permettant de voyager pendant 24 heures à compter de la 1ère heure de validation en illimité sur toutes les lignes du réseau Le-CAR.

La Métropole s'engage à accepter dans la boutique « La Métropole Mobilité » située en gare d'Aubagne, les chèques transport délivrés par la Ville d'Aubagne pour l'acquisition des titres de transports Le-CAR mentionnés ci-dessus.

La Ville d'Aubagne s'engage à payer à la Métropole Aix-Marseille-Provence le total de la somme des chèques réellement collectés par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les modalités d'application de ce dispositif entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune d'Aubagne sont précisées dans le projet de convention annexé au présent rapport.

Ce projet de convention n'induit aucune incidence financière en dépenses.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération HN 001-8073/20/CM du 17 juillet 2020 portant délégation de compétences du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il est nécessaire d'adopter une convention entre la commune d'Aubagne et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'autoriser en 2021 l'usage des chèques Jeunes Aubagnais mis en œuvre par la Ville d'Aubagne pour acquérir des titres de transports sur le réseau Le-CAR métropolitain.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention ci-annexée relative au dispositif permettant d'acquérir des titres de transport Le-CAR métropolitain au moyen de chèquiers « Jeunes Aubagnais » de la Ville d'Aubagne.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer cette convention et tout document y afférent.

Article 3 :

Les recettes seront constatées au budget annexe transport 2021 et suivant sur le chapitre 70 et 74 nature 7061 et 7474

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/45

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Présentation du projet de fret ferroviaire métropolitain - Prise en considération du résultat des études et sollicitation de cofinancements pour poursuivre le projet

Le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, par son étendue et sa configuration, connaît d'importants flux de biens et de personnes, sources de multiples nuisances (pollutions, congestions).

Afin de participer à l'allègement du trafic de poids lourds (notamment liés à l'activité portuaire), de favoriser le développement économique et la relance du fret ferroviaire (en renforçant la complémentarité entre le routier, le maritime, le ferroviaire et le fluvial), de lutter contre la pollution de l'air et le réchauffement climatique, un projet novateur de service public de fret a été étudié par les services métropolitains depuis octobre 2016 sur la base des principes arrêtés dans l'Agenda de la mobilité métropolitaine puis repris dans le projet de Plan de Déplacements Urbains de la Métropole .

Sa création permettrait à la Métropole de proposer un projet novateur pour le fret ferroviaire et structurant pour le territoire qui nécessitera une contribution multipartenaires pour équilibrer d'importants investissements .

- Un projet novateur pour le fret ferroviaire métropolitain, dans un contexte national de relance de l'économie

- Une impulsion locale forte

Il existe un fort potentiel de développement du fret ferroviaire en France, qui ne représente aujourd'hui que 10% de part de marché, alors qu'elle est de 18% en Allemagne et de 30% en Autriche.

Le territoire de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'inscrit au cœur de la troisième région logistique française. Il est donc soumis à d'importants flux de marchandises. Source de dynamisme économique, ils entraînent également de nombreuses nuisances en raison du recours massif au transport routier. Ce dernier est largement plébiscité en raison de sa souplesse et de sa compétitivité tarifaire par rapport aux alternatives ferroviaires et fluviales. Il représente plus de 10 000 poids lourds circulant chaque jour sur les routes et autoroutes de la Métropole.

L'essor du Grand Port Maritime de Marseille va se poursuivre avec une augmentation des flux de conteneurs d'ici 2030, qui doit croître de 1.4 millions à plus de 3.5 millions de conteneurs annuels.

Les projets routiers de liaison entre Fos – Salon et la finalisation de la liaison Martigues-Port de Bouc

accompagneront cette augmentation du fret routier dans le secteur ouest.

Cette croissance n'est cependant pas absorbable, de façon soutenable, par les seules infrastructures routières. Le développement des flux est au contraire une opportunité pour massifier les flux logistiques et rendre compétitives les alternatives à la route.

- Une opportunité unique, rendue possible par l'évolution récente du cadre législatif

Or en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité, la Métropole est, depuis 2016, compétente pour créer un service public de transport de marchandises sur son ressort territorial, sous réserve de deux critères cumulatifs qui fondent son intervention (article L. 1231-1-1 du code des transports) :

- Un constat d'inexistence, d'insuffisance ou de d'inadaptation de l'offre privée ;
- Une réponse à des objectifs de réduction de la congestion urbaine, des pollutions et nuisances affectant l'environnement.

Il ressort de l'étude de faisabilité du SPFF une offre relativement faible et un marché peu adapté sur les deux périmètres suivants :

- Concernant le secteur intérieur du territoire de la métropole, seules deux offres existent, opérées par des entreprises ferroviaires (EF) :
 - Le transport de bauxite entre Fos Mole central et Gardanne
 - Des transports de brouettage de wagons sur la ZIP de Fos
- Concernant les transports locaux sur le territoire métropolitain en continuité d'un parcours de longue distance par le mode ferroviaire, il est à noter la présence d'EF sur deux activités principales :
 - Les liaisons entre Miramas et des Installations Terminales Embranchées industrielles
 - La Liaison entre la gare de Graveleau et les terminaux maritimes.

Le service public envisagé dans la présente délibération ne proposera pas de lignes là où le marché assure déjà des services. Il se positionnera de manière complémentaire sur des champs spécifiques comme la logistique urbaine :

- qui nécessite une organisation globale et relève de la politique de la Métropole et du pouvoir de police des Maires (réglementations en matière de circulation, de stationnement, Zone à faibles émissions mobilité).
- qui rencontre une réelle difficulté organisationnelle du fait des problématiques de volumes et des mutualisations nécessaires.

Un projet structurant pour le territoire métropolitain : des études de faisabilité juridiques et techniques qui confirment la viabilité du projet sous certaines conditions :

Afin de définir la viabilité de ce projet, plusieurs réflexions ont été conduites dans le cadre de ce projet, depuis 2019.

Les conclusions de l'étude juridique l'étude de faisabilité juridique relative à la création d'un service public de fret ferroviaire a mis en exergue des points de vigilance pour la création du service :

- Les limites du ressort territorial de la Métropole

L'article L 1231-1-1 du code des transports limite la compétence des Autorités Organisatrices de Mobilité (AOM) à « leur ressort territorial », en application du principe de spécialité territoriale.

Toutefois, certaines lignes de fret pertinentes pour la desserte du Grand Port s'étendent sur le territoire d'autres collectivités compétentes voisines, en particulier vers Saint Martin de Crau, ligne qui ressort comme la plus pertinente.

Deux conditions sont nécessaires pour permettre à la Métropole de régir l'organisation du SPFF en dehors de son territoire et d'en confier l'exploitation à son opérateur in house :

- Création d'un service public de fret ferroviaire par les autorités organisatrices de mobilité concernées, sous réserve des deux critères : poursuite des objectifs de décongestion et de dépollution et preuve d'une carence de l'initiative privée

- Conventionnement entre ces autorités organisatrices et la Métropole, organisant une délégation de compétence

Il est proposé que la Métropole se rapproche des intercommunalités voisines pour leur proposer un travail commun sur cette base.

- Sur la pratique des prix inférieurs aux coûts du service

En effet, le respect du droit de la concurrence par les personnes publiques suppose que, lorsqu'elles sont opérateurs, elles ne perturbent pas le libre jeu de la concurrence.

Pour ne pas être sanctionné par le droit de la concurrence, le SPFF pourra proposer des prix volontairement bas à condition de démontrer l'absence de volonté d'éviction des concurrents.

Une saisine de l'Autorité de la Concurrence est préconisée pour s'assurer de l'absence de distorsion de concurrence.

Les conclusions de l'étude technique économique et commerciale font apparaître un besoin d'aides publiques pour rendre viable un tel service car le

coût de revient est trop important pour concurrencer la route.

Le service proposera de transporter tout type de marchandises (vrac, containers, ordures ménagères de compétence MAMP, matières dangereuses ...)

Il utilisera les infrastructures ferroviaires existantes mais nécessitera l'aménagement de plateformes : sur les secteurs de Saint Martin de Crau (hors AMP), Miramas, et Marseille.

Une première ligne pourrait être mise en place en raison de son fort potentiel de trafic captable entre Fos et Saint Martin de Crau. Une montée en charge progressive permettra d'ajuster le dispositif en fonction des résultats constatés.

Pour accéder au marché de la distribution urbaine, le fret ferroviaire devrait bénéficier des incitations et contraintes sur les circulations (création de Zones à Faibles Emissions mobilité, réglementation des livraisons...) dans les centres urbains. Le service public de fret doit être une composante d'un schéma global de logistique et de transport de marchandises en ville (schéma en cours d'étude) qui intègre notamment l'aménagement des accès des centres villes pour les marchandises. La mise en place de ZFEm et les contraintes sur la circulation, notamment l'extension de la piétonisation des centres, qui se développe dans les principales villes, permettront d'envisager de déployer ces services dans des conditions économiquement réalistes.

La réussite du projet suppose que soient pris en compte tous les facteurs susceptibles de créer un risque pour la bonne marche de l'opération.

Il conviendra donc :

- D'une part d'assurer un contact étroit et permanent avec tous les acteurs du transport de marchandises au niveau local : entreprises ferroviaires, au premier rang desquelles la SNCF, transporteurs routiers, logisticiens, ... L'objectif est de faire en sorte que la mise en œuvre de ce projet très innovant soit bien considérée comme un acte positif pour toute la profession ;
- D'autre part d'approfondir la connaissance du marché potentiel révélé par l'étude de faisabilité réalisée. Certes plusieurs chargeurs ont confirmé, par écrit, leur intention d'utiliser le service et, plus globalement, nous disposons de perspectives commerciales encourageantes mais il convient de les conforter, par un contact permanent avec les chargeurs et par une projection plus précise des niveaux de remplissage des trains, en particulier pour les premières lignes à lancer

- Un projet bénéfique pour préserver le cadre de vie des métropolitains et contribuer au développement économique du fret

Ce projet profitera au territoire, à ses habitants et à l'activité économique au sens large. Il permettra entre autres de trouver un point d'équilibre avec les initiatives privées en mettant en place le maillon manquant entre l'offre « grandes lignes » et les futures plateformes de logistique urbaine. Il entrainera ainsi une valorisation du fret ferroviaire dans son ensemble et contribuera au maintien des infrastructures ferrées comme la gare de triage de Miramas.

L'objectif principal du projet reste de réduire le trafic de poids lourds ou en tous cas de modérer sa croissance. Jusqu'à 330 poids lourds seront évités quotidiennement selon les axes, principalement sur le secteur ouest de la Métropole et sur les accès nord de Marseille, ce qui représente un gain de plus de 4 200 tonnes de CO2 par an.

Sur toute la durée de vie du projet c'est plus de 100 millions d'euros d'externalités négatives qui seront économisés a minima par la collectivité au sens large, si l'on prend en compte la réduction de la pollution, de la congestion et les économies d'entretiens d'infrastructures routières. Le montant des externalités est calculé sur la base de la situation actuelle, si rien n'était fait. La situation sera bien évidemment encore plus dégradée et les coûts pour la société plus élevés d'ici 25 ans.

- Une contribution indispensable de plusieurs partenaires pour équilibrer d'importants investissements

- Le SPFF repose sur des subventions d'investissement versées au départ, et amortissables sur des périodes très longues de l'ordre de 25 à 30 ans, correspondant essentiellement au matériel roulant acheté (locomotives, wagons, caisses mobiles, reachstacker). Ainsi, ce montage permet de diminuer les coûts fixes caractérisant le ferroviaire et présente l'avantage de pouvoir garantir une politique tarifaire stable sur une durée longue, caractéristique indispensable pour obtenir la confiance des futurs clients du SPFF. A contrario, aucune aide ou subvention d'exploitation ne sera demandée dans cette organisation. L'achat de matériel roulant devrait être subventionné à 50%, tandis que les travaux d'infrastructures seront subventionnés à hauteur de 80%.

Les aménagements nécessaires portent principalement sur les sites pour un montant de 23 millions d'euros. L'achat de matériel représente quant à lui un montant de 82 millions d'euros. Le projet représente ainsi un total estimé à 105 millions d'euros d'investissements.

Ce projet porté par la Métropole nécessitera également de mobiliser plusieurs programmes d'aides publiques à l'investissement, qu'ils portent sur le matériel (aides à la transition énergétique) ou sur les infrastructures. Il ne pourra se concrétiser qu'avec l'obtention de ces financements.

Ainsi, pourront être mobilisés :

L'Europe via la poursuite du Pacte Vert avec les Appels à Projets portant sur les infrastructures et les innovations.

L'Etat dans le cadre du plan de relance du fret ferroviaire annoncé en septembre 2020, pour soutenir l'investissement dans les projets d'infrastructures. Sachant que ce projet a rencontré l'intérêt réitéré du Délégué interministériel à la mission Méditerranée-Rhône-Saône, qui voit dans ce service une réelle opportunité pour le territoire et un projet qui fait sens à l'échelle de l'axe.

La Région dans le cadre de des compétences en matière de mobilité et d'aménagement du territoire, notamment pour les infrastructures, sera également sollicitée. A ce titre la Métropole pourra proposer l'inscription du projet de service public de fret ferroviaire dans le prochain Contrat de Plan Etat Région en cours de négociation.

Le Département, pourrait également être sollicité au titre de l'aide aux communes.

Enfin, dans le cadre du dispositif des certificats d'économie d'énergie, il semble également possible d'obtenir des financements

Le travail préparatoire mené depuis 2016 permet aujourd'hui, si les financements sont réunis, de lancer rapidement ce service, qui pourrait ainsi s'inscrire dans le cadre du plan de relance de l'Etat, qui cherche des projets mûrs et opérationnels.

Les services de la Métropole et de ses partenaires travaillent désormais pour identifier le meilleur outil juridique qui permettra de porter le projet et de bénéficier d'un maximum de financements.

La Caisse des Dépôts s'est proposée d'accompagner les services de la métropole pour identifier le montage le plus adapté.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;
- La délibération n° TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis des Conseils de Territoire

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est sujet régulièrement à des dépassements des seuils de pollution qui affectent la santé et le cadre de vie de ses habitants ;
- Que le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence est marquée par une pollution atmosphérique notamment de dioxyde d'azote ;
- Que la principale source de pollution au dioxyde d'azote est le secteur des transports routiers ;
- Que l'offre de fret ferroviaire sur de courtes distances n'est pas développée au regard de son manque de compétitivité structurel par rapport au mode routier ;
- Que l'Etat souhaite redynamiser le secteur du fret ferroviaire, notamment dans le cadre du plan de relance ;
- La compétence de la Métropole en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité ;
- La possibilité ouverte par la loi pour la Métropole « d'organiser ou contribuer au développement des services de transport de marchandises et de logistique urbaine, en cas d'inexistence, d'insuffisance ou d'inadaptation de l'offre privée, afin de réduire la congestion urbaine ainsi que les pollutions et les nuisances affectant l'environnement » ;
- Les conclusions de l'étude technique, économique et commerciale pour la création d'un service public de fret ferroviaire (2019).

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est pris en considération le résultat des études exposé ci-dessus et demande aux services de poursuivre les réflexions et procédures utiles à la réalisation de ce projet.

Article 2:

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à saisir l'Etat et tout autre financeur potentiel pour mener à bien ce projet et à signer les actes et conventions nécessaires.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/46

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Approbation de l'avenant n°4 au Contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation et la gestion du réseau de transport public de voyageurs du Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Par délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence a confié l'exploitation du réseau des Lignes de l'Agglo au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains, dont le mandataire est la SPL Façonéo. Le 14 décembre 2017, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 1 au contrat. Le 13 décembre 2018, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 2 au contrat. Le 19 décembre 2019, le Conseil de la Métropole a approuvé l'avenant 3 au contrat.

L'objet du présent avenant est d'acter plusieurs points venant modifier le contrat initialement signé.

Cet avenant récapitule entre autre, les adaptations et optimisation de l'offre décidées par ordre de service depuis le dernier avenant (avenant 3), afin d'en traduire l'impact financier sur le contrat, soit – 24 347 € pour les années 2021 et suivantes. (Valeur 2016).

Il est à noter que dans le cadre de la crise sanitaire, l'offre de transport et la fréquentation ont également été impactées. Des ordres de service ont été émis pour baisser le niveau des lignes régulières à vocation scolaires et des circuits scolaires spécifiques, compte tenu de la fermeture des établissements scolaires pendant le confinement.

Des discussions sont toujours en cours pour valoriser l'impact financier sur le contrat, compte tenu des charges fixes supportées par l'opérateur mais aussi des aides de l'état perçues par ce dernier (chômage partiel, maladie). Cet état des lieux n'étant pas finalisé, les parties ne sont pas en mesure de modifier l'engagement de dépenses et de recettes de l'année 2020.

Un ordre de service viendra clore l'impact de la crise ultérieurement.

Depuis le début de la crise et afin d'aider l'opérateur, la Métropole a fait le choix de maintenir le versement des acomptes au 1/12 en respectant l'échéancier contractuel.

Cependant et compte tenu des discussions sur les réels coûts engagés pendant le confinement, un OS a été émis en octobre pour appliquer une réduction prévisionnelle de 25% sur les acomptes de septembre et octobre 2020.

Dans le cadre de la transition énergétique, cet avenant intègre également le report de la mise en exploitation des 10 Bus hybrides fonctionnant au gaz naturel pour véhicules (GNV) financés par la Métropole pour des retards de livraison.

Prévus initialement pour une mise en service le 01 avril 2020, l'avenant acte une mise en exploitation de 7 bus sur les lignes 1 et 7 le 16 novembre 2020. Les 3 autres bus viendront remplacer les bus de la ligne 8 début janvier 2021. La mise en exploitation de ces véhicules entraîne une modification de l'engagement des dépenses qui fera l'objet d'un ordre de service.

L'opérateur a acquis 11 cars GNV qui devaient être mis en circulation en septembre 2020, ces biens n'arriveront que début 2021. Ils équiperont les lignes 5 / 9 / 11 et 12.

La mise à disposition effective de ces véhicules entraînera l'établissement d'un ordre de service qui précisera les dates de mise en circulation, dates de sortie des anciens cars et prise en compte des nouveaux coûts d'exploitation.

L'avenant 4 prend acte d'une clause de revoyure entre les parties fin 2021 afin de revoir la grille de coût spécifique au GNV et d'introduire un nouvel indice « Gaz naturel » dans la formule de révision des prix.

Cet avenant intègre également le report des travaux de remise en état des Totems du tramway. En raison de la crise sanitaire, les travaux sont reportés fin 2020. Ces travaux feront l'objet d'un ordre de service.

Pour des raisons sanitaires, il a été décidé d'installer des sanitaires autonomes sur l'un des terminus de la ligne 3 qui ne bénéficiait d'aucun équipement de ce type. L'acquisition et la prise en charge de l'entretien par l'opérateur interne de cet équipement a fait l'objet d'un ordre de service à hauteur de 19 800 € en année pleine.

Enfin, suite à la création d'un atelier de maintenance au sein de l'opérateur, cet avenant intègre la mise à jour de l'inventaire C de l'annexe 2, concernant l'acquisition des biens nécessaires à la maintenance et à l'entretien des véhicules et des équipements embarqués. Ces biens acquis seront considérés comme des biens de reprise.

Au regard de ces différentes modifications du contrat depuis sa signature, il convient de réajuster les charges d'exploitation du réseau. L'engagement annuel de dépenses est porté à 14 845 073 € HT en valeur 2016 pour l'année 2021. La Contribution Financière Forfaitaire est réduite pour l'année 2021, à 12 714 273 € HT valeur 2016, soit une baisse de 29 754 € par rapport à la valeur prévue initialement au contrat.

Il convient pour finir de mettre à jour par cet avenant, différents articles et annexes du contrat concernant notamment les biens mis à disposition par l'opérateur et la liste des biens mis à disposition par la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

2020/215

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La délibération N° TRA 008-2332/17/CM du 13 juillet 2017 approuvant le contrat d'obligation de service pour l'exploitation du réseau des « Lignes de l'Agglo » au groupement constitué par la SPL Façonéo et par la Régie des Transports Métropolitains ;
- La délibération N° TRA 014-3252/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la signature de l'avenant 1 au Contrat OSP ;
- La délibération N° TRA 027-5117/18/CM du 13 décembre 2018 approuvant la signature de l'avenant 2 au contrat OSP ;
- La délibération N° TRA 032-7870/19/CM du 19 décembre 2019 approuvant la signature de l'avenant 3 au contrat OSP ;
- La délibération N° TRA 002-14/12/17 CM du 14 décembre 2017 sur la transition énergétique à mener sur les réseaux de transports métropolitains ;
- La délibération N° TRA 012-6417/19/CM du 20 juin 2019 pour l'acquisition de bus GNV hybrides pour le réseau des Lignes de l'Agglo ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020 ;

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Que l'article 21.2.3. du Contrat prévoit qu'un avenant soit réalisé pour acter l'ensemble des modifications d'offre de service apportées sur le réseau

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant 4 ci-annexé, au Contrat d'Obligation de Service Public (COSP) pour l'exploitation du réseau de transport des Lignes de l'Agglo, entre la Métropole et le groupement constitué par la SPL Façoné et la Régie des Transports Métropolitains, et ses annexes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant, est autorisé à signer cet avenant.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe transport 2021 et suivants de la Métropole Aix-Marseille-Provence, sous politique C210, nature 611.

AVIS FAVORABLE

CT4/151220/47

Sur le rapport de Alain ROUSSET

Approbation de la nouvelle répartition et de l'affectation de l'autorisation de programme relative au projet d'investissement de tramway entre Aubagne et la Bouilladisse - Val'Tram.

Par délibération TRA 023-1398/16/CM du 15 décembre 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la création et affectation d'une autorisation de programme pour le projet d'investissement de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse - Val'Tram pour un montant de 146 937 200€ toute taxe comprise.

Le projet du Val'Tram consiste en la réalisation d'une ligne de tramway d'environ 14 km entre les communes d'Aubagne et de La Bouilladisse. Le tracé réutilise en grande partie l'emprise de l'ancienne voie ferrée dite « voie de Valdonne » et traverse cinq communes qui sont du Nord vers le Sud : La Bouilladisse, La Destrousse, Auriol, Roquevaire et Aubagne.

Le projet du Val'Tram répond aux enjeux suivants :

- Offrir une meilleure desserte du territoire en desservant la vallée principale vers La Bouilladisse et la vallée de la Sainte-Baume (Auriol / Saint-Zacharie), tout en pensant en parallèle aux évolutions du plan de circulation et à l'ambition de la ville d'Aubagne de réviser la hiérarchie de son réseau pour valoriser les contournements du centre-ville ;
- Développer l'accessibilité aux stations et l'intermodalité ;
- Favoriser l'écomobilité en limitant les conflits d'usage et en créant des itinéraires pour favoriser les modes doux ;
- Améliorer la qualité de vie grâce à des désengorgements des axes routiers Nord-Sud, la qualité de l'air (avec une diminution de la part relative de la route dans les

transports quotidiens), diminuer les nuisances sonores liées aux trafics routiers ;

- Réaménager et améliorer la qualité de l'espace public ;
- Garantir une forme de gain (utilisation du tramway gratuite) et une performance pour les utilisateurs.

Par délibération TRA 003-7092/19/CM du 24 octobre 2019, la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la révision du programme et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au tramway entre Aubagne et la Bouilladisse-Val'Tram faisant passer le projet à 144 600 000€ hors taxes soit 173 520 000€ toute taxe comprise.

La Métropole est devenue propriétaire de 17 km de voie ferrée entre la gare d'Aubagne et la zone de Valdonne sur la commune de Peypin depuis fin 2017. Cette emprise supporte en partie le projet Val'Tram. Cette voie ferrée non exploitée à ce jour comporte de nombreux ouvrages d'art : 2 tunnels, plus de 50 ponts rails, des murs de soutènements. Ces ouvrages datent de plus de 100 ans et sont pour certains en mauvais état. Indépendamment du projet Val'Tram, ces ouvrages nécessitent des travaux de mise en sécurité, d'entretien et de rénovation. Afin de faciliter le suivi analytique des opérations de confortement des ouvrages distincts d'une opération purement transport comme un tramway, il apparaît judicieux de disposer d'une ligne budgétaire spécifique qui facilitera par ailleurs l'instruction des dossiers de demande de subvention.

Il convient donc dans un premier temps de réduire l'opération d'investissement relative au tramway entre Aubagne et La Bouilladisse Val'Tram pour un montant de 9 000 000 d'euros hors taxes soit 10 800 000 euros toute taxe comprise et de procéder dans un second temps à la création d'une opération d'investissement relative à la mise en sécurité, l'entretien et la rénovation des ouvrages de la Voie de Valdonne pour un montant de 9 000 000 euros hors taxes soit 10 800 000 euros toute taxe comprise.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de donner un avis favorable à la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération TRA 023-1398/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant la création

et affectation d'une autorisation de programme et inscription de crédits de paiements pour le projet d'investissement de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse - Val'Tram ;

- La délibération TRA 003-7092/19/CM du 24 octobre 2019 approuvant la révision du programme et de l'affectation de l'opération d'investissement relative au tramway entre Aubagne et la Bouilladisse - Val'Tram ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole ;
- L'avis du Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile du 15 décembre 2020.

Où le rapport ci-dessus,

Considérant

- Qu'il convient de diminuer l'autorisation de programme relative au projet d'investissement de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse – Val'Tram pour un montant de 9 000 000 d'euros hors taxes soit 10 800 000 euros toute taxe comprise et de procéder à la création d'une opération d'investissement relative à la mise en sécurité, entretien et rénovation des ouvrages de la Voie de Valdonne pour un montant de 9 000 000 euros hors taxes soit 10 800 000 euros toute taxe comprise ;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents.

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la réduction de l'opération d'Investissement n°2017400100 relative au projet d'investissement de tramway entre Aubagne et La Bouilladisse – Val'Tram pour un montant de 9 000 000 d'euros hors taxes soit 10 800 000 euros toute taxe comprise faisant passer l'opération à 162 720 000 euros toute taxe comprise -

Article 2 :

Sont approuvées la création et l'affectation de l'opération d'Investissement relative à la mise en sécurité, entretien et rénovation des ouvrages de la Voie de Valdonne pour un montant de 9 000 000 euros hors taxes soit 10 800 000 euros toute taxe comprise rattachée au programme 43 «Extension Tramway»- code AP 210431TP.

Article 3 :

Les crédits nécessaires seront inscrits dans les Budgets 2021 et suivants selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée et établi comme suit :

Opération numéro -2017400100

- Consommé antérieur : 9 039 524,97 euros TTC
- CP 2020 : 90 000 euros TTC
- CP 2021 : 1 000 000 euros TTC
- CP 2022 : 12 000 000 euros TTC
- CP 2023 : 34 000 000 euros TTC
- CP 2024 : 75 000 000 euros TTC
- CP 2025 : 31 590 474,84 euros TTC

Opération (à créer)

- CP 2021 : 360 000 euros TTC
- CP 2022 : 720 00 euros TTC
- CP 2023 : 2 160 000 euros TTC
- CP 2024 : 6 480 000 euros TTC
- CP 2025 : 1 080 000 euros TTC

AVIS FAVORABLE